

Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE
Avec la
collaboration de
P. 11 à 14

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

L'agonie du pétrole



PAR
HAROLD JAMES

Professeur d'histoire
et des Affaires internationales
à l'Université de Princeton

La nouvelle anormalité
de l'économie mondiale



PAR N. ROUBINI

Président de Roubini Global Economics

La science économique
dans un âge d'abondance



PAR J. B. DELONG

Professeur d'économie à l'Université
de Californie à Berkeley

Rebâtir une Maison
de la Sagesse en terres musulmanes



PAR JIM AL-KHALILI

Professeur de physique théorique

Moduler les traitements
de l'anxiété



PAR JOSEPH LE DOUX

Professeur des sciences
de la neuropsychologie
et de la pédopsychiatrie à l'Université
de New York

Quel type de relance
pour l'économie chinoise ?



PAR J. E. STIGLITZ

Prix Nobel d'économie

La Chine et la grande
évasion des capitaux



PAR K. ROGOFF

Professeur d'économie et de sciences
politiques à l'Université de Harvard

**L'ALGÉRIENNE
DES EAUX
FAIT FACE À DES
«DIFFICULTÉS
SÉRIEUSES»** P. 4

**Un nouveau
protocole de transfert
des malades
algériens dans
des hôpitaux français**
P. 4

**LAGHOUAT : UN BUS DE VOYAGEURS
SE RENVERSE, 4 MORTS ET 35 BLESSÉS** P. 5

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Soupçonnés de préparer des attentats **TROIS ALGÉRIENS ARRÊTÉS EN ALLEMAGNE**

P. 5



Ph.: APS

Révision de la Constitution
**ARTICLE 51 : «LES FONCTIONS
SUPÉRIEURES ET SENSIBLES
DE L'ÉTAT» CONCERNÉES**

P. 3

Tizi Ouzou

**QUATRE SUPPORTERS DU MCO
CONDAMNÉS À 5 ANS DE PRISON**

P. 5

Syndicat national des praticiens de Santé publique

«Privatisations hasardeuses», détournement et accès aux grades

M. Aziza

Le syndicat national des praticiens de Santé publique revient à la charge pour dénoncer «le démantèlement programmé de la santé publique», à travers des projets de privatisation «hasardeuse», annoncés par le ministre de la Santé concernant les CHU et le secteur de la Formation médicale. Les praticiens de la Santé alertent et laissent présager une désarticulation du secteur, dans les années à venir, «le secteur public sera réservé, dans cinq ans, exclusivement aux personnes démunies», ont-il alerté en s'interrogeant «à savoir sur quel critère on définira le citoyen démuné, d'ici là ?» Le président du SNPSP, Lyès Merabet, a affirmé, hier, lors d'une conférence de presse, que son syndicat est contre la privatisation «hasardeuse» du secteur de la Santé, notamment, dans les conditions actuelles des choses, où le secteur public souffre de sérieux problèmes de dysfonctionnements. Pour Merabet, l'idée de créer des hôpitaux privés de 500 lits, avec l'idée d'ouvrir le secteur de la Formation médicale, au secteur privé, annoncée par le ministre Abdelmalek Boudiaf, est une «aventure hasardeuse» au moment où le secteur public a besoin d'être davantage soutenu et renforcé. Pour Lyès Merabet, cette privatisation, à la hâte, ne fait que fragiliser, davantage, le secteur public. Et de faire rappeler que, déjà, le niveau des dépenses de la Santé publique, en Algérie, est en-deçà des pays voisins. Il précise que selon des statistiques de l'OMS, les dépenses totales de l'Algérie pour le secteur de la Santé, comparativement au PIB, sont de 4 %, durant les 10 dernières années, alors que les niveaux des dépenses en Tunisie et au Maroc, sont de l'ordre de 6 à 6,2 % du PIB.

Le SNPSP s'est dit, également, opposé, voire rejeter, le nouveau système de pointage par empreinte digitale, pour les personnels hospitaliers, annoncé par le ministre. Pour le SNPSP, cette pratique est en fait une restriction des libertés individuelles «et elle n'est pas en mesure de lutter contre le phénomène de l'absentéisme, constaté dans les hôpitaux et les polycliniques». Lyès Merabet, explique que les récalcitrants peuvent bien faire le pointage le matin et repartir pour prendre un café, ils iront aux cliniques privées pour exercer et revenir en fin d'après-midi, pour pointer.

Pour Lyès Merabet «c'est l'activité complémentaire que nous avons, catégoriquement, rejetée qui a ouvert la porte à ce genre de comportement». Il a signalé que la mise en place de ce système de pointage coûtera un budget considérable, à l'Etat au moment où on parle d'efficacité et de restriction budgétaires dans le secteur public. Le Dr Merabet a affirmé qu'un seul appareil coûte une moyenne de 400.000 DA. Et de préciser que le dernier hôpital devra au moins installer une dizaine, et sachant que nous avons 500 structures hospitalières, la facture sera lourde. Pour le conférencier, le personnel hospitalier est déjà régi par une série de mesures administratives et déontologiques qui l'obligent à assurer sa disponibilité, à travers le système de brigade, de la garde et d'autres. Et de signaler que le travail de contrôle doit être assuré par les chefs de services et les DRH dans les administrations.

Le syndicat défend le corps médical du secteur public et dénonce les injures proférées, par certains responsables, «ils nous traitent de mercenaires, ils font croire aux citoyens que nous sommes une association de malfaiteurs», dira-t-il. Et de souligner «que certains propos nous touchent profon-

dément, au moment où nous avons tant besoin d'encouragement pour régler certains dysfonctionnements dans le secteur».

DES INTERROGATIONS SUR LES ŒUVRES SOCIALES DE MUSTAPHA BACHA

Le syndicat national des praticiens de la Santé publique a affirmé son soutien aux délégués syndicaux de l'hôpital Mustapha Bacha, qui font l'objet de pressions, après avoir déposé plainte, auprès de la justice, sur la gestion douteuse des Œuvres sociales de l'hôpital Mustapha Bacha.

Lyès Merabet a affirmé que son syndicat ne dit pas qu'il y a eu détournement ou pas, mais dit-il, la justice a été sollicitée, la brigade des Finances et une brigade de la Gendarmerie sont en train d'enquêter. Il faut laisser ces instances travailler conformément à la loi. Les élus des syndicats, SNPSP, Snapap et Snapsy ont eu des soupçons sur le sort de 67 milliards de centimes des œuvres sociales, «n'importe quel travailleur a le droit de connaître le cheminement, ou le sort des œuvres sociales du moment que 3 % sont prélevés de son salaire». Lyès Merabet dit ne pas comprendre pourquoi certains fonctionnaires ont observé un sit-in, au CHU Mustapha Bacha à Alger, pour soutenir la directrice générale de l'établissement, installée par intérim depuis six mois. Pour Merabet, ni un sit-in de soutien, ni un sit-in de dénonciation ne peut prouver s'il y a eu détournement ou pas, «seule l'enquête déterminera le sort de l'argent des Œuvres sociales». Le Dr Merabet s'est interrogé, pourquoi la commission chargée de gérer les Œuvres sociales n'a pas été renouvelée depuis quatre ans, et pourquoi l'Administration a accepté de travailler dans de telles situations, «en manque de transparence?». Lyès Merabet conclut «nous sommes contre les pressions exercées sur les délégués syndicaux et il n'est pas question de se taire». Le conférencier a fait état de mutations abusives des délégués syndicaux, et de menaces agressives suite à cette affaire, à l'encontre de certains syndicalistes.

A QUAND L'APPLICATION DE L'ACCÈS AUX GRADES POUR TOUS

Le SNPSP réclame l'application des résultats du concours pour l'accès aux grades, du mois de juin passé. Une application partielle a été enregistrée, pourtant, des instructions ont été données, par le ministère de la Santé, par celui des Finances et les responsables de la Fonction publique pour l'application des résultats, avant la fin de l'année.

Le Dr Lyès Merabet, a affirmé que certaines wilayas, telles que Tizi Ouzou, Tipaza, Ouargla, Sétif, Annaba, Sidi Bel-Abbès ont refusé, carrément, d'appliquer les résultats du concours relatif à l'accès aux grades, sous prétexte, qu'il n'y a pas eu des postes budgétaires. Pis, les contrôleurs financiers de certaines wilayas ont demandé de contrôler les feuilles d'examen et le barème de correction, des candidats pour pouvoir débloquent les rappels. Le conférencier a voulu attirer l'attention du ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière qui avait dit que ce dossier est clos, «on vous a présenté un dossier incomplet sur l'état d'avancement et l'application des résultats du concours», alerte Merabet. A noter que le SNPSP tiendra un conseil national extraordinaire, le 3 mars prochain, dans le but de plancher sur plusieurs points en suspens, entre autres la réouverture du dossier du statut particulier, vu les anomalies.

Virus Zika: risque «très faible» pour l'Algérie

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a rassuré, jeudi, que le risque du virus Zika «est considéré comme très faible», en Algérie, pour diverses raisons, précisant qu'une série de mesures ont été prises, dans le cadre de la prévention. «Le principal vecteur du virus Zika est le moustique 'Aedes aegypti' qui n'a pas été rencontré dans notre pays, selon le Laboratoire national de référence des arboviroses et le réseau de surveillance entomologique de l'Institut Pasteur d'Algérie», explique le ministère, dans un communiqué, qui affirme que ce virus «ne se transmet pas, en règle générale, d'homme à homme». La même source note aussi que «l'épidémie actuelle est circonscrite dans les pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes, qui n'ont pas de liaisons aériennes directes avec le nôtre. En raison de ce virus qui sévit actuellement en Amérique latine et aux Caraïbes, le ministère, «partant d'un principe de vigilance», a, aussitôt, arrêté des mesures portant sur «la réactivation du Comité d'urgence chargé des arboviroses, composé d'experts nationaux dans le domaine et d'experts de l'Institut national de Santé publique et de l'Institut Pasteur d'Algérie, à l'effet d'assurer un suivi de l'évolution de la situation épidémiologique et d'évaluer régulièrement, en fonction de son évolution, le risque pour notre pays», a-t-on indiqué. Le ministère annonce, dans ce sens, «la



mobilisation de tous les moyens de protection disponible, au niveau du stock de sécurité, mis en place, à cet effet, à la Pharmacie Centrale des Hôpitaux».

Le ministère rappelle, avant tout, la nécessité, pour tout voyage, quel qu'en soit la destination, de respecter scrupuleusement, les règles habituelles d'hygiène et les mesures de protection contre les moustiques et recommande de reporter, notamment pour les femmes enceintes, le projet de voyage dans les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, sauf en cas de nécessité. Le ministère souligne que l'Organisation mondiale de la Santé ne préconise, pour le moment, aucune restriction de voyages, d'échanges commerciaux, vis-à-vis des pays affectés par cette épidémie, ni même de recommandations particulières pour les voyageurs».

L'OMS, dans une déclaration, en date du 1^{er} février 2016, a

décrété la maladie due au virus «Zika» comme «une urgence de Santé publique de portée mondiale». Le virus 'Zika' est à l'origine d'une maladie virale qui se présente, dans une très grande majorité de cas, par un syndrome d'allure grippale dont l'évolution, le plus souvent, favorable avec une guérison spontanée en 2 à 7 jours avec, cependant un risque de survenue de microcéphalie chez le nouveau-né, en cas d'atteinte de la femme enceinte.

Le ministère, à travers son comité d'urgence, continuera de suivre de près l'évolution de la situation épidémiologique, dans le monde, et prendra, au fur et à mesure, si besoin, d'autres dispositions, conformément à celles du Plan national de préparation, d'alerte et de riposte aux menaces sanitaires, à potentiel épidémique et aux urgences sanitaires de portée internationale», indique le même document.

ANALYSE

Kharroubi Habib

L'Algérie a tout à redouter d'une intervention étrangère en Libye

La vingtaine de pays membres de la coalition internationale rassemblée par les Etats-Unis pour combattre le groupe djihadiste l'Etat islamique qui se sont réunis à Rome en milieu de la semaine écoulée ont fait le point sur la lutte qu'ils mènent contre lui. Il ressort

selon leurs conclusions que sous les coups de leur coalition l'Etat islamique a cédé du terrain en Irak et en Syrie mais est en train de se renforcer en Libye. D'où la nécessité débattue par eux d'une action internationale dans ce pays pour empêcher que l'organisation terroriste en prenne le contrôle en profitant du chaos dans lequel il est plongé causé par la lutte pour le pouvoir à laquelle se livrent les factions et milices libyennes.

Malgré le pressing exercé par certains pays participants favorables à l'intervention militaire internationale immédiate en Libye, la réunion de Rome ne s'est pas prononcée sur le sujet. Pour autant, il n'est pas exclu que les pays «interventionnistes» dont l'Italie, la France et le Royaume-Uni sont décidés à passer outre même s'ils se défendent de le vouloir. Pour l'Algérie qui quoique inquiète par l'implantation de l'Etat islamique dans la Libye voisine, mais opposée à une opération de la sorte, il apparaît que ces milieux ont acté une intervention qui serait imminente. Cela explique que l'on constate que dans le même temps où sa diplomatie s'active avec intensité à tenter de les dissuader à entreprendre une telle initiative, son armée a singulièrement élevé son niveau d'alerte qui se traduit par un impressionnant afflux de renforts en hommes et moyens matériels aux frontières du pays.

L'opposition de l'Algérie à une intervention militaire étrangère en Libye ne relève

pas que de l'ordre du principe du refus de la non-ingérence. Elle se justifie également pour elle par les conséquences qu'elle induit pour sa sécurité nationale. Il ne fait aucun doute pour les autorités politiques et militaires algériennes que l'intervention militaire étrangère contre le groupe djihadiste de l'Etat islamique en Libye conduirait ses membres à chercher à fuir la zone où ils sont présentement et tenteront de s'infiltrer dans les pays frontaliers de la Libye dont bien évidemment l'Algérie. Ce scénario est dans la stratégie de l'Etat islamique comme le montre le repli sur la Libye d'une partie de ses combattants suite à l'intensification des frappes et offensives qui l'ont contraint à reculer en Irak et en Syrie.

L'Algérie est convaincue que l'intervention militaire étrangère en Libye ne fera qu'étendre l'aire de nuisance de l'organisation terroriste et que pour éviter cela il y a lieu de fédérer contre elle les factions et milices libyennes pour qui sa présence dans leur pays est une menace mortelle. Sauf que la préconisation algérienne partagée par l'ONU se heurte au comportement irresponsable de ces factions et milices libyennes qui font passer leurs intérêts et convoitises respectifs avant la nécessité d'en découdre avec l'Etat islamique qui ambitionne pourtant d'en finir avec eux. C'est là une situation sur laquelle l'Algérie peine à influencer et qui justifie l'état d'alerte maximum qui prévaut au sein de l'Armée nationale populaire mais dont la gravité ne semble pas évidente à sa classe politique qui en pareille circonstance devrait se convaincre de l'impérieuse nécessité de constituer un front intérieur au lieu de s'entredéchirer dans des querelles et controverses politiciennes.

Tirage du N°6449
119.547 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.: Oran:** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Ouargla: S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Révision de la Constitution Article 51: «Les fonctions supérieures et sensibles de l'Etat» concernées

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a nuancé, jeudi, devant les parlementaires des deux chambres, réunis à la station balnéaire de Club des Pins (banlieue ouest d'Alger) pour l'adoption du projet de révision constitutionnelle sur la base de son article 176, l'application du fameux article 51.

Mahdi Boulhalfa

Cet article sera maintenu tel qu'il a été rédigé et élaboré dans ce projet de loi, mais « les portes seront ouvertes » pour des postes à l'émigration, a indiqué M. Sellal, au moment où la communauté algérienne et les observateurs attendaient un «miracle» qui n'aura finalement pas lieu. Du moins pour les fonctions dites sensibles. M. Sellal a ainsi expliqué que l'article 51 du projet de révision constitutionnelle porte en fait et de manière exclusive sur « les fonctions supérieures et sensibles de l'Etat ». Il a cité en particulier les postes de responsabilité dans les secteurs de la sécurité de l'Etat et les finances du pays.

En clair, des fonctions suprêmes dans la DGSN, la GN ou la défense, mais également pour le poste éminemment sensible de gouverneur de la Banque centrale. Ce poste est, faut-il le souligner, exclusivement réservé, aux Etats-Unis comme en France ou en Allemagne, aux nationaux de «souche». Même si la France sous l'ère Hollande a tordu le cou aux traditions politiques, en nommant un Espagnol, un Catalan, au poste de Premier ministre, à savoir Manuel Valls, alors étudiant, arrivé en France à l'âge de 20 ans. Il n'empêche que M. Sellal a cependant expliqué à la presse à l'issue de son exposé devant la commission parlementaire conjointe élargie que des textes de lois vont définir cet article 51 et désigner les fonctions ciblées après adoption du projet de révision de la Constitution. Comme pour bien se faire comprendre et ménager l'émigration, il souligne que « l'article 51 du projet est très clair et ne vise aucunement nos frères à l'étranger, mais plutôt concerne les fonctions supérieures et sensibles.

L'Etat et les lois définiront ces fonctions». Pour lui, la sécurité et la sécurité financière à un niveau supérieur de l'Etat «nécessitent des conditions exceptionnelles». «Certains fonctions seront conditionnées par des critères exceptionnels, à l'instar de ce qui est appliqué dans beaucoup de pays dans le monde», ajoute le PM, avant de faire remarquer que « pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, on reconnaît les Algériens porteurs de plusieurs nationalités» et, en taclant Ahmed Ouyahia, le patron du RND, ne ferme pas totalement la porte aux binationaux d'occuper de hautes fonctions dans l'administration algérienne en affirmant que «les portes demeurent ouvertes aux Algériens de l'étranger dans diverses fonctions ».

UN RDV HISTORIQUE POUR L'ALGERIE

Par ailleurs, il a estimé que l'adoption de la nouvelle Constitution est «un tournant historique» pour l'Algérie. «L'Algérie qui amorce un tournant historique est au rendez-vous avec une ère nouvelle et un renouveau républicain fort », a soutenu le Pre-

mier ministre. « La révision constitutionnelle est le couronnement des réformes politiques voulues par le président Bouteflika et qu'il s'est engagé, devant le peuple, à opérer », a-t-il dit. Il ajoute que cette nouvelle loi fondamentale va « élargir les droits et libertés du citoyen, ancrer la démocratie pluraliste, conforter les fondements de l'Etat de droit et consolider l'indépendance de la justice dans notre pays ».

Sur les amendements (74 et 38 nouveaux articles) apportés au préambule, ils visent, selon M. Sellal, à « consolider les principes et valeurs, notamment les principales composantes de l'identité nationale que sont l'islam, l'arabité et l'amazighité, à même de renforcer les liens unissant les Algériens à leur histoire et à leur culture », relevant au passage l'aspect positif pour le retour à la paix et la sécurité dans le pays apporté par la réconciliation nationale. M. Sellal a également estimé que cette révision constitutionnelle va « concrétiser le principe d'alternance démocratique au pouvoir au moyen d'élections libres et intégrées (...) et favoriser l'émergence d'une culture de citoyenneté dans notre pays ». Le projet de révision constitutionnelle sera soumis dimanche en séance plénière aux parlementaires des deux chambres (Parlement et Conseil de la nation-Sénat), un projet de texte qui contient 74 amendements et 38 nouveaux articles introduits après les débats au sein de la commission lors de la séance de mercredi. Ce projet sera adopté sur la base de l'article 176, si les 3/4 des votants disent oui.

Les principaux éléments de cette révision constitutionnelle sont notamment «l'alternance» au pouvoir par des « élections libres et régulières », « la séparation des pouvoirs, dont l'indépendance de la justice », une seule réélection du président de la République, l'article y afférent ne devant pas être révisé, ou la «possibilité de la saisine du Conseil constitutionnel au sujet des lois votées par le Parlement». En outre, en cas de vacances de l'APN ou durant les vacances parlementaires, le président de la République peut, sur des questions urgentes, légiférer par ordonnance après avis du Conseil d'Etat, et le Premier ministre doit présenter annuellement à l'APN une déclaration de politique générale. Enfin, la transhumance politique est interdite, «le délit de presse ne peut être sanctionné par une peine privative de liberté» et affirmation de «l'invulnérabilité» de la liberté de conscience et d'opinion.

Et puis, il y a ce fameux article 51 qui affirme que « l'égal accès aux fonctions et aux emplois au sein de l'Etat, est garanti à tous les citoyens, sans autres conditions que celles fixées par la loi », et précise que « la nationalité algérienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsabilités de l'Etat et aux fonctions politiques ».



Ph.: APS

Raïna
Raïkoum
Ahmed Farrah

Le PAGS ou Don Quichotte contre les compradores

Il y a cinquante ans, est né un parti politique dans les pires moments de la destinée et de l'étouffement de l'opinion différente. Les institutions du pays étaient sous le contrôle de la pensée unique et de la force militaire. Les voix discordantes se faisaient systématiquement neutraliser d'une façon ou d'une autre. Des militants ont bravé l'interdit au risque encouru pour leur idéal commun, au moment où les idéologies déclinaient partout dans le monde, suite à l'épuisement et au noyautage des mouvements de libération. Que reste-t-il, aujourd'hui, de cette élite avant-gardiste ? A-t-elle su s'adapter à la réalité d'un monde plus que jamais contrôlé par l'empire marchand ? A-t-elle changé son discours inaudible et inintelligible avec lequel elle s'adressait aux couches sociales ciblées ? A-t-elle un nouveau projet de société réaliste et rassemblant au-delà du dogme sur lequel elle a fondé son idéal ? Le monde a changé, il suit son chemin naturel tracé dans le temps, la pensée aussi, elle n'est plus manichéenne ancrée dans la stricte bipolarité entre progressistes et conservateurs, entre droite et gauche, souvent rien ne les distingue dans leurs approches quand ils sont aux affaires. Ils ne sont plus, en fait, que des instruments entre les mains des maîtres de la finance mondiale. L'exemple du mouvement Syriza en est le plus éloquent... La souveraineté des pays se joue quotidiennement avec des algorithmes à Wall Street sous le contrôle de Bilderberg Group.

Des printemps qui ne fleurissent pas sont semés dans des régions stratégiques pour fixer à New York et à San Francisco, le plus longtemps possible, le cœur battant du monde marchand et celui de l'intelligence artificielle connectant l'humanité à ses serveurs. Trouver un espace pour limiter la mainmise totale et définitive sur l'économie réelle et le travail, phagocytés par la spéculation, est plus que déterminant pour une justice sociale.

S'arc-bouter sur une idéologie égalitariste qui assujettit l'homme plus qu'elle ne le libère est un aveuglement intellectuel désastreux. L'éga-

lité entre les individus est une chimère dogmatique et est contraire aux lois de la nature. Seule la justice sociale peut réunir les conditions de l'égalité des chances pour que les individus méritent leurs statuts sociaux. Appauvrir les riches et enrichir les pauvres est une discrimination négative qui aura des répercussions néfastes dans une société. Les forces antagonistes se déchirent, l'inertie s'installe et les richesses fondent comme une peau de chagrin, conduisant à l'extinction de l'initiative et de l'effort, et de là, à la fin de tout l'ensemble. La justice sociale est plus qu'indispensable pour le développement de toute société mais elle reste insuffisante sans une solidarité nationale qui prend en charge ceux qui ont démérité et ceux que leur handicap a lésés et a laissés sur la ligne de départ ou ceux qui n'ont pas eu le souffle nécessaire pour franchir la ligne d'arrivée. Les pays scandinaves ont eu l'intelligence de libérer la pensée, la créativité, l'innovation et l'entreprise, dans le but de libérer l'homme qui demeure leur centre d'intérêt ; pour ce faire, la solidarité nationale s'est ancrée dans leur culture intrinsèque. Le Scandinave est fier de contribuer à l'effort de son pays, et il le clame à qui veut l'entendre.

Dans ces sociétés socio-libérales, le mérite est proportionnel à la contribution de l'individu par le paiement de ses impôts, et par son apport intellectuel et son savoir-faire. Le pays leur a donné l'opportunité de réussir, alors, ils lui expriment leur reconnaissance et leur patriotisme en faisant fonctionner l'ascenseur social qui ne laisse personne au bas de l'échelle. En Algérie, seul l'Etat est dans cette perspective d'ascenseur social avec la répartition de la rente pétrolière et l'apparition d'une classe sociale moyenne, tampon ; le monde des subitement-riches reste dans une logique à la fois cachottière de l'argent gris exfiltré à l'étranger et thésaurisé dans des trous, mais aussi exhibitionniste de son train de vie pas toujours mérité. Là est tout le paradoxe d'une société acculturée qui court tout droit à sa fin.

Parti des travailleurs

Le CC renouvelle sa confiance en Hanoune

Le Comité central (CC) du Parti des travailleurs (PT) a renouvelé, à l'unanimité, hier à Alger lors d'une session extraordinaire, sa confiance en la secrétaire générale du parti, Louiza Hanoune, et en la formation du bureau politique. Le renouvellement de confiance est intervenu lors de la présentation aux membres du CC d'une motion pour vote, en présence de 69 sur les 96 membres composant le CC du PT. Mme Hanoune a indiqué, dans une allocution prononcée à l'occasion, que «tous ceux qui voulaient entamer la stabilité du parti ont été exclus et ils activent actuellement en dehors des statuts et du règlement intérieur du parti», soulignant que «les institutions de la République ne sont pas derrière cette campagne qui vise le parti». Elle a fustigé, à cet effet, «la pour-

suite des tentatives visant à déstabiliser le parti dont les menaces et intimidations ciblant certains de nos militants et cadres du parti, les complots et les tentatives de compromettre les militants dans d'autres wilayas». «Le comité central du parti recourra à tous les outils juridiques pour préserver le parti de ces provocations», a-t-elle dit. Evoquant le projet de révision constitutionnelle, Mme Hanoune a affirmé que son parti «a participé aux travaux de la commission élargie au Parlement et a donné son avis en toute liberté.

Il a participé auparavant aux consultations décidées par le président de la République à ce projet et plusieurs propositions du PT ont été approuvées dont l'officialisation de la langue amazighe, l'interdiction de la transhumance politique, l'extension du domaine

de saisine du Conseil constitutionnel, le maintien de l'article 1 de la Constitution, la protection du foncier agricole et d'autres mesures en vue d'élargir la pratique démocratique». Par ailleurs, Mme Hanoune a souligné la nécessité de «clarifier» l'article 51 qui interdit aux personnes détentrices d'une double nationalité d'accéder aux hautes fonctions de l'Etat.

La réunion du comité central permettra de définir la position du PT quant au projet de révision constitutionnelle, en prévision de la séance de vote prévue ce dimanche par les membres des deux chambres du Parlement. Le PT «défendra la pérennité de l'Etat» afin de défendre «l'acquis de la paix recouvrée par l'Algérie, les droits des générations montantes, la Révolution nationale et le legs des martyrs».

Un nouveau protocole de transfert des malades algériens dans des hôpitaux français

Abdelkrim Zerzouri

Nouvelle approche pour régler le contentieux financier relatif aux coûts de la prise en charge médicale des Algériens par les hôpitaux français ? Face à la «rigidité» de la position des autorités algériennes qui ont, à maintes reprises, affiché une «fin de non recevoir» concernant la dette réclamée à la Cnas par les hôpitaux français, évaluée à plus de 31 millions d'euros, la France semble privilégier la «voie diplomatique» pour régler ce contentieux récurrent.

L'ambassadeur de France à Alger, Bernard Emié, se trouve ainsi en première ligne pour tenter de trouver une solution ou un terrain d'entente à ce conflit qui perdure, en prenant langue avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi. Ce dernier a examiné jeudi avec l'ambassadeur de France les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale par la dynamisation des conventions conclues notamment dans le domaine de l'emploi et de la sécurité sociale. Les entretiens ont permis aux deux parties de «passer en revue les relations de coopération bilatérale, notamment dans le domaine de l'emploi et de la sécurité sociale et d'examiner les moyens de les développer à travers la dynamisation des conventions conclues entre l'Algérie et la France dans ces domaines», a indiqué un communiqué pas trop disert du ministère. Bien sûr, le communiqué n'évoque à aucun moment l'aspect du contentieux relatif à la prise en charge médicale des Algériens par les hôpitaux français, mais ce point hautement sensible, presque d'ordre stratégique pour les Français qui revendiquent une grosse dette globale aux pays étrangers estimée à 120 millions environs, ne peut être exclu des discussions entre les deux parties. Il se peut que, le sujet faisant le choux gras de la presse des deux côtés de la Méditerranée, les deux parties se soient mises d'accord pour ne pas ébruiter les discussions autour du dossier en question, mais il serait difficile à croire que les discussions entre les deux hommes aient fait l'impasse sur ce volet qui tient à cœur aux Français. Ces derniers ont sans cesse remis sur le tapis cette question de la dette réclamée à la Cnas par les hôpitaux français, laquelle réclamation a été régulièrement rejetée par la partie algérienne. Et ce n'est pas parce que cette dernière a, ces derniers temps, crié haut et fort que le contentieux avec les hôpitaux français a été définitivement réglé qu'il faudrait croire que le dossier est clos. Car, c'est à un véritable dialogue de sourds que se trouvent confrontées les deux parties. Selon une vision propre à la Cnas, en tant qu'organisme officiel, responsable de la couverture

financière des frais d'hospitalisation des citoyens algériens, bénéficiaires de décisions de transfert pour soins à l'étranger, la Caisse assume les frais de ceux ayant une autorisation ou engagement écrit de la part des autorités algériennes, et «elle ne reconnaît pas la dette privée, des soins à l'étranger qui se font, en dehors de la décision de la prise en charge des malades, à l'étranger». Par contre, la Cnas reconnaît qu'il y a un petit contentieux avec certains hôpitaux français sur quelques dettes «dont on a relevé des anomalies dans les factures, notamment, sur le dépassement de la période figurant sur les engagements de prise en charge délivrés, par notre commission». Des soins supplémentaires qui ne figuraient pas dans l'engagement et de l'autorisation, résultat de concertations entre d'éminents professeurs qui gèrent la commission nationale médicale. Ce contentieux, précise-t-on, fait l'objet de discussion permanente avec certaines structures hospitalières françaises, «d'une façon transparente, avec beaucoup de rigueur et d'objectivité». La Cnas estime que ce contentieux devrait être réglé rapidement «et on n'entendra plus parler de dettes envers les hôpitaux français». Entendre par là que la Cnas ne veut pas rembourser les «dettes privées», celle de voyageurs algériens qui se font hospitaliser lors de leur séjour en France sans avoir bénéficié au préalable d'une prise en charge, estimant dans cet ordre d'idées que ces cas sont couverts par une assurance voyage. Pourtant, c'est le fond du problème. Et ce n'est pas en ignorant cette question que le contentieux se dissiperait par enchantement. Les hôpitaux français maintiendront la pression et exigeront encore, et toujours, un remboursement des frais médicaux facturés aux malades algériens soit par la Cnas, soit directement par le ministère de tutelle. Dans ce sillage, le communiqué laconique du ministère du Travail souligne que les deux parties ont évoqué «le nouveau projet de protocole régissant le transfert des malades algériens pour des soins dans des hôpitaux français». Dans le même contexte, M. El Ghazi a souligné «l'adoption de nouvelles méthodes pour organiser le travail de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs non salariés (casnos)», indiquant que celle-ci «traitera désormais directement avec son homologue française sans recourir aux hôpitaux». Enfin, au-delà de l'aspect de développement et de renforcement de la coopération en matière d'emploi, on précisera que les deux parties ont convenu de «la nécessité d'élaborer un projet de protocole d'entente en matière de sécurité sociale». Une entente qui passe impérativement par le règlement de la dette réclamée par les hôpitaux français.

L'Algérienne des eaux fait face à des «difficultés sérieuses»

L'Algérienne des eaux (ADE) fait face à des «difficultés sérieuses», a prévenu, jeudi à Alger, son directeur général, Zidane Merah, estimant que seul un effort collectif avec l'appui des pouvoirs publics peut permettre de dépasser cette «étape délicate». M. Merah a tenu ces propos lors d'une rencontre qui l'a regroupé avec une centaine de cadres syndicaux, indique un communiqué de cette entreprise publique. Selon le directeur général de l'ADE, avec les paramètres actuels, l'entreprise perd 30 dinars par m³ d'eau distribué. Ce déficit, a-t-il poursuivi, devrait s'aggraver avec une augmentation des charges dues à la hausse du prix de l'énergie (+20%)

et du gasoil (+40%). Seule une forte dynamique de croissance peut permettre à l'ADE de dépasser ce cap, a-t-il préconisé.

Une nouvelle organisation a été mise en place par l'ADE pour redynamiser la gestion dans le sens d'une décentralisation pour donner un rôle plus grand aux unités de l'entreprise, a avancé le même responsable. En outre, une série de mesures ont été prises dans le même objectif, et ce, à travers notamment la révision des missions des zones, la signature des contrats de performance avec les directeurs d'unités et le recours à une évaluation indépendante.

Par ailleurs, M. Merah a affirmé, lors de cette rencontre, sa dispo-

nibilité à améliorer les conditions de vie et le revenu des travailleurs, précisant que toute amélioration des résultats sera récompensée. Un nouveau système de salaires touchant 68% des travailleurs sera d'ailleurs appliqué dès février en cours, tandis que les unités de l'ADE en mesure de faire face à ces nouvelles charges salariales ont le feu vert pour l'appliquer avec effet rétroactif à partir de janvier 2016, a ajouté le même responsable. Néanmoins, M. Merah a tenu à préciser que cet effort financier ne pouvait être soutenu «alors que 52% de l'eau se perdent et que huit (8) milliards de dinars destinés aux équipements n'ont pas été utilisés».

40^e jour de son décès

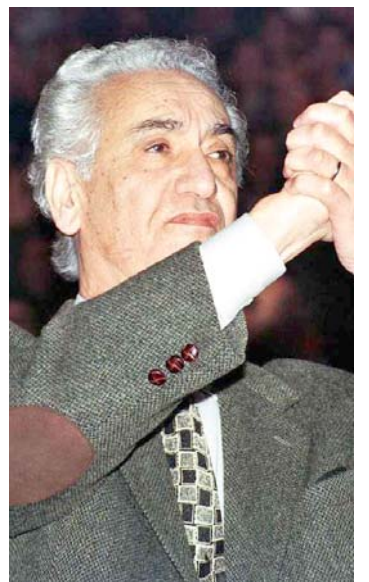
Nouvel hommage à Aït Ahmed

Nait Ali H.

Le village Ath Ahmed, dans la commune d'Ait Yahia (70 km, au sud-est de Tizi-Ouzou), a été, hier, vendredi, un haut lieu de recueillement, à l'occasion de la commémoration du 40^{ème} jour du décès de son légendaire fils, Hocine Ait Ahmed. Des milliers de personnes ont, à nouveau, afflué vers la tombe du défunt pour un autre bel hommage, au leader historique de la guerre de Libération nationale et du combat démocratique post-indépendance. Ils sont venus de partout pour être présents aux côtés de la famille, des cadres et militants du Front des Forces Socialiste (FFS). Devant la

tombe du défunt, personne ne voulait quitter les lieux sitôt, si ce ne sont les appels incessants des organisateurs à laisser place à d'autres. A midi, les visiteurs étaient invités à prendre part la 'waâda' comme de tradition, en Kabylie, à l'occasion du 40^{ème} jour de décès. Alors que pour la soirée d'hier vendredi, une veillée funèbre devait être organisée au village Ath Ahmed.

Le FFS a, de son côté, prévu d'organiser, ce samedi, une rencontre commémorative au Palais de la Culture 'Moufidi Zakaria', à Alger, sous le thème : « Un parcours, une pensée, un projet : Hocine AIT AHMED, l'éthique au cœur de la politique ».



Cancer

Le traitement par immunothérapie introduit prochainement en Algérie



Le chef de service Oncologie de l'hôpital de Rouiba, le Pr Hassan Mahfouf a annoncé, jeudi, à Alger, que l'immunothérapie sera introduite, prochainement, dans la liste des traitements anti-cancer appliqués en Algérie.

Le Pr Mahfouf a indiqué, à l'APS, en marge du 1^{er} Salon national de sensibilisation sur la lutte anti-cancer, organisé au Palais des Expositions (Pins Maritimes) que le malade algérien bénéficie, aujourd'hui, des mêmes traitements utilisés dans les pays développés, précisant que l'immunothérapie (dernier traitement anti-cancer mis au point) sera introduite prochainement, dans la liste des médicaments, destinés à cet usage. Selon lui, ce type de traitement qui a prouvé son efficacité,

dans les pays qui l'ont déjà utilisé, sera bientôt introduit, en Algérie et les malades en bénéficieront, gratuitement. Le chef de service Oncologie, au CHU de Beni Messous, le Pr Mohamed Oukal a cité les traitements appliqués en Algérie à commencer par la chimiothérapie qui s'est développée, au fil du temps, depuis sa découverte, dans les années 40, en passant par la radiothérapie, l'hormonothérapie et enfin l'immunothérapie. Il a souligné que les découvertes scientifiques ont permis de réaliser des progrès notables dans la lutte contre le cancer, notamment, à travers l'utilisation du vaccin contre le cancer du poumon mis au point par des laboratoires cubains, au cours des dernières années et de la thérapie ciblée qui a prou-

vé, son efficacité, dans le traitement des cancers du colon et du sein. Le cancer est à l'origine de 12 % des décès, enregistrés en Algérie, a-t-il rappelé, mettant l'accent sur la prévention qu'il a qualifiée de meilleur moyen pour gagner la bataille contre cette maladie.

La prise en charge du cancer, dès les premiers stades, réduit les coûts de traitement et contribue à l'amélioration de la santé du malade, a estimé le spécialiste qui rappelle que la maladie, à des niveaux avancés, nécessite un accompagnement social et psychologique du malade. Le président de la Commission de suivi du Plan anti-cancer, au ministère de la Santé le PR Jean Paul Gringaud est revenu, sur les nouveautés introduites par ce plan, notamment l'évaluation trimestrielle et la formation.

Pour assurer la réussite de la mise en oeuvre du Plan, il a proposé de consolider la coordination entre les structures de Santé et l'Administration centrale. Le facteur temps reste primordial, dans la bataille contre le cancer, a-t-il dit préconisant un deuxième Plan pour compléter l'actuel, en vue d'une meilleure prise en charge de cette maladie.

Le ministère de la Santé et les Laboratoires suisses Roche ont signé, en marge de la manifestation, un accord en vertu duquel cet établissement accompagnera le ministère de la Santé pour la concrétisation du Plan anti-cancer, dans ces volets Prévention et Sensibilisation.

Soupçonnés de préparer des attentats Trois Algériens arrêtés en Allemagne

Moncef Wafi

Depuis les attentats de Paris de novembre 2015, l'Europe est en alerte et la menace terroriste a, dorénavant, épousé le portrait-robot d'un demandeur d'asile, fuyant la Syrie ou l'Irak. L'Allemagne n'échappe pas à la règle sécuritaire et sa police a annoncé, jeudi dernier, trois arrestations, lors d'une opération d'envergure, dans plusieurs villes d'Allemagne, visant des Algériens dont certains vivent dans des centres de réfugiés. Ils sont soupçonnés de préparer un attentat, à Berlin en lien avec l'organisation Etat islamique (Daech), pendant le carnaval qui a débuté, dans l'ouest du pays, notamment à Cologne. Rappelons que des mesures de sécurité renforcées ont été déployées, dans la région de crainte d'attentats ou de répétition des agressions de masse, notamment, à caractère sexuel, enregistrées à Cologne, la nuit du Nouvel An. Ces violences avaient été attribuées, pour une large part, à des demandeurs d'asile Marocains et Algériens. La police a indiqué que le groupe d'Algériens était soupçonné de préparer «un acte grave menaçant la sécurité de l'Etat». Ainsi, un couple d'Algériens, vivant dans un centre de réfugiés à Attendorn (ouest, 80 km de Cologne) a été arrêté, sur la base de mandats d'arrêt émis par Alger, pour appartenance à Daech, selon le parquet berlinois. Le mari aurait été formé aux armes en Syrie. Un autre Algérien, arrêté à Berlin, est accusé d'avoir confectionné de faux papiers. Deux autres suspects algériens, vivant et travaillant, dans la capitale allemande, ont été laissés en liberté. Pourtant, les perquisitions, qui ont mobilisé au total 450 policiers et visé, entre autres, le foyer d'Attendorn, ainsi qu'un autre centre d'accueil de



demandeurs d'asile, à Hanovre (nord), n'ont donné aucun résultat puisque ni armes ni explosifs n'ont été retrouvés, hormis des téléphones et d'autres indices, saisis à Berlin, en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Basse-Saxe qui devraient être analysés, pour déterminer si un attentat était prévu et connaître les éventuelles cibles. Selon la presse allemande, le principal suspect dans l'opération de jeudi, un Algérien de 35 ans, aurait eu des contacts avec la mouvance islamiste belge et s'est rendu, au moins une fois, ces dernières semaines, dans le quartier de Molenebeek, à Bruxelles, d'où sont originaires des auteurs des attentats du 13 novembre, à Paris. Il était arrivé en Allemagne à l'automne, en empruntant la route des Balkans, comme des centaines de milliers de migrants, et avait été enregistré à son arrivée en Bavière. La police berlinoise a, également, indiqué que certains suspects avaient tenté de se faire passer pour des Syriens dont 430.000 sont présents en Allemagne qui a accueilli quel-

que 1,1 million de réfugiés, en 2015. Ces djihadistes, qui se cachent dans le flot des arrivants, ont été signalés aux autorités sécuritaires allemandes qui ont dû faire face à plusieurs alertes d'attentats. Lors du Réveillon du Nouvel An, à Munich, deux gares avaient été fermées au public, en raison d'un risque d'attaque. En novembre, le match de football entre la Mannschaft et les Pays-Bas, devant se jouer à Hanovre, avait été annulé, à la dernière minute. Par ailleurs, l'agence allemande du renseignement intérieur (BfV) a reçu plus de cent avertissements, selon lesquels des combattants de 'Daech' se trouveraient parmi les réfugiés, actuellement, présents en Allemagne, rapporte le journal 'Berliner Zeitung'. Parmi ces informations, nombreuses étaient fausses, aurait indiqué le patron du BfV. Cette opération policière serait le prélude à une plus vaste chasse aux Algériens, en situation irrégulière, puisque l'Allemagne a décidé de les expulser considérant, dorénavant, l'Algérie comme pays sûr.

Bouira et In Guezzam Trois casemates détruites et un pistolet-mitrailleur saisi

Trois casemates aménagées servant de refuges aux terroristes ont été découvertes et détruites mercredi à Bouira par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), au moment où un pistolet-mitrailleur a été saisi à In Guezzam, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, un détachement relevant du secteur

opérationnel de Bouira (1^{re} Région militaire) a découvert et détruit, le 3 février 2016, trois casemates aménagées qui servaient de refuges pour les terroristes», note la même source. Aussi, un détachement relevant du secteur opérationnel d'In Guezzam (6^e Région militaire) «a récupéré un pistolet-mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions et saisi deux véhicules tout-terrain et 324 kilogrammes de denrées ali-

mentaires». D'autre part et au niveau de la 2^e Région militaire, des éléments des Gardes-frontières «ont appréhendé à Tlemcen seize immigrants clandestins et saisi 2.730 litres de carburant».

A Biskra (4^e Région militaire), des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté un contrebandier à bord d'un camion chargé de 1.1926 unités de différentes boissons», ajoute la même source.

Cinq casemates détruites à Bouira

Cinq casemates aménagées qui servaient de refuges aux terroristes, ont été détruites, jeudi, par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP), au cours d'une opération de fouille et de ratissage, menée dans la zone de 'Kaf Lehsane', à Bouira, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et en continuité de l'opération de fouille et de ratissage, menée par les forces de l'ANP, dans la zone de 'Kaf Lehsane', au

secteur opérationnel de Bouira (1^{re} Région militaire), un détachement a découvert et détruit, le 04 février 2016, cinq casemates aménagées qui servaient de refuges aux terroristes», note la même source. «Au niveau de la 6^{ème} Région militaire, un détachement, relevant du secteur opérationnel de Tamanrasset, a découvert une cache contenant un fusil mitrailleur de type FMPK et une quantité de munitions».

D'autres détachements, relevant des secteurs opérationnels de Tamanras-

set, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam «ont appréhendé six immigrants clandestins et saisi 6.400 litres de carburant et un camion chargé de 12,9 tonnes de denrées alimentaires, destinées à la contrebande».

D'autre part, les éléments des gardes-frontières, relevant des secteurs opérationnels de Souk Ahras, Tébessa et El Tarf (5^{ème} Région militaire) ont mis, en échec, des tentatives de contrebande d'une importante quantité de carburant, s'élevant à 24.760 litres», ajoute la même source.

Incendie au port de Collo : 4 embarcations brûlées

Pour des raisons qui restent à déterminer, un violent incendie s'est déclaré, jeudi dernier, à 17H30 sur un des quais du port de Collo, dans la wilaya de Skikda, causant d'importants dégâts à des embarcations qui étaient en cale sèche pour

réparation. Deux bateaux de pêche, des petits métiers ont été complètement calcinés, tandis que deux plaisanciers en polyester, partiellement endommagés.

La Protection civile qui est intervenue, rapidement, a réussi à circons-

crire le sinistre qui menaçait d'autres bateaux qui se trouvaient à proximité. Les Services de sécurité ont ouvert une enquête afin de déterminer l'origine de cet incendie qui n'a pas fait, fort heureusement, de victimes.

A. Boudrouma

Laghouat Un bus de voyageurs se renverse, 4 morts et 35 blessés

Quatre personnes sont mortes et 35 autres ont été blessées suite au renversement d'un bus de voyageurs jeudi sur la RN1 près de Hassi R'mel (Laghouat), a-t-on appris des services de la Protection civile. L'accident s'est produit suite au renversement d'un bus assurant la liaison Chlef-Hassi Messaoud, au point kilométrique 488 de la RN1, causant la mort de 4 personnes âgées de 28 à 35 ans et des blessures à différents degrés

à 35 autres, a précisé à l'APS le capitaine Zohir Hefnaoui. Un centre de regroupement des victimes a été mis en place au niveau de la polyclinique de Bellil, avant leur transfert, selon la gravité des cas, à l'établissement public hospitalier H'mida Benadjila, au chef-lieu de wilaya, a-t-il ajouté.

Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de ce tragique accident.

Batna Deux morts dans une collision

Deux personnes ont péri dans un accident de la circulation survenu, jeudi, sur la RN79, reliant les wilayas de Batna et M'sila, a-t-on appris, auprès de la Protection civile.

Les 2 victimes, âgées de 20 et 21 ans, n'ont pas survécu à la violence d'une collision entre le véhicule léger à bord

duquel ils circulaient et un camion-citerne, survenue à l'entrée de la localité de Boumegueur, dans la daïra de N'gaous.

Une enquête a été ouverte par les Services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

Tissemsilt Deux morts et un blessé dans un accident de la route

Deux personnes sont mortes et une autre blessée dans un accident de la circulation survenu jeudi soir sur la RN 14, reliant la commune de Tissemsilt aux limites de la wilaya de Tiaret, a-t-on appris vendredi, auprès du groupement régional de la Gendarmerie nationale. L'accident, survenu à proximité de l'intersection Amari, dans le territoire de la commune de Tissemsilt, suite

au renversement d'un véhicule touristique, a provoqué la mort d'une fillette (3 ans) et une femme (18 ans), qui y étaient à bord.

Le conducteur, a été blessé et évacué à l'hôpital de la ville de Tissemsilt, a-t-on ajouté de même source. Les services de la gendarmerie nationale ont, pour leur part, ouvert une enquête pour déterminer les causes de cet accident.

Tizi Ouzou Quatre supporters du MCO condamnés à 5 ans de prison

Naït Ali H.

Le tribunal d'Azazga (35 km à l'est de Tizi Ouzou) a condamné quatre supporters du Mouloudia Club d'Oran (MCO), lundi dernier, à la peine de 5 ans de prison ferme pour dégradation volontaire des biens d'autrui, vol avec usage de violence et port d'armes blanches. Un cinquième supporter a été condamné à une année avec sursis tandis que 7 autres ont été relaxés. Ces 12 supporters du MCO

avaient été, pour rappel, interpellés lors de leur déplacement à Béjaïa, vendredi dernier, pour assister au match MOB-MCO. Ils se sont attaqués, lors de leur halte sur la RN12, aux vendeurs de la poterie à hauteur de la commune de Yakourène (42 km à l'est de Tizi Ouzou).

Ils les ont agressés et ont dégradé des produits avant de prendre la fuite. Mais 12 d'entre eux ont été arrêtés par les gendarmes stationnés à hauteur du barrage de Yakourène.

Tizi Ouzou Un policier se blesse à la tête avec son arme de service

Un fonctionnaire de police Use serait, accidentellement, blessé avec son arme de service, jeudi soir, à Tizi Ouzou, alors qu'il venait de terminer sa journée de travail. Il était, peu après 21h, quand la victime, exerçant au service de la voie publique, a été atteinte de balles sorties de son arme, alors qu'elle se trouvait à l'intérieur de son véhicule, en stationnement, à la rue Belhadj de la nouvelle ville. Le policier a été

évacué aux urgences de l'hôpital de la ville, dans un état grave. Jusqu'à, hier, en milieu d'après-midi, la victime était au service de réanimation. S'agissant des circonstances exactes de ce drame, aucune source officielle n'a communiqué, sur cette affaire, en dépit de nos nombreuses tentatives de joindre la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou.

Naït Ali H.

Leur nombre a doublé 5.000 djihadistes en Libye



Agences

Le nombre de djihadistes a presque doublé en Libye, pays en proie au chaos vers lequel les combattants islamistes se tournent de plus en plus à défaut de pouvoir gagner l'Irak ou la Syrie, où ils sont bombardés et leur nombre décroît. Des responsables de l'administration américaine ont fait état jeudi d'une présence djihadiste radicale désormais "de l'ordre de 5.000 combattants" en Libye. Les précédentes estimations des autorités américaines tablaient jusque-là sur environ 2.000 à 3.000 combattants extrémistes dans ce pays. Mais le nombre de djihadistes est en revanche en baisse en Syrie et en Irak, où ils sont notamment la cible de nombreuses frappes aériennes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis. Des nouveaux chiffres avancés par des responsables américains ayant souhaité conserver l'anonymat estiment que le nombre de combattants de l'Ei (Daech) en Irak et Syrie se situe désormais dans une fourchette

de "19.000 à 25.000", contre "20.000 à 30.000", voire "33.000" auparavant. L'administration américaine a laissé filtrer ces chiffres à quelques jours d'une réunion des ministres de la Défense de la coalition contre les djihadistes à Bruxelles. Vingt-six ministres des pays engagés militairement contre les djihadistes, et le gouvernement irakien, doivent faire le point sur la campagne militaire contre l'Ei et chercher le moyen de l'intensifier. Pour les responsables américains, les nouvelles estimations du renseignement sur les effectifs des djihadistes en Irak et en Syrie sont la marque du succès des efforts de la coalition. Les djihadistes ont subi "des pertes significatives", s'est félicité le porte-parole de la Maison Blanche Josh Earnest, qui a estimé de son côté les effectifs djihadistes dans la région à "25.000", contre "31.500" auparavant. "Le groupe Etat islamique a plus de difficultés qu'auparavant pour regarnir ses rangs", a-t-il souligné, en rappelant les efforts faits par la coalition pour tarir le flot de combattants étrangers vers la Syrie.

Moscou accuse la Turquie de préparer une «intervention militaire» en Syrie

L'armée russe a affirmé jeudi avoir "de sérieuses raisons" de croire que la Turquie prépare une "intervention militaire" en Syrie voisine, invoquant l'accumulation à la frontière d'hommes et de matériel et l'interdiction par Ankara du survol de son territoire par un avion de reconnaissance russe. "Nous avons de sérieuses raisons de soupçonner une préparation intensive de la Turquie pour une intervention militaire sur le territoire d'un Etat souverain: la Syrie", a indiqué dans un communiqué le porte-parole du ministère russe de la Défense, le général Igor Konachenkov. L'armée russe "observe un nombre croissant de signes d'une préparation secrète des forces armées turques afin de mener des opérations sur le territoire syrien", affirme le général.

Il a cité l'accumulation, selon lui, en de nombreux points de la frontière turco-syrienne d'"équipement du génie servant à préparer une intervention militaire", ainsi que de soldats et d'engins militaires. "Ce type de dispositif est utilisé pour permettre des mouvements rapides de colonnes militaires avec armes et munitions en zone de guerre, ainsi que le transfert et l'évacuation du personnel", a souligné le général. "Si quelqu'un à Ankara pense que l'interdiction d'un vol de reconnaissance russe permettra de cacher quoi que ce soit, il n'est pas professionnel", a-t-il poursuivi.

Joint par l'AFP, le ministère turc des Affaires étrangères s'est pour sa part refusé à tout commentaire face aux accusations russes. Les autorités turques avaient toutefois un peu plus tôt confirmé l'interdiction pour "raisons de sécurité" d'un vol russe de reconnaissance prévu du 1er au 5 février dans le cadre du traité "Ciel ouvert" dont les deux pays sont signataires. Ce traité prévoit des survols pour contrôler les installations militaires et d'armements, afin d'entretenir la confiance mutuel-



le. Selon le général Konachenkov, les Russes devaient notamment survoler des zones frontalières avec la Syrie, ainsi que des aérodromes où sont concentrés des avions de l'Otan. "Le ministère russe de la Défense voit ces actes de la Turquie comme un précédent dangereux et une tentative de dissimuler des activités militaires illégales près de la frontière syrienne", a poursuivi le porte-parole militaire. "De telles décisions prises par un pays membre de l'Otan ne contribuent aucunement au renforcement de la sécurité et de la confiance en Europe", a-t-il ajouté, affirmant que cet incident ne resterait pas "sans réponse". Le général a en outre de nouveau affirmé avoir des "preuves irréfutables" de tirs d'artillerie turcs sur des localités syriennes inhabitées proches de la frontière, au nord de la province de Lattaquié. Il a également accusé Ankara d'armer via sa frontière, sous couvert de "convois humanitaires", les groupes combattant dans les régions syriennes d'Alep et d'Idleb.

RYAD PRÊT À ENVOYER DES TROUPES AU SOL

L'Arabie saoudite, pour sa part, serait

REVENUS DU PÉTROLE

Mais les autorités américaines confirment également que la Libye est en train de devenir un nouveau pôle d'attraction pour les djihadistes.

"Il devient de plus en plus dur de se rendre en Syrie pour les combattants étrangers, et beaucoup d'entre eux se dirigent en conséquence vers la Libye", a souligné le responsable américain de la Défense. Daech a réussi à prendre le contrôle de Syrte, à 450 km à l'est de Tripoli, et ses environs, et la situation inquiète de plus en plus les responsables américains. "Nous allons continuer à surveiller comment évolue la menace en Libye et nous continuerons à nous tenir prêts à agir", a ajouté le porte-parole de la Maison Blanche. Les responsables américains "sont terrifiés" à l'idée que la progression de l'Ei peut aller "très vite, très fort", a souligné Patrick Skinner, un ancien de la CIA devenu analyste. "Une fois que le groupe Etat islamique s'est emparé de quelque chose, c'est vraiment difficile, coûteux en vies humaines et très cher de le reprendre", a-t-il souligné. "La dernière chose que nous voulons dans le monde, c'est un faux califat ayant accès à des milliards de dollars de revenus en pétrole", a souligné mardi le secrétaire d'Etat américain John Kerry à l'issue d'une réunion de la coalition internationale à Rome. Les Américains et leurs alliés ne veulent toutefois pas évoquer maintenant la possibilité d'une intervention militaire, préférant attendre le résultat des pourparlers en cours pour former un gouvernement d'union nationale. Le conseil présidentiel libyen a entamé jeudi au Maroc des discussions visant à proposer à nouveau un tel gouvernement, dans le cadre d'un accord politique signé sous l'égide de l'ONU pour tenter de sortir le pays du chaos.

Les géants du pétrole s'enfoncent dans la crise



Par Martine Pauwels de l'AFP

Trimestre après trimestre, les majors pétrolières s'enfoncent dans la crise: face à des résultats laminés par la dégringolade des prix de l'or noir, et faute de signe de redressement à court terme, elles n'ont d'autre choix que de se serrer encore plus la ceinture, estiment des experts. "Je doute fort d'un redressement en 2016", résume Christopher Dembik, économiste chez Saxo Bank.

La compagnie américaine Chevron, qui a ouvert le bal des résultats fin janvier, a vu son bénéfice de 2015 englouti par le plongeon du pétrole, enregistrant même sa première perte trimestrielle en 13 ans sur les trois derniers mois de l'année. Les autres groupes ne sont pas mieux lotis. Les profits du géant américain ExxonMobil ont été réduits de moitié l'an dernier, le bénéfice net de l'anglo-néerlandais Shell a été divisé par plus de sept tandis que le britannique BP et le norvégien Statoil sont tombés dans le rouge. Le géant français Total, qui dévoilera ses résultats annuels le 11 février, ne devrait pas être en reste, son PDG Patrick Pouyanné ayant laissé entendre qu'ils seraient en repli de 20%. "Dans tous les cas, l'entreprise ne peut pas faire bande à part", souligne M. Dembik.

Il faut dire que le prix du baril a fondu de 47% en 2015 par rapport à l'année précédente, atteignant 52 dollars en moyenne, et de plus de 70% depuis juin 2014, victime d'une offre excédentaire alimentée par la guerre de parts de marché entre le pétrole de l'Opep, Arabie saoudite en tête, et les hydrocarbures de schiste américains. Il s'est même enfoncé sous la barre des 30 dollars en janvier dernier avant de se redresser légèrement. "L'Arabie saoudite n'a aucune raison de réviser sa stratégie. On est donc toujours sur une stratégie de pétrole bas.

Je pense qu'on n'a pas atteint le prix plancher, même si on devrait avoir une stabilisation autour de 30 dollars le baril", estime l'économiste de Saxo Bank. Même cause, mêmes effets: pour résister, les majors continuent à tailler dans leurs dépenses, en réduisant encore plus leurs investissements et en amplifiant les suppressions d'emplois, qui se comptent déjà en

plusieurs dizaines de milliers. Selon l'organisme de recherche français IFP Energies Nouvelles, les investissements en exploration-production se sont effondrés de 21,1% à 539 milliards de dollars en 2015, et ils devraient continuer à se replier de 10% cette année.

Ces nouvelles cures d'austérité sont d'autant plus nécessaires, selon les observateurs, que le ballon d'oxygène apporté par les activités de raffinage, qui profitent elles d'un prix faible du baril et compensent les pertes de l'exploration-production, risque de se dégonfler en raison d'un problème de surcapacités. "Ça a bien joué en 2015 et ça peut encore jouer en 2016. Mais l'aspect raffinage est un élément essentiellement conjoncturel à l'heure actuelle et à long terme, il sera insuffisant pour limiter l'impact sur les résultats", explique Christopher Dembik. Les majors ont encore des marges de manœuvre pour réduire leurs coûts, estime l'analyste Alexandre Andlauer, d'AlphaValue. "Il y a encore du potentiel de baisse, parce qu'il y a encore beaucoup de gras dans ces sociétés", affirme-t-il, citant l'exemple de Shell, où le coût salarial moyen des 94.000 employés s'élevait à 214.000 dollars en 2014.

Aucun des groupes, à l'exception de l'italien Eni, ne s'est toutefois encore résolu à couper dans les dividendes, même si certaines, comme Total, n'excluent pas de verser un dividende en actions afin de réduire les sommes à débours. "D'un point de vue industriel, c'est troublant", juge M. Andlauer, car une baisse des investissements ampute les revenus futurs en abaissant les perspectives de production. L'horizon est encore plus sombre pour les entreprises du secteur parapétrolier, dont les françaises CGG, Technip, Bourbon ou Vallourec, pressées de réduire leurs coûts par les compagnies pétrolières qui achètent leurs équipements et services. "C'est un peu la variable d'ajustement du secteur, donc la pression est beaucoup plus forte", relève Christopher Dembik. "Le secteur parapétrolier n'a pas fini de souffrir", abonde Alexandre Andlauer. Selon l'IFP EN, l'activité du secteur de la géophysique s'est effondrée de 28% l'an dernier et celui du forage de 27%. La tendance devrait se poursuivre cette année, avec un repli de respectivement 10% et 6%.

TIZI-OUZOU

Le chantier du nouveau stade en quête de ciment et de tuf

Naitali H.

Le taux d'avancement du projet de réalisation du nouveau stade de 50.000 places situé à l'entrée ouest de Tizi Ouzou a atteint en janvier 2016 les 60% alors que sa livraison est prévue pour décembre prochain. Néanmoins, deux contraintes risquent de voir cette réception repoussée encore une fois à une date ultérieure. Il s'agit de l'approvisionnement dudit chantier en ciment et tuf. Jeudi dernier, le président-directeur général de l'entreprise turque associée à l'algérienne ETRHB Hadad, Galip Boyacoglu, a mis en avant deux raisons pour expliquer tout retard par rapport au délai contractuel de sa livraison.

À l'occasion d'une visite d'inspection du président de l'APW, Mohamed Kila-

leche, au chantier, le PDG a cependant assuré que tout est entrepris pour être dans les délais. Il expliqua que même la toiture en charpente métallique est lancée en réalisation en Turquie alors que la pose des gradins, déjà en fabrication, débutera bientôt.

M. Galip Boyacoglu a soutenu que les travaux de béton prendront fin dans quelques semaines, avec l'achèvement de tous les étages du stade. Face à l'inquiétude du responsable de Mapa, le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tizi Ouzou, Dahmane Iltache, en sa qualité de maître de l'ouvrage, a tenté de rassurer que ces contraintes seront levées dans les prochains jours. Il a annoncé que pour l'acquisition des 600.000 m³ de tuf, le wali de Tizi Ouzou a pris la décision de promulgation d'un arrêté pour exploiter une carrière à la

commune de Sidi Naamane (14 km à l'ouest de Tizi Ouzou). Alors que pour le ciment, Lafarge a été appelée à la rescousse. Iltache a précisé que si on déborde sur le premier trimestre de l'année 2017 comme délai de livraison, le fait que c'est une première expérience en Algérie, la réalisation d'une telle infrastructure, expliquerait ce retard. À la question du taux de consommation financière de l'enveloppe du marché, le même responsable a précisé que 12 des 32 milliards de dinars ont été déjà débloqués. Il n'a pas manqué de souligner que 50% du marché seront consacrés à l'acquisition d'équipements. Comme il a indiqué que quelque 900 ouvriers travaillent dans ce chantier qui compte d'autres installations à réaliser à l'exemple d'un stade d'athlétisme de 6000 places.

BOUMERDÈS

Rattraper le retard

O. M.

Depuis la suspension de l'ancien P/APC au début du mois pour une affaire liée au vol de matériels sous scellés au parc communal, la nouvelle composante de la commune du chef-lieu de la wilaya s'attèle à mettre en place une nouvelle stratégie pour répondre, selon un élu, au retard accumulé ces trois dernières années et rendre à la commune sa place de chef-lieu de wilaya en procédant à de nouvelles orientations en matière de prise en charge du quotidien du citoyen, avec la réalisation d'une école primaire à Sahel Brok mitoyen de la RN24 et éviter ainsi les déplacements et la traversée de cette double voie pour les enfants. Estimé à 10 milliards de cen-

times le projet devait initialement être porté sur le PSD mais, devant l'urgence, il a été inscrit sur PCD. Par ailleurs, l'éclairage public qui a été derrière le bras de fer opposant le P/APC, Khellat (PT) au wali Kamel Abbès (aujourd'hui à Aïn-Defla) va bénéficier d'une enveloppe d'entretien de 12 millions de DA. Une autre enveloppe équivalente a été votée pour la collecte des ordures ménagères, en attendant la concrétisation du lancement d'une EPIC. Mais cette nouvelle approche ambitieuse risque de buter sur des entraves d'ordre financier marquées par une baisse de plus de 20 milliards de cts sur le budget de 2016. Cette perte sèche est due en premier lieu au retard enregistré pour la tenue et le vote du budget de 2016. Le retard dépassant le semestre

était la conséquence du conflit latent né dès 2013, opposant seize élus sur les 19 au maire suspendu. Cette situation a fait perdre à la collectivité 25% de ses recettes municipales dont 14 milliards de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP). Et pour alourdir davantage ses prévisions, une créance de 40 milliards de centimes cumulés sera prise en charge par la nouvelle équipe fraîchement installée. Enfin, pour mettre fin à l'opacité qui a caractérisé la gestion de la collectivité depuis des lustres, selon M. Salah Auras, vice-président, une rencontre avec la presse est prévue dans les prochains jours afin de faire connaître la nouvelle feuille de route de l'APC en toute transparence et associer le citoyen à la gestion de la cité.

BOUIRA

Des demandeurs de logements protestent

Farid Haddouche

Les services de l'ordre ont interpellé 4 citoyens dans la commune de Khabouzia suite au mouvement de protestation qui s'est produit avant-hier et qui s'est matérialisé par la fer-

meture du siège de la mairie. Il y a lieu de rappeler qu'avant-hier des jeunes habitants de Khabouzia se sont dirigés en grand nombre vers le siège de la commune pour le fermer en signe de rejet de la liste des bénéficiaires des logements sociaux qui a été affichée.

Les habitants ont farouchement contesté cette liste lui trouvant des objections qu'ils ont rapportées. Les services de sécurité sont intervenus pour rétablir l'ordre et procéder à des interpellations. De ce fait, nous saurons que 4 citoyens ont été embarqués.

Collision entre un camion et une voiture, un mort et un blessé

Un passager est mort et un autre a été blessé dans un accident de la route survenu avant-hier dans la matinée sur la RN 08, à proximité de la commune de Sour El Ghazlane, au

sud de Bouira. Un véhicule léger de marque Hyundai Accent est entré en collision avec un camion à l'entame d'un virage dangereux. Le choc a provoqué la mort du passager de la

voiture âgé de 50 ans et des blessures graves à son compagnon qui est son frère. Ce dernier a été transféré vers un centre hospitalo-universitaire hors wilaya.

F. H.

L'ARBA

Un charlatan arrêté pour escroquerie

Tahar Mansour

Il se fait appeler Le Marocain (El-Marroki) et se fait passer pour un grand guérisseur établi dans un quartier populaire de L'Arba, à l'est de Bli-da. Des dizaines de personnes se rendent chez lui pour essayer de guérir un mal en payant le prix fort. Au courant du mois de janvier passé, un homme et sa femme dont la fille souffrait d'épilepsie, se rendirent chez le «guérisseur» et lui firent part de la maladie de leur fille et de leur grande inquiétude à son égard. Il leur assura qu'il allait la guérir de son mal mais qu'ils devaient rapidement acheter une chaîne en or «qui remplit la paume de la main» et la lui remettre ainsi que la somme de 14 millions de centimes. Ils s'empressèrent de lui remettre ce qu'il a demandé et revinrent chez lui une

semaine plus tard. Le «guérisseur» leur remit un flacon rempli d'un liquide huileux et une petite jarre à l'intérieur de laquelle il avait mis quelques herbes «médicinales». Il informa les malheureux parents que c'était là le médicament qui allait guérir leur fille. Mais quand la malade prit cette mixture elle alla plus mal et ils retournèrent le voir pour se voir demander de lui ramener un couteau, du tissu, un bidon plein d'eau de mer, sept aiguilles de couturière, quelques galets de mer ainsi qu'un cadenas. Mais le mal dont souffrait la fille a persisté même après qu'ils ont ramené ce qui leur a été demandé. Se rendant enfin compte qu'ils ont été victimes d'une escroquerie, les deux parents se rendirent à la brigade de gendarmerie de L'Arba pour déposer plainte contre le charlatan. Aussitôt, des gendarmes se rendirent au do-

micile du guérisseur où ils découvrirent un nombre important de gens faisant la chaîne pour se faire guérir par Le Marocain. À l'intérieur de l'habitation, le guérisseur était en compagnie de la femme de son frère de nationalité marocaine et de la fille de ce dernier. Lors de la fouille, les gendarmes découvrirent tout un attirail de charlatan composé de nombreuses bougies allumées, d'un seau plein d'œufs cassés ainsi que des sous-vêtements pour hommes et pour femmes.

Les gendarmes saisirent aussi une grosse somme de plusieurs millions qu'ils ont découverte en possession du mis en cause. Les trois suspects ont été présentés le 3 février courant auprès du procureur de la République près le tribunal de L'Arba qui ordonna la mise en détention préventive du guérisseur et de sa belle-sœur.

EL-TARF

Un mort dans un accident de la route

Un grave accident s'est produit en fin de semaine à Dahoussa, commune de Besbès. Selon des témoins oculaires, le conducteur de la voiture et la victime, père de deux enfants, sont des voisins. Le conducteur de cette grosse moto qui a percuté violem-

ment la voiture n'a eu aucune chance. Il a été transporté vers les urgences de Besbès et une enquête a été ouverte par la gendarmerie pour déterminer les causes et circonstances exactes de ce drame qui mit en émoi tous les habitants de cette populeuse localité.

Saisie de 29 kg de corail, 2 arrestations

Une opération singulière entourée d'une totale discrétion menée avec doigté par la Gendarmerie nationale. Tôt dans la matinée de jeudi dernier, à El Hadada, entre Oum Théboul et le poste frontalier qu'écument souvent les contrebandiers au regard de son relief forestier dominé par

les maquis ainsi que sa proximité de la frontière tunisienne, deux contrebandiers en possession de 29 kg de corail royal d'une valeur qui dépasse les 500 millions de cts ont été arrêtés. Les mis en cause devraient être incessamment présentés près le tribunal d'El-Kala.

Un nouveau directeur pour le parc animalier de Brabtia

Ouvert au public depuis plus de cinq ans, le parc animalier de Brabtia, situé en plein cœur du parc national d'El-Kala, géré au départ pendant deux ans par celui de Ben Aknoun, a changé par la suite de statut en EPIC. Un statut qui vient d'aboutir après de longues démarches administratives ayant eu pour conséquence un retard de plusieurs mois dans le paiement des salaires des employés et des difficultés dans la

gestion, les rentrées étant bloquées au Trésor public. Le parc animalier attire beaucoup de monde de plusieurs wilaya de l'Est. Les gens viennent pour admirer les nombreuses espèces animales qui s'y trouvent comme les lions, les ours, les hyènes, les crocodiles et tant d'autres. M. Féza a été installé jeudi dernier par le wali en tant que directeur du parc.

A.Ouelaa

BATNA

Un voleur s'endort en oubliant son butin à côté de lui

Un voleur écumant les mosquées de Batna, manifestement pas très futé, a été arrêté dans un lieu du culte de la ville après s'être assoupi à côté d'un sac contenant son butin du jour, a appris l'APS auprès de la sûreté de wilaya.

Les éléments du service d'ordre qui se sont rendus à la mosquée El-Hassan Ben Ali Yahia de la cité Hamla-1, à la suite d'un appel téléphonique signalant les vols répétés qui s'y produisent, ne se sont pas beaucoup employés puisqu'il leur a suffi de cueillir le «barboteur», profondément plongé dans les bras de Morphée.

Réveillé en sursaut, le fripon de 27 ans n'a évidemment pas pu expliquer, confondu qu'il était, ce que faisaient dans son sac 10 robinets, 20 vanes, des accessoires de plomberie, des paires de lunettes de soleil et autres petits objets chapardés dans la mosquée.

Jugé en application de la procédure de flagrant délit, le voleur, présenté devant le tribunal correctionnel le 2 février dernier, a été condamné à un an de prison ferme. Une durée où il aura tout loisir de méditer cette citation d'Alfred de Musset : pour dormir tranquille, il faut n'avoir jamais fait certains rêves.

SÉTIF

Nouvelles spécialités dans la formation professionnelle

De nouvelles spécialités seront ouvertes à la rentrée de février dans les centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) des communes rurales de la wilaya de Sétif, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Aïssa Bouflih. Les nouvelles filières, choisies après l'étude des demandes formulées par les élus et les représentants des populations rurales, tiennent compte des spécificités locales, a précisé le responsable qui a cité, entre autres spécialités, la

décoration sur verre, l'apiculture, l'informatique et la restauration collective. Un total de 22.085 postes de formation est proposé aux jeunes en quête de qualification au titre de la rentrée de février 2016 avec des périodes de stage d'apprentissage allant de 6 à 24 mois, a indiqué le directeur de wilaya de la formation professionnelle. Le secteur a formé l'année dernière dans la wilaya de Sétif 23.500 jeunes apprenants, a-t-on rappelé de même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

27 rabie ethani 1437

El Fedjr 06h19	Dohr 13h02	Assar 15h56	Maghreb 18h21	Icha 19h41
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Gendarmerie Nationale Deux nouvelles sections de sécurité et d'intervention, pour bientôt

A. Mallem

Pour renforcer ses moyens de lutte et sa force de frappe contre toutes les formes de criminalité, dans la wilaya, le groupement territorial de la Gendarmerie nationale, de la wilaya de Constantine sera doté de deux nouvelles sections de sécurité et d'intervention (SSI), a annoncé, jeudi, dans une conférence de presse, le colonel Belatrèche Abdelkader, commandant du groupement territorial. Il a complété cette information en indiquant que la première unité sera opérationnelle, dès la mi-avril et la seconde entrera en action, à la fin de cette année 2016. « Ce qui portera le nombre des unités de sécurité et d'intervention, dans la wilaya, à 5 », dira l'orateur. Parlant du rôle des SSI, ce dernier a indiqué qu'elles seront appelées à opérer, dans les endroits difficiles et ceux réputés être des fiefs de la criminalité, ainsi que sur les grandes places publiques, pour assurer, à la fois, la sécurité des citoyens et de leurs biens. Dans la foulée, le colonel, commandant du groupement territorial, a annoncé que la sécurisation du tronçon de

l'autoroute Est-Ouest qui traverse la wilaya sera renforcée, cette année, aussi, par la mise en place d'une deuxième section, spécialement, chargée de cette mission. Le fait saillant, aussi, dans cette conférence de presse qui a présenté le bilan des accidents de la circulation enregistrés dans la wilaya, durant l'année écoulée, est l'annonce du lancement, par la Gendarmerie nationale d'une campagne à caractère plus pédagogique et consistant à apprendre aux enfants comment marcher dans la rue. « Il s'agit, a expliqué le colonel Belatrèche, de l'organisation, du 9 au 16 février en cours, d'une campagne «Permis piéton pour enfants» qui consiste à les sensibiliser et leur inculquer la culture de la circulation routière. C'est un programme national qui va cibler, dans un premier temps, six wilayas pilotes, dont celle de Constantine. Il concernera les écoliers de la 5^{ème} Année primaire. Et les lauréats de cette campagne concourront recevront des récompenses ».

En revenant au bilan des accidents de la circulation, le conférencier a annoncé une baisse du nombre d'accidents survenus au cours de l'année 2015, de l'ordre de

28,11 % par rapport à l'année 2014 ». En 2015, il a été enregistré 183 accidents de la circulation et 23 morts de moins », a-t-il précisé.

Et de poursuivre que par contre, le retrait des permis de conduire a, considérablement, augmenté passant de 23.000 en 2014 à 41.500, en 2015, et que le facteur humain demeure toujours, la cause principale des accidents. Le colonel Belatrèche n'a pas manqué de louer l'efficacité des voitures banalisées, mises en circulation, par la Gendarmerie nationale et qui, selon lui, ont joué un rôle efficace dans la lutte contre «la criminalité routière», car, a-t-il déclaré, grâce au concours des éléments circulant à bord de ces véhicules, pas moins de 2.110 permis de conduire ont été retirés en 10 mois, soit de mars à décembre 2015.

Et de terminer en révélant que l'objectif, fort ambitieux, visé par ses services pour cette année 2016 est de parvenir à réduire de 35 % les accidents de la circulation, dans la wilaya de Constantine, et ce, en utilisant, aussi bien, les moyens de répression et de dissuasion classiques que les campagnes de sensibilisation qui seront menées parallèlement.

Fosses aménagées et abandonnées La direction de l'Environnement rassure

A. M.

Les fosses aménagées par les services de l'environnement et destinées à recevoir les bacs à ordures enterrés, selon le nouveau système adopté pour équiper toute l'agglomération constantinoise, sont aujourd'hui montrées du doigt par la population qui signale le danger potentiel qu'elles représentent. « Ces cavités d'une certaine profondeur ont été creusées et laissées ouvertes. Et cette situation ne va pas sans constituer un danger potentiel, surtout pour nos enfants qui, en jouant, se trouvent souvent sur le bord même d'une fosse. Et c'est ainsi que nous avons jugé qu'il ne fallait pas attendre qu'un accident survienne pour attirer l'attention des autorités sur ce problème », nous ont déclaré, hier, les habitants des cités de la Bum et de Sakiet-Sidi-Youssef, situées sur le boulevard de l'Est. Il faut dire que nous

avons déjà entendu ce genre de plainte dans d'autres quartiers de la ville des ponts. Et à la longue, elles tendent à se généraliser. « Nous nous sommes adressés au secteur urbain, ont ajouté nos interlocuteurs, mais les responsables de la commune nous ont expliqué qu'il s'agit d'un programme qui vise à installer des bacs à ordures enterrés dans toute la ville. Et puis, ont-ils rétorqué, du moment que ce programme est piloté par la direction de l'Environnement, ils ne peuvent pas faire grand-chose pour remédier à la situation présente ». Interrogée, la directrice de l'environnement de la wilaya, Mme Benhacine, a tenu à rassurer les plaignants en déclarant que ce problème va être réglé au courant de ce mois de février. « Les équipements commandés de l'étranger sont arrivés au port, dira cette responsable. Et comme les formalités douanières sont un peu

strictes, le dédouanement du matériel avait pris du temps sur les délais prévus. Toutefois, que nos concitoyens soient rassurés qu'ils vont gagner beaucoup au change car le système que nous allons mettre en place aura beaucoup d'avantage. Une fois enterrés, commença à expliquer Mme Benhacine, le citoyen qui viendra jeter ses déchets n'aura qu'à appuyer du pied sur un bouton pour que le bac s'ouvre et qu'il puisse déposer son sac, et répéter le même mouvement pour qu'il se renferme en ne laissant filtrer aucune odeur désagréable. Et puis, il n'aura plus à voir ces meutes de chiens et de chats cherchant pitance autour du bac qui est totalement hermétique ». Patientons encore pendant quelques semaines ! Notons pour terminer que la commune de Constantine a été retenue comme zone pilote pour l'expérimentation de ce système très usité dans les grandes métropoles occidentales où il a permis de régler les problèmes de ramassage des déchets.

Université «Rabah Bitat» Colloque international sur «l'histoire et pratiques architecturales»

A. M.

L'architecture islamique sera à l'honneur, à l'Université 3 'Rabah Bitat' de Constantine, à travers un colloque international, sur « l'histoire et pratiques architecturales » qui se déroulera, les 15 et 16 février en cours, dans cette université située sur le plateau de Ain El Bey, à l'orée de la nouvelle ville Ali Mendjeli. C'est une rencontre scientifique de haut niveau, qui réunira des spécialistes de la question, venant de nombreux pays arabes, du Maghreb et de France, ainsi qu'un groupe d'universités algériennes comme celles de Constantine, Guelma et Alger... Et, bien entendu, par des architectes locaux. Elle se tient dans le cadre de la manifestation «Cons-

tantine capitale de la Culture arabe 2015». Contacté, hier, à ce sujet, le Pr Boukerzaza Hosni, recteur de l'Université qui abrite la rencontre, a complété, en signalant que ce colloque est organisé, conjointement, par l'Université 'Rabah Bitat' de Constantine, représentant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

« L'ambition de cette rencontre, a expliqué notre interlocuteur, est de confronter les regards sur les conceptions de l'histoire de l'architecture islamique et l'architecture produite (les maisons, les mosquées, les medersas, etc.). Les études historiques, présentées sous forme de monogra-

phies, de synthèses, d'essais, etc., visent la connaissance des dimensions formelles, ornementales, symboliques de l'Art islamique. D'autre part, a ajouté M. Boukerzaza, la question identitaire qui est devenue la préoccupation majeure, pour certains pays, est traduite par l'architecture, reflet de l'identité de ces pays. Les conférences qui seront présentées, au cours du colloque, s'articulent sur 4 axes qui portent respectivement sur l'historiographie de l'architecture islamique, les pratiques et les productions architecturales, en situation coloniale, les pratiques architecturales contemporaines et l'influence patrimoniale locale et enfin, l'architecture traditionnelle, dans la conception environnementale.

Travaux d'utilité publique Des emplois pour 361 chômeurs

A. E. A.

La direction de l'Agence sociale (ADS) a bénéficié, il y a une semaine, de 28 projets, entrant dans le cadre du dispositif Tup-Himo (travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre), destinés à l'emploi de 361 chômeurs non diplômés et sans qualification particulière, selon le 1^{er} responsable de l'agence, en question, M. Atrous. L'objectif de ce dispositif, est l'insertion, dans le monde du travail, par le moyen de petits travaux d'utilité publique, de personnes au chômage et n'ayant bénéficié d'aucune formation. Et, ajoutera-t-il, ces projets du dispositif Tup-Himo attribués par l'Agence ADS, peuvent concerner l'ensem-

ble des secteurs d'activité, à l'instar de ceux de l'Education, l'Hydraulique, la Santé, les Travaux publics, l'Agriculture et du travail de la terre et des forêts. Constantine étant considérée comme une wilaya-pilote, en la matière.

Expliquant, dans ce sillage, que selon ses informations ce genre de dispositif n'a pas trop réussi dans les autres wilayas du pays, alors les différents secteurs de la wilaya demandent toujours, plus de projets. Et de souligner, que de ces 28 projets qui ont bénéficié, à la wilaya de Constantine, au titre de l'année 2016, représentent une enveloppe financière de près de 4,5 milliards de centimes et sont destinés, exclusivement, au secteur des Forêts au niveau

de 10 communes, à savoir : Constantine, El Khroub, Oued Rahmoune, Ibn Ziad, Hamma Bouziane, Zighoud Youcef, Didouche Mourad, Benbadis, Benih'midène et Messaoud Boudjeriou. Ne seront pas touchées par ce programme de projets et pour cette année, poursuivra-t-il, Ain Abid et Ain S'mara, car ces communes ont déjà bénéficié, l'exercice passé, 2014, d'importants quotas dans le secteur des Forêts, fera-t-il observer. Le présent programme Tup-Himo, dira-t-il, consistera, en 18 projets de travaux de corrections torrentielles, alors que les 10 autres sont destinés à l'exploitation rationnelle de arbres forestiers, ou sylviculture, par la conservation, l'entretien, le reboisement etc.

Dépistage du cancer du sein Adhésion importante des femmes

A. El Abci

La responsable du service de radiologie du Centre hospitalo-universitaire (CHU) «Benbadi» de Constantine, la Pr Mme Bendjazia, a révélé que 3 cas suspects ont été découverts sur un ensemble de 10 femmes qui se sont présentées, à la salle de diagnostic des maladies du cancer et de son dépistage précoce, aménagée, depuis la semaine dernière, au CHU «Benbadis» de Constantine. La salle qui n'accueille les patientes que les mardis et mercredis, dans une première étape, avant d'être élargie à tous les jours ouvrables de la semaine, dira-t-elle, a

déjà reçu 10 patientes qui ont demandé une consultation et se sont prêtées aux analyses, dont 3 d'entre elles, ont présenté des cas douteux et auxquelles, il a été demandé de faire une mammographie et de revenir pour une prise en charge éventuellement.

Il est à souligner que la salle de diagnostic et de dépistage précoce des maladies du cancer, a accueilli, jeudi dernier, de nombreuses citoyennes, même d'autres wilayas de l'Est, venues s'enquérir de leur état de santé, encouragées en cela, par également l'organisation, par le CHU de «portes ouvertes» sur le cancer et ce, à l'occasion du 04 février décrété

tée « Journée mondiale du cancer ».

« Nous avons plusieurs équipes spécialisées dans les soins de la maladie, déclarera-t-elle, en chimiothérapie, radiothérapie, des psychologues, car leur rôle est primordial dans la prise en charge du cancéreux », estimera notre interlocutrice, mais également, des diététiciennes en considération qu'il est connu maintenant qu'«on peut prévenir certains cancers au moyen d'une bonne hygiène de vie et, dans ce domaine, une alimentation équilibrée et particulièrement à base de légumes et de fruits est très indiquée », fera-t-elle savoir.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

27 rabie ethani 1437

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h05	12h48	15h43	18h08	19h28



Les estivants pourront rallier la corniche par mer

Une liaison maritime Oran - Aïn El-Turck dès cet été

L'idée d'une liaison maritime entre Oran et la corniche a un avant-goût de plaisance touristique plus qu'elle ne répond à un besoin de transport en commun.

Houari Saaïdia

A court terme, en tout cas, l'objectif n'est pas de désempoigner la voie routière desservant cette destination balnéaire. Pour la simple raison qu'un seul navire de 300 places sera affrété par l'ENTMV en cette phase démarrage. On peut multiplier ce chiffre par une fréquence de 10 rotations/jour (ce qui est bien au-delà du possible, bien sûr), soit 3.000 personnes, cela reste tout de même «symbolique» par rapport à l'énorme flux quotidien moyen (plusieurs dizaines de milliers) qui transite par voie terrestre. Or, à l'avenir, si cette liaison par mer venait à être renforcée en flotte, avec en amont l'entrée en jeu d'opérateurs privés, pour répondre à une éventuelle hausse de la demande, à ce moment-là, oui, on pourrait parler de mode alternatif et de moyen d'atténuation du trafic routier. On n'en est pas encore là. Pour l'heure, le défi reste la mise en service de cette liaison maritime urbaine dès la saison estivale qui pointe déjà son nez. Et, selon le point de situation donné lors du récent conseil exécutif présidé par le SG de la wilaya, il ne fait aucun doute qu'on assistera à la petite traversée inaugurale entre le port d'Oran et la plage des Dunes (Aïn El-Turck) peu après le mois de ramadan. Selon le directeur des transports de la wilaya, Khaled Talha, l'état d'avancement du projet et le planning des actions sont tels que cette liaison sera opérationnelle dès l'été prochain. Le directeur du secteur en a fait l'annonce. Le SG de la wilaya, qui présidait l'audience en l'absence du wali, empêché par un contretemps, a pris le relais pour en faire de même. A vrai dire, sans excès de prudence, il est plus correct de parler d'une «ligne expérimentale», bien que ce terme sonne tel un couac dans l'oreille des pouvoirs publics pour qui le projet doit aboutir, doit réussir. «Avec 46 milliards, on n'essaie pas, on fait. Et puis, embarquer à bord d'un petit bateau une poignée de gens et les débarquer sur l'autre bout de la baie, ce n'est pas la mer à boire», soutient-on.

UN POSTE D'ACCOSTAGE POUR 46 MILLIARDS

Tout a été fait donc dans cet esprit de volontarisme politique depuis la conception du projet, l'étude d'opportunité et faisabilité jusqu'à cette phase préliminaire du marché. L'Entreprise nationale maritime de transport des voyageurs (ENTMV), EPE sous l'égide de la holding des services depuis 1990, a-t-elle fait une étude économique là-dessus ? Peut importe, «le projet est rentable, à vue d'œil, et c'est le ministère de tutelle qui en a décidé et s'est occupé de la finance par le biais du portefeuille géré par la Segeports pour le compte des ports d'Oran et d'Arzew. C'est un investissement en interne ». Un bref retour sur la chronologie de l'opération fait ressortir trois dates, mais surtout une grande célérité de traitement de ce dossier. Le 7 janvier 2016 : le wali d'Oran, Abdelghani Zaalane, transmet la fiche technique de réalisation de la station maritime sise port d'Oran et celle projetée à Aïn El-Turck. Le 14 du même mois, soit une semaine après, le ministère des Transports se réunit et avalise la prise en charge financière de l'opération de réalisation d'un quai d'accostage au port d'Oran par un montant de 46 milliards, fifty-fifty entre les EP d'Oran et d'Arzew, dont le protocole de transfert au compte sera signé le 9 février (lundi après-demain). Le 21 janvier 2016, une réunion locale se déroule sous la présidence du wali et donne lieu à la décision de lancement des études par le BET d'études et d'ingénierie maritime et portuaire LEM (Laboratoire des études maritimes). L'accotement est localisé au port d'Oran au quai de Béni-Saf et à Aïn El-Turck sur la plage des Dunes à hauteur de Cap Falcon. L'EPO confie l'étude à LEM pour un délai de deux mois et demi à compter du 15 février, soit pour fin mars.

UN SEUL BATEAU AU DÉBUT... JUSTE POUR VOIR

La prise en charge de l'étude et du suivi du poste d'accostage sur la plage des Dunes incombe à la

commune d'Aïn El-Turck pour près de 1,3 milliards. La phase réalisation comprend l'aménagement d'une station d'accostage au quai de Béni-Saf confié par l'EPO à l'entreprise Astalavista. Pour le terminal des Dunes, la DTP a, le cadre d'une consultation, présenté l'esquisse de réalisation d'ouvrage à quatre entreprises qui ont l'avantage d'être déjà à l'œuvre au port d'Oran, à savoir: CHEC (chinoise), Sotramo, Cosider et Méditram. La sélection se fera par gré à gré après accord du ministère des Transports.

Sur le plan juridique, pour la libération du quai de Béni-Saf, des actions en justice auprès du tribunal administratif ont été intentées par l'EGPP-Oran contre deux occupants des lieux, à savoir : le chantier naval SARL Drassana (procédure d'expulsion en cours) et le chantier naval 3S (action en référés engagée pour expulsion). Une rencontre de consultation et de coordination réunira cette semaine la direction des travaux publics (DTP) et les entreprises de réalisation concernées. Les consultations pour l'acquisition de navires (un seul bateau de 300 places dans un premier temps) de transport des estivants seront lancées dès mars prochain par l'ENTMV. A la différence de la ligne maritime Alger Béjaïa, inaugurée à la mi-octobre 2015, la ligne Oran-corniche se veut une desserte estivale. A l'évidence, le bateau commandé est dédié uniquement aux voyageurs, c'est un type de petit navire qui n'embarque pas les véhicules comme le font les ferries. Ni la vocation de ce créneau de transport maritime urbain à l'occasion de la saison estivale, ni le plan d'eau du petit poste d'accostage et les moyens logistiques, techniques et sécuritaires de la navigation ne permettent de mettre en place des ferries sur cette petite desserte mais non moins attrayante, touristiquement parlant, de quelques miles, à partir du port d'Oran jusqu'à Cap Falcon, en passant par la baie d'Oran, le port de Mers El-Kébir et la côte d'El-Ayoune allant de Saint-Rock jusqu'aux Dunes.

Aïn El-Turck

Des jeunes revendiquent la récupération des ex-Souks El Fellah

Rachid Boulélis

La société civile réussira-t-elle là où, de bataille juridique en bataille juridique, les assemblées populaires qui se sont succédé à la tête des APC d'Aïn El-Turck et d'El Ançor et même de Mers El-Kébir, ont échoué pour récupérer les Souks El Fellahs, ces biens communaux cédés en concession suite à leur dissolution quelques années auparavant ?

Cette problématique, entre autres, a été abordée lors d'une rencontre organisée par les représentants de la société civile et ceux de la coordination des associations d'Aïn El-Turck, ainsi que des élus locaux, qui s'est tenue en fin de semaine au siège de la daïra d'Aïn El-Turck. Des participants à cette rencontre ont tenu à souligner au Quotidien d'Oran

qu'ils «sont prêts à se battre pour restituer ces Souks El Fellah afin de les mettre à la disposition des jeunes chômeurs et tenter ainsi de contribuer à résorber, un tant soit peu, le chômage dans cette région côtière. Autrement dit, les occupants qui squattent ces Souks El Fellah devraient être mis en demeure». Il importe de noter dans ce contexte qu'un litige couve depuis des années entre les locataires de ces Souks El fellah, dont l'un s'est transformé en un ensemble de locaux commerciaux loués à des particuliers, en l'occurrence celui d'Aïn El-Turck et le deuxième, en une usine, à savoir celui d'El Ançor et lesdites APC. «Non pas que ces APC ne sont pas dans leur droit, au contraire, puisque ces biens communaux sont inscrits au sommier de consistance de chaque commune, mais qu'elles se défen-

draient assez mal dans ce contentieux», selon des responsables bien au fait du dossier.

«Il semblerait qu'elles font traîner l'affaire pour des raisons indéterminées», renchérissement-ils.

Toujours est-il qu'à l'heure actuelle, le litige ne semble a priori pas encore prêt à connaître son épilogue si l'on se réfère aux déclarations des jeunes en charge du dossier qui dénoncent le peu d'entrain manifesté par les responsables concernés à restituer ces biens communaux et qui suscitent beaucoup d'interrogations. Lors de cette rencontre, les intervenants ont insisté pour réactualiser, dans les plus brefs délais, ce dossier qui demeure en suspens des années durant. «Il est temps de rendre à César ce qui appartient à César», ont fait remarquer nos interlocuteurs avec une pointe de dépit.

Le CHUO déploie une stratégie tous azimuts
contre le cancer

Deux conventions et un jumelage avec des hôpitaux français

Sofiane M.

L'hôpital d'Oran déploie une nouvelle stratégie tous azimuts pour lutter contre le cancer dont l'incidence ne cesse de progresser parmi la population. C'est ce qui a été annoncé jeudi matin lors de la journée de sensibilisation sur le cancer organisée par l'hôpital d'Oran à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre le cancer qui coïncide avec le 4 février. La chef par intérim du service radiothérapie du CHUO, Bechkat Cherifa, a révélé en marge de cette journée que son service sera équipé d'ici 15 jours d'un scanner simulateur, un appareil de nouvelle génération pour des repérages en 3D qui permet une simulation du traitement des tumeurs. Elle a aussi annoncé la conclusion de deux conventions avec l'hôpital Henri Modor à Paris pour l'accompagnement de son service et la formation des médecins, manipulateurs et physiciens sur les deux accélérateurs linéaires qui seront installés d'ici fin 2016 après l'achèvement du chantier d'extension du service de radiothérapie. «Le chantier a atteint un taux d'avancement de 30%. La construction des deux bunkers qui vont accueillir les deux accélérateurs a été presque achevée. L'hôpital parisien Henri Mondor va nous accompagner pour la formation du personnel et des stages périodiques seront dispensés aux médecins et aux techniciens», confie notre source.

Elle ajoute que son service a également conclu un jumelage avec le CHUO de Bordeaux et l'institut Bergonié qui est un pôle d'excellence dans la lutte contre le cancer en France, pour l'introduction la tomothérapie, une nouvelle approche spécifiquement dédiée au traitement des cancers. Cette approche innovante combine la production d'images par un scanner et la production de rayonnement thérapeutique par un accélérateur de particules.

Le système permet la réalisation d'ir-

Université d'Oran

«La clinique du droit», un nouveau concept adopté par la faculté de droit

Mokhtaria Bensaâd

L'université d'Oran s'apprête à lancer pour la première fois, projet unique au niveau national, la clinique du droit qui sera implantée à la faculté de droit et des sciences politiques de l'Université d'Oran2 Mohamed-Benahmed.

Destinée aux étudiants inscrits en master de droit, la clinique juridique permet d'apprendre le droit tout en le pratiquant comme elle permet l'accès gratuit du droit à tous. «Toute personne confrontée à un problème juridique et ne disposant pas de compétence pour le solutionner peut se présenter à la clinique pour recevoir une information sur ses droits et obligations. La réponse juridique élaborée par les soins des étudiants «cliniciens» est supervisée par un

enseignant ou un professionnel du droit sur la base du bénévolat avant d'être communiquée à la personne bénéficiaire». La présence d'un étudiant en psychologie, supervisé par un référent de la même spécialité, peut être nécessaire au moment où la personne intéressée par les services de la clinique en fait la demande.

Ce concept est, en fait, d'origine anglo-saxonne. Il a été adopté depuis plusieurs décennies dans le monde. Les explications sur ce concept et les expériences menées ont fait objet d'un colloque international qui s'est tenu à l'Université d'Oran2 le 24 et le 25 janvier dernier. Invités à cette rencontre, les représentants des universités de Bordeaux et de Rabat ont présenté des communications sur leurs expériences sur la clinique du droit.

Sur appel de la LADDH d'Oran

Rassemblement de soutien à un employé de l'EGSA en grève de la faim

Houari Barti

Le bureau d'Oran de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) a appelé ce jeudi à un rassemblement de soutien à M. Attrous Mohamed, employé de l'entreprise de gestion des aéroports d'Oran, en grève de la faim depuis le 24 janvier dernier.

Un rassemblement qui doit se tenir après demain lundi à 15h 30 devant le siège de l'EGSA Oran, en face de l'hôtel EDEN AIRPORT.

«Il en est actuellement à son douzième jour de grève de la faim. M. Attrous vient d'avoir 60 ans et l'entreprise EGSA qui n'attendait qu'une occasion pour se débarrasser de lui vient d'enclencher une procédure de mise à la retraite qui fait fi de tout respect en matière de prise en charge des années travaillées dans

une autre entreprise ou en matière de pré-notification et de notification», lit-on dans un communiqué diffusé avant-hier et signé par le président du bureau d'Oran de la LADDH, M. Kaddour Chouicha. Parallèlement à cela, «le personnel «bien vu» et qui dépasse la soixantaine ne voit pas la réglementation s'appliquer en matière de retraite. Il est à rappeler que M. Attrous Mohamed qui avait commencé son action de protestation dimanche 24-01-2016 près du site de l'entreprise a été transféré le 07 février dernier aux urgences médico-chirurgicales du CHU Oran.

Un transfert qui a pris les allures, selon le communiqué de la LADDH, d'une «évacuation de force» par les éléments de la police afin de «faire place nette à la visite d'Alain Juppé, maire de la ville de Bordeaux».

Campagne de lutte contre le double emploi Près de 200 cas enregistrés en dix jours

J. Boukraa

La direction régionale de l'emploi vient de lancer une campagne de lutte contre le double emploi. Dans ce cadre, des brigades sillonnent depuis une dizaine de jours les entreprises et même les universités pour assainir la situation. Depuis le lancement de la campagne, près de 200 cas de double emploi ont été enregistrés. Selon la direction de l'emploi, certains jeunes ignorent que le double emploi est interdit, il y a aussi des étudiants universitaires qui ont décroché des contrats d'emploi alors que la réglementation ne le permet pas. Il y a aussi d'autres jeunes ayant bénéficié de projet dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi comme la CNAC, l'ANSEJ et l'ANGEL, et qui ont aussi décroché des contrats d'emploi.

C'est une sorte de cumul de fonctions, notamment aux yeux des caisses d'assurances sociales. Cette campagne a aussi pour but d'informer et de sensibiliser les employeurs et les employées sur ce phénomène. Dans

le cadre de ses activités et pour la prise en charge réelle des jeunes chômeurs, la direction régionale de l'emploi (ANEM) de la wilaya d'Oran organise depuis le mois de novembre dernier des ateliers de formation en techniques de recherche d'emploi. Ces ateliers seront organisés une fois par mois au profit des jeunes chômeurs à la recherche d'un emploi et des porteurs de projets.

Des animateurs d'ateliers, formés dans le cadre d'une convention avec l'Union européenne, formeront à leur tour les jeunes demandeurs d'emploi sur les mécanismes et les techniques de la recherche de l'emploi, de rédaction d'un CV, d'une lettre de motivation et d'entretien d'embauche, de l'étude de projet, entre autres. Les préparatifs de cette action ont été lancés depuis une année, soit juste après la tenue du Salon national de l'emploi (Salem 2014). La direction régionale de l'emploi d'Oran avait anticipé la démarche en commençant, en premier, à former des animateurs en ces techniques. Au total, une qua-

rantaine d'encadreurs ont été formés. Ils sont répartis sur les wilayas d'Oran, Ain Témouchent, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès et Tlemcen.

En 2015, pas moins de 17.000 jeunes demandeurs d'emploi ont été placés par les différentes agences d'emploi contre près de 14.700 en 2014. Le plan d'action du gouvernement dans son volet relatif à la lutte contre le chômage avait mis l'accent sur la relance de certains secteurs économiques, à l'instar de l'industrie, le BTP, l'agriculture et le tourisme pour la création de postes d'emploi économiques dans les différents dispositifs de soutien à l'emploi. Pour cette année, la direction de l'emploi a tracé un important plan pour répondre à un plus grand nombre de demandeurs d'emploi. Ce résultat est le fruit d'une série de mesures ; ces réalisations ne sont pas fortuites, car elles sont les résultats d'un travail de longue haleine déployé par les cadres de l'Anem en matière de sensibilisation, d'information et de modernisation des moyens de travail.

Ain El Turck et Les Amandiers Découverte de deux cadavres

Le corps sans vie d'un jeune quinquagénaire a été découvert avant-hier dans un domicile à la cité Essalihines. La victime présente une profonde blessure à la tête. La dépouille a été déposée à la morgue de l'hôpital d'Ain El Turck pour subir une autopsie et une enquête a été ouverte.

D'autre part, une ressortissante étrangère de nationalité camerounaise a été découverte sans vie dans sa demeure illicite aux Amandiers. Le corps de la victime âgée de 32 ans a été déposé à la morgue. Selon les premières constatations, elle ne présentait aucune trace de violence. Une enquête a été ouverte. J.B.

Autorisation d'importation 60 demandes déposées par des opérateurs

Une soixantaine de demandes d'importation de produits ont été déposées par des opérateurs à la direction du commerce d'Oran, a-t-on appris jeudi auprès du service promotion du commerce extérieur. Une première opération qui s'est étalée du 5 au 26 janvier dernier a concerné 33 dossiers pour l'importation de produits agricoles (agroalimentaire) dans le cadre de l'accord de partenariat avec l'Union européenne (UE) fixant les quotas annoncés dernièrement par le ministère du Commerce, a-t-on indiqué.

Le nombre de dossiers déposés dans la seconde opération, lancée le 14 janvier dernier et achevée mercredi, a atteint 27 demandes d'autorisation d'importation de véhicules et de produits destinés au bâtiment dont le rond à béton et le ciment gris. Les deux opérations

interviennent conformément aux textes du décret exécutif 15/306 de décembre 2015 fixant les conditions et les modalités d'application des systèmes d'autorisation d'importation et d'exportation des produits et marchandises, a-t-on souligné.

Les dossiers comportent un nombre de documents dont un extrait de non soumission de l'opérateur à la taxe et une copie de la facture fixant le produit, la quantité, la valeur et le pays d'origine, qui seront envoyés au ministère du Commerce où une commission ministérielle conjointe les étudie et décide de l'octroi ou non de l'autorisation.

Avant l'envoi du dossier, des explications sont fournies à l'opérateur concerné par des inspecteurs principaux et une équipe est dépêchée pour s'assurer de son siège social et de ses entrepôts de stockage.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

«La scenseur»



mencé à caresser les ciels. On se renvoyait l'ascenseur sans trop de questions. Chez nous lardh yal Mahi ! Comment on appelle un ascenseur à Tizi Ouzou ? Comment on appelle un ascenseur en Arabie Saoudite ? Comment on appelle un ascenseur en Chine ? Et parce qu'on ne s'est pas mis d'accord sur la réponse, on s'est limité à la construction d'immeubles à quatre étages maximum. Sous d'autres ciels, des tours ont poussé, des gratte-ciels ont com-

étés et les escaliers pour arriver essoufflés à nous poser, cinquante ans après, les mêmes questions, sans trouver un consensus et adopter une réponse. Alors, comment appelle-t-on un ascenseur au Japon ? Vous ne savez pas ? Maalich. Comment on appelle un ascenseur à Tizi Ouzou ? Comment on appelle un ascenseur en Arabie Saoudite ? Comment on appelle un ascenseur en Chine ? Pourtant la réponse est très simple : dans tous les pays du monde on appelle un ascenseur en appuyant sur un bouton.

Amala, on va le faire ! Ils sont deux devant la porte de l'appareil monte-hommes à attendre de grimper depuis des décennies. «Va-s-y, dit le premier, maintenant qu'on sait, appelle l'ascenseur». Le deuxième crie en langues nationales et langues maternelles : «ascenseur, ascenseur». Le premier excédé : «mais non, avec ton doigt, avec ton doigt». Alors le deuxième met son doigt dans sa bouche et crie «la scenseur la scenseur». Le premier se décide d'appuyer sur le bouton mais notre ascenseur rouillé ne répond plus et l'ascension n'est pas pour aujourd'hui.

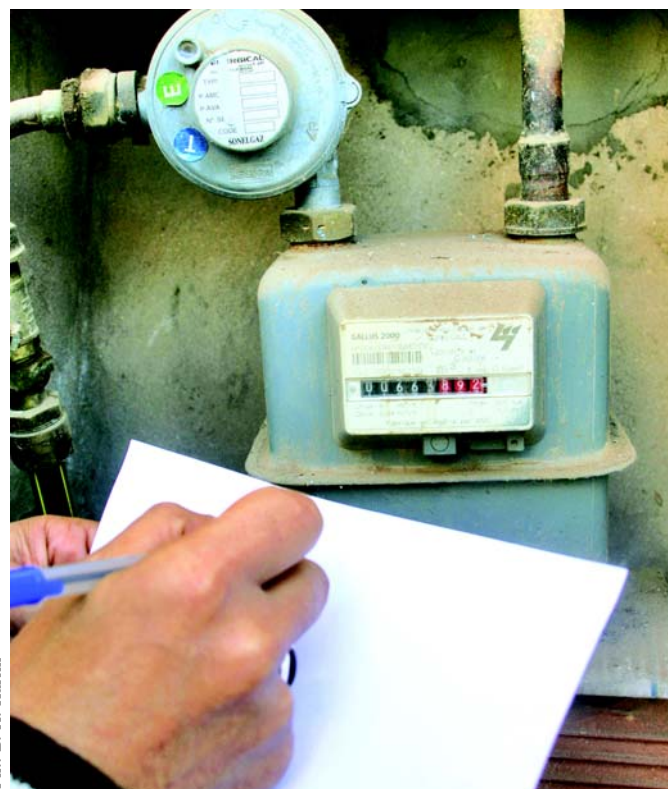
Un siège pour le comité d'organisation des JM 2021

Une rencontre de coordination dans le cadre des préparatifs des Jeux méditerranéens 2021 s'est tenue jeudi au siège de la wilaya d'Oran, en présence du président du Comité olympique sportif algérien (COA), Mustapha Berraf et du wali d'Oran, Abdelghani Zaalane. Il a été décidé, lors de cette réunion, la réhabilitation de l'ancien siège de la daira d'Oran, sis au boulevard Front de mer, affecté à titre provisoire au comité d'organisation de ces jeux, la mise en place d'une cellule de coordination provisoire présidée par le wali, ainsi que la mise en œuvre d'un programme de construction d'un siège pour le comité d'organisa-

tion des JM 2021 sur un terrain attenant, a indiqué à l'APS le président du COA.

L'assistance a également discuté du paiement d'une avance des droits d'organisation par le COA et divers autres points, dont celui concernant la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des travaux du futur village méditerranéen à Oran, a ajouté M. Berraf. Le comité d'organisation des JM 2021 et le COA se sont félicités du soutien accordé par le Gouvernement, a-t-il souligné. Une autre rencontre est programmée, la semaine prochaine à Oran, pour faire le point de la situation, a annoncé le président du Comité olympique sportif algérien.

Electricité et gaz 275 milliards de centimes de factures impayées



Ph.: B. H. Karim

J. Boukraa

Les créances des deux directions de distribution du gaz et d'électricité d'Oran et d'Es Sénia, détenues auprès de ses abonnés ont atteint 275 milliards de centimes, dont 100 milliards de créances détenues par les entreprises, les administrations et le secteur du Commerce. Les créances de la direction de distribution d'Es Sénia restent élevées malgré les campagnes de recouvrement. Celles-ci lancées par ce centre qui couvre 24 communes de la wilaya, ont ciblé, en particulier, la commune de Sidi Chami. Les services techniques de Sonelgaz adressent, régulièrement, des mises en demeure aux mauvais payeurs, pour récupérer ses créances mais de nombreux abonnés font la sourde oreille et en particulier les détenteurs de petits commerces. Pour récupérer ces créances, les agents de Sonelgaz procèdent à des coupures du courant électrique, afin de contraindre les mauvais payeurs à honorer leurs factures. Parallèlement à cette opération de traque des mauvais payeurs, la direction commerciale de Sonelgaz lance,

périodiquement, des opérations de contrôle pour lutter contre les branchements illicites. Des équipes anti-fraude de Sonelgaz sillonnent les localités de la wilaya réputées par ce phénomène, notamment, à Chteibo et Haï Bouâmama (ex-Hassi). S'alimenter en énergie électrique, légalement ou encore illicitement, est devenu un simple jeu de routine dans la majeure partie des localités de la wilaya d'Oran.

Pour la direction de distribution d'Oran SDO qui couvre les communes d'Oran et Bir El Djir le montant des créances impayées avoisine les 100 milliards. Les créances des ménages avoisinent les 48% du taux global des créances. Sonelgaz, continue à subir des attaques de tout genres. Si cette entreprise aspire à exploiter, au mieux, ses installations ainsi que tous ses services, les mauvais payeurs continuent à lui asséner des coups durs, faisant d'elle, une entreprise qui peine à rentabiliser ses redevances, aussi bien auprès des consommateurs normaux, comme les ménages, qu'auprès des entreprises et administrations de la wilaya d'Oran.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

SEBAT Tahar, 69 ans, rue Emir Abdelkader
BENAOUDA Nebia, 85 ans, Dar El Beïda
BENJOUHER Zineb, 68 ans, Ras El Aïn

Horaires des prières pour Oran et ses environs

27 rabie ethani 1437				
El Fedjr 06h34	Dohr 13h17	Assar 16h14	Maghreb 18h39	Icha 19h58



L'agonie du pétrole



PRINCETON – On considère souvent les prix du pétrole comme une sorte de thermomètre de la santé de l'économie mondiale. Ce que l'on remarque moins souvent, c'est qu'ils peuvent également servir de baromètre et nous signaler l'approche de tempêtes géopolitiques. En effet, la chute spectaculaire du prix du baril de brut (coté à environ 150 dollars au mois de juin 2008, contre environ 30 dollars actuellement), risque de continuer à alimenter cette agitation bien au-delà du secteur de l'énergie et des matières premières sur les marchés mondiaux, ce qui pourrait avoir des conséquences particulièrement inquiétantes pour l'Union européenne.



PAR HAROLD JAMES

Professeur d'histoire et des Affaires
internationales à l'Université
de Princeton*

La chute brutale des prix du pétrole est clairement corrélée avec l'instabilité financière, mais les relations de causalité ne semblent pas aller dans le sens des pronostics de la plupart des experts. Inversement quand les prix du pétrole augmentent, il en va de même pour les coûts dans la plupart des pays industrialisés. Ainsi, un prix du pétrole en hausse agit comme un frein sur la croissance. Des flambées des prix du pétrole ont conduit à des récessions en 1973, 1979, 2000 et en 2008.

Le cas inverse est également vrai. Un ralentissement économique va probablement produire une baisse des prix, ce qui peut être une aubaine financière pour les gouvernements et pour les consommateurs. Après l'effondrement de Lehman Brothers en 2008, les prix du pétrole ont chuté en prévision de la stagnation économique, pour mieux bénéficier de la forte croissance qui s'est maintenue sur les marchés émergents. Vue sous cet angle, la baisse récente des prix du pétrole est surprenante, car elle suit des signes de faiblesse perceptibles sur tous les grands marchés émergents (à l'exception peut-être de l'Inde).

En outre, les prix du pétrole sont aujourd'hui soumis à une puissante source de pression baissière : l'espoir que l'économie mondiale soit restructurée en réponse aux inquiétudes relatives au changement climatique. Les efforts actuels visant à freiner le réchauffement climatique n'ont peut-être pas beaucoup d'effet, à long terme, sur le fait que les combustibles fossiles soient les principaux contributeurs à la hausse du dioxyde de carbone dans l'atmosphère. À ce titre, le changement climatique risque d'inciter les décideurs politiques (et les investisseurs), à prendre des mesures sérieuses.

Cela nous amène à ce que l'économiste allemand Hans-Werner Sinn appelle « le paradoxe vert » : la possibilité que l'utilisation de combustibles fossiles puisse être un jour limitée crée une puissante incitation, chez les producteurs de pétrole, à vendre autant que possible avant la prise d'effet de ces limitations. Ce raisonnement explique peut-être la réponse de l'Arabie saoudite à la chute des prix : elle a en effet rejeté les appels de l'OPEP à réduire la production. Le résultat est une nouvelle baisse du prix du pétrole et de plus fortes incitations, pour les consommateurs, à acheter des véhicules gourmands en énergie et à conduire davantage.

Dans le monde industriel (même aux États-Unis, qui sont un important producteur de pétrole), les bas prix du pétrole sont sans équivoque un bien pour l'économie à court terme. En effet, la chute brutale des prix sont l'une des nouvelles forces qui aident une zone euro fragile. De même, les inquiétudes selon lesquelles la chute des prix du pétrole risque de nous conduire à une déflation comparable à celle des années 1930, sont très certainement exagérées.

Néanmoins les prévisions sont loin d'être roses. L'histoire regorge d'exemples d'avancées technologiques qui interagissent avec la disponibilité des ressources, avec un énorme impact géopolitique. Les forêts de chênes de la Grande-Bretagne lui ont permis de devenir la première puissance navale de l'Âge de la Voile : des bons approvisionnements en bois étaient alors déterminants pour l'enjeu de la domination maritime. La révolution industrielle a transformé l'acier et le charbon en produits stratégiques et les luttes pour le pétrole ont dominé une grande partie du XX^e siècle, notamment durant la Première Guerre mondiale, lorsque la perte de pétrole roumain a contribué à la débâcle allemande sur le front de l'Ouest en 1918.

Une évolution rapide des prix des matières premières peut également bouleverser le paysage géopolitique et déclencher une instabilité politique, sinon pire. Et aujourd'hui, le pétrole semble évoluer dans le même sens que le bois et l'acier, en perdant de son importance stratégique. De grandes quantités d'énergie seront encore nécessaires aux activités de bases de la vie moderne, notamment le traite-

ment et le stockage des données. Mais cette énergie va plus en plus provenir d'autres sources.

Cela aura probablement des conséquences sur notre époque, car l'affaiblissement des prix du pétrole sape les régimes autoritaires qui contrôlent les principaux producteurs. De nombreuses preuves universitaires établissent un lien entre la dépendance en ressources naturelles et une mauvaise gouvernance : c'est ce que l'on appelle la « malédiction des ressources ». Quelles que soient les nombreuses différences entre le Nigeria, le Venezuela, l'Arabie Saoudite, la Russie, l'Iran et l'Irak, ces pays ont tous une chose en commun : les revenus du pétrole ont fait irruption dans le système politique et l'ont transformé en une lutte à mort pour le butin. Avec la chute des prix, les bandits au pouvoir vont cesser de se battre entre eux et avec leurs voisins.

Les leaders des pays producteurs de pétrole s'empresent dès à présent de concocter des argumentations en vue d'expliquer les revers de fortune de leurs pays. Le Président du Venezuela Nicolás Maduro a repris les vieux slogans populistes de gauche de l'Amérique latine, pour mieux montrer du doigt les États-Unis. De même, les dirigeants russes font des parallèles entre les événements actuels et la chute des prix du pétrole qui a sapé l'Union soviétique. Si l'on en croit ces argumentations, dans les deux cas les États-Unis sont coupables, la fracturation hydraulique en Oklahoma ou en Pennsylvanie étant des exemples de la projection de la puissance des États-Unis à l'étranger.

En d'autres termes, les défis de sécurité impliqués par la chute des prix du pétrole risquent d'être plus importants que les risques économiques. Mais les problèmes de sécurité peuvent coûter cher. Par exemple, les difficultés de l'Union européenne en 2015 vont probablement s'aggraver et prendre de l'ampleur. Il y a donc de solides arguments à faire valoir, pour que les pays riches utilisent la manne financière due à la baisse des prix du pétrole en vue de financer les efforts pour faire face aux conséquences géopolitiques. Dans cette optique, la récente proposition du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble de financer l'hébergement des réfugiés par une taxe pétrolière européenne est tout à fait logique.

Les responsables politiques des pays industrialisés doivent arrêter de penser à la baisse du prix du pétrole sous l'angle de ses risques économiques et commencer plutôt à examiner ses implications géopolitiques. Étant donné l'ampleur probable des défis à venir, la coordination politique sera nécessaire. Le retour de bâton d'un pétrole moins cher que jamais est un problème qu'aucun pays n'est susceptible de pouvoir traiter par ses propres moyens.

* Professeur émérite au Centre pour l'Innovation sur la Gouvernance Internationale.



POUR

Le Quotidien

Editions Nouvelles d'Information D'ORAN

La nouvelle anormalité de l'économie mondiale

PAR NOURIEL
ROUBINI

Président de Roubini Global Economics et professeur d'économie à l'Université de New York (Stern School of Business, NYU)

Et il y a bien plus. La chute du prix du pétrole, le manque de liquidités sur les marchés, l'endettement croissant des sociétés (sur-tout américaines) du secteur de l'énergie et la fragilité des pays exportateurs de pétrole alimentent la crainte de défauts de paiement et de crise systémique sur les marchés du crédit. Il faut aussi compter avec les inquiétudes prolongées relatives à l'Europe - une Brexit (sortie de la Grande Bretagne hors de l'UE) devenant de plus en plus probable et les partis populistes de droite comme de gauche gagnant du terrain à travers le continent.

Ces risques sont d'autant plus menaçants que certaines tendances à moyen terme laissent entrevoir une croissance médiocre généralisée. En 2016 l'économie mondiale continuera à présenter une Nouvelle anormalité en termes de production, de politique économique, d'inflation, de comportement des marchés financiers et de prix des principaux actifs.

Alors en quoi exactement l'économie mondiale est-elle aujourd'hui anormale ? Cela tient à cinq anomalies.

La première : la croissance potentielle des pays développés et émergents diminue en raison du fardeau de la dette publique et privée, de toutes les incertitudes qui freinent les investissements et du vieillissement rapide de la population (ce qui implique une épargne à la hausse et des investissements à

NEW YORK – Depuis le début de l'année, l'économie mondiale est confrontée à une nouvelle période de grande volatilité des marchés financiers, ce qui se traduit par la chute des prix brutale des actions et des autres actifs à risque. De nombreux facteurs sont en cause : l'inquiétude quant à un atterrissage brutal de l'économie chinoise, la crainte du fléchissement de la croissance américaine au moment où la Fed commence à augmenter les taux d'intérêt, la peur de l'escalade du conflit irano-saoudien et les signes de grande faiblesse affichés par la demande mondiale - avec en tête la dégringolade du prix du pétrole et des matières premières.

la baisse). Par ailleurs, de nombreuses innovations technologiques n'ont pas débouché sur une amélioration de la productivité, le rythme des réformes structurelles reste lent et la stagnation procyclique qui s'éternise érode la compétence des travailleurs et retentit sur le capital physique.

Deuxième anomalie : la croissance réelle est anémique et reste inférieure à la tendance potentielle en raison du douloureux processus de désendettement qui a débuté aux USA, ensuite en Europe et maintenant dans les pays émergents surendettés.

Troisième anomalie : les choix économiques - en particulier les mesures monétaires - sont de moins en moins orthodoxes. La distinction entre politique monétaire et budgétaire devient de plus en plus floue. Il y a 10 ans, qui avait entendu parler de taux d'intérêt nul, de relâchement monétaire, de relâchement du crédit, de communication prospective [*forward guidance*], de dépôts bancaires à taux d'intérêt négatif ou d'intervention non stérilisée sur le marché des changes [intervention sur le taux de change sans neutralisation de l'impact de la variation des réserves de change sur la masse monétaire] ? Personne, parce que ces outils non orthodoxes de politique monétaire n'existaient pas. Mais ils sont devenus la norme dans la plupart des pays avancés - et même dans certains pays émergents.

Quant aux décisions récentes et aux signaux envoyés par la Banque centrale européenne et la Banque du Japon, ils renforcent l'impression qu'il y

aura encore davantage de mesures non orthodoxes dans l'avenir. Certains observateurs ont vu dans toutes ces mesures (et dans le gonflement concomitant du bilan des banques centrales) une forme de dépréciation des devises fiduciaires. Selon eux, il devait en résulter une inflation galopante (voire une hyperinflation), une forte hausse des taux d'intérêt à long terme, un effondrement du dollar, une montée en flèche du prix de l'or et d'autres matières premières et le remplacement de devises fiduciaires dévaluées par des cryptomonnaies comme le bitcoin.

Au lieu de cela - et c'est la quatrième anomalie - l'inflation est encore trop faible et reste orientée à la baisse dans les pays avancés, malgré les mesures non orthodoxes et les bilans à la hausse. Le défi pour les banques centrales consiste donc à relancer l'inflation, ou à tout le moins à éviter la déflation. En même temps, les taux d'intérêt à long terme ont continué à baisser ces dernières années, la valeur du dollar a augmenté, le prix de l'or et des matières premières a chuté et le bitcoin a connu le pire résultat de toutes les devises en 2014-2015.

Le niveau quasi nul de l'inflation tient à ce que le lien traditionnel de cause à effet entre la masse monétaire et les prix a été rompu, essentiellement parce que les banques accumulent la masse monétaire supplémentaire sous forme d'un excédent de réserve, plutôt que de le prêter (en économie, on dit que la vitesse de circulation de la monnaie diminue brusquement). Par ailleurs le chômage reste élevé, ce qui

fait que les travailleurs ne sont guère en position de négocier. Et dans de nombreux pays on note un manque de tension très prononcé sur les marchés de produits, avec pour les entreprises un important écart de production et une faible marge de manœuvre pour fixer les prix (un problème de surcapacité exacerbé par le surinvestissement chinois).

Cinquième anomalie : après une baisse massive des prix de l'immobilier résidentiel dans des pays dont l'économie a évolué en dents de scie, le prix du pétrole, de l'énergie et d'autres matières premières s'est effondré. Cela résulte du ralentissement chinois, d'un dollar fort qui diminue le prix des matières premières et de l'augmentation de l'offre en énergie et en métaux industriels (après des explorations couronnées de succès et un excès d'investissement dans les nouveaux gisements).

Les récentes turbulences des marchés ont déclenché la déflation de la bulle mondiale des actifs due au relâchement monétaire, même si la généralisation de mesures monétaires non orthodoxes risque de la prolonger encore un certain temps. Dans la plupart des pays avancés et émergents, la situation de l'économie réelle est très mauvaise, tandis qu'encore récemment les marchés financiers atteignaient de nouveaux sommets, aidés en cela par l'intensification du relâchement monétaire par les banques centrales. La question est de savoir combien de temps les marchés financiers et l'économie réelle pourront diverger.

Mais cette divergence n'est qu'un des aspects de l'anormalité de l'économie mondiale, l'autre étant la faible réaction des marchés financiers - au moins jusqu'à présent - à l'augmentation des risques géopolitiques (notamment ceux liés au Moyen-Orient), à la crise identitaire de l'Europe, à la hausse des tensions en Asie et à une Russie plus agressive. A nouveau, on peut se demander combien de temps encore les marchés pourront faire fi non seulement l'économie réelle, mais aussi des risques politiques.

Bienvenue dans l'ère de la Nouvelle anormalité en termes de croissance, d'inflation, de politique monétaire et de prix des actifs. Elle va durer, alors autant s'y habituer...

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

La science économique dans un âge d'abondance

BERKELEY – Jusqu'à très récemment, l'un des plus grands défis de l'humanité consistait à s'assurer qu'il y ait assez à manger. Depuis l'aube de l'agriculture jusque tard dans l'ère industrielle, la condition humaine commune était caractérisée par ce que les nutritionnistes et les experts de la santé publique décriraient comme un stress nutritionnel biomédical grave et dommageable.



PAR J. BRADFORD DELONG

Professeur d'économie à l'Université de Californie à Berkeley et chercheur associé au National Bureau of Economic Research

Il y a environ 250 ans, l'Angleterre géorgienne était la société la plus riche qui ait jamais existé, et pourtant de graves pénuries alimentaires affligeaient encore de larges segments de la population. Les adolescents envoyés à la mer par la Marine Society pour être les serviteurs des officiers étaient un demi-pied (15 centimètres) plus petits que les fils de la noblesse. Un siècle de croissance économique plus tard, la classe ouvrière aux États-Unis dépensait encore, pour chaque dol-

lar supplémentaire gagné, 40 cents à l'obtention de davantage de calories.

Aujourd'hui, la pénurie alimentaire n'est plus un problème, au moins dans les pays à revenu élevé. Aux États-Unis, environ 1% de la population active est en mesure de produire suffisamment de nourriture pour fournir suffisamment de calories et de nutriments essentiels à l'ensemble de la population, nourriture qui est transportée et distribuée par un autre 1% de la population active. Cela ne correspond pas à l'ensemble du secteur alimentaire, bien sûr. Mais la plupart de ce qui est fait par les 14% restants de la population active qui a pour mission de fournir de la nourriture pour nos bouches consiste à rendre ce que nous mangeons plus savoureux ou plus pratique - des emplois qui relèvent plus du divertissement ou de l'art que de la nécessité.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont maintenant ceux de l'abondance. En effet, en ce qui concerne les travailleurs qui s'occupent de notre alimentation, nous pouvons ajouter environ 4% de la population active qui, en tant qu'infirmières, phar-

maciens ou éducateurs, nous aident à résoudre les problèmes résultant du fait d'avoir consommé trop de calories ou de mauvais types des nutriments.

Il y a plus de 20 ans, Alan Greenspan, alors président de la Réserve fédérale américaine, avait été l'un des premiers à souligner que la croissance du PIB aux États-Unis était de moins en moins tirée par le comportement des consommateurs tentant d'acquiescer plus de choses. Ceux de la classe moyenne prospère préféraient de plus en plus pouvoir communiquer, rechercher des informations et acquiescer les bonnes choses, leur permettant de vivre leur vie conformément à leurs désirs.

Bien sûr, le reste du monde est toujours confronté à des problèmes de pénurie ; environ un tiers de la population du monde se bat pour obtenir assez de nourriture. Et il n'y a aucune garantie que ces problèmes se résolvent au futur. Il convient de rappeler que, il y a un peu plus de 150 ans, à la fois Karl Marx et John Stuart Mill pensaient que l'Inde et la Grande-Bretagne convergeraient économiquement en maximum trois générations.

Nous ne sommes pas à court de problèmes préoccupants : la puissance destructrice de nos armes nucléaires, l'entêtement de nos politiciens, les perturbations sociales, potentiellement énormes, qui seront causées par le changement climatique. Néanmoins, la priorité numéro un pour les économistes - en fait, pour l'humanité - est de trouver des moyens de stimuler une croissance économique équitable.

Ceci dit, la deuxième mission - élaborer des théories économiques capables de guider les sociétés dans un âge d'abondance - n'est pas moins compliquée. Certains des problèmes qui sont susceptibles d'émerger sont déjà en train de devenir évident. Aujourd'hui, beaucoup de personnes tirent leur estime de soi de leurs emplois. Si le travail devient une partie moins importante de l'économie, et si, en particulier, les hommes en âge de travailler représentent une plus petite proportion de la population active, les problèmes d'inclusion sociale deviendront inévitablement à la fois plus chroniques et plus aigus.

Une telle tendance pourrait avoir des conséquences dépassant largement les aspects personnels ou émotionnels. Elle pourrait créer une population qui serait, pour emprunter une expression des économistes lauréat du prix Nobel George Akerlof et Robert Shiller, facilement victime de « phishing » pour « phools ». En d'autres termes, une population qui sera ciblée par des personnes dont l'objectif principal n'est pas le bien-être de la population - des fraudeurs comme Bernie Madoff, des intérêts d'entreprises comme McDonalds ou les compagnies de tabac, le gourou du mois, ou des gouvernements à court de liquidités organisant des loteries qui exploitent les joueurs.

Des problèmes comme ceux-ci auront besoin d'un type très différent de science économique que celle proposée par Adam Smith. Au lieu de chercher à protéger la liberté naturelle chaque fois que c'est possible, et de créer des institutions qui génèrent le moins de distorsions possible par rapport à cette liberté dans les autres cas, le principal défi sera d'aider les gens à se protéger de la manipulation.

Bien sûr, il n'est pas évident que les économistes auront un avantage comparatif face à ces problèmes. Mais, pour l'instant du moins, des économistes comportementaux comme Akerlof, Shiller, Richard Thaler et Matthew Rabin semblent être en tête du peloton. En tout cas, il suffit de regarder les gros titres des journaux pour comprendre que la question est devenue une caractéristique déterminante de notre époque économique.

Traduit de l'anglais par Timothée Demont

Rebâtir une Maison de la Sagesse en terres musulmanes

GUILDFORD - Les gouvernements musulmans ont conscience de cette réalité selon laquelle croissance économique, puissance militaire et sécurité nationale dépendent inéluctablement des avancées technologiques.



PAR JIM AL-KHALILI

*Professeur de physique théorique et dirige l'initiative de sensibilisation du public aux sciences à l'Université de Surrey **

nombre d'entre eux ont considérablement accu les financements en matière de sciences et d'éducation au cours des dernières années. Malgré tout, aux yeux de nombreux observateurs – et notamment occidentaux - le monde musulman semble encore aujourd'hui préférer se tenir à l'écart des sciences modernes.

Ces nombreux sceptiques n'ont pas totalement tort. Les pays à majorité musulmane investissent en moyenne moins de 0.5 % de leur PIB dans la recherche et développement, soit cinq fois moins que les économies développées. Ils n'abritent par ailleurs que moins de dix scientifiques, ingénieurs et techniciens pour un millier d'habitants, par rapport à une moyenne mondiale de 40 – et de 140 dans les pays développés. Et encore, ces chiffres n'illustrent entièrement la gravité du problème, qui réside moins dans le volume des dépenses ou le nombre de chercheurs employés que dans la qualité intrinsèque des sciences produites.

Bien entendu, il ne serait pas juste d'asséner exclusivement cette critique au pays musulmans, dans la mesure où, au sein même d'un Occident dit « des Lumières », un nombre fâcheusement croissant de citoyens aborde les sciences avec suspicion, voire crainte. Il n'en demeure pas moins que dans certaines régions du monde musulman, la science se trouve confrontée à un défi unique : elle y est considérée comme une construction occidentale laïciste, voire athéiste.

Trop de musulmans ont oublié – ou n'ont jamais étu-

dié – les brillantes contributions scientifiques ap-

portées par un certain nombre de savants islamiques il y a un millier d'années. Ils ne considèrent pas les sciences modernes comme neutres ou comme dissociables des enseignements de l'islam.

En effet, certains auteurs islamiques de renom sont même allés jusqu'à considérer que les disciplines scientifiques telles que la cosmologie mettaient à mal le système de croyance de l'islam. D'après le philosophe musulman Osman Bakar, si la science se trouve attaquée c'est parce qu'elle « cherche à expliquer des phénomènes naturels sans faire intervenir aucune cause spirituelle ou métaphysique, mais uniquement des causes observables ou matérielles. »

Bakar a naturellement raison. Chercher à expliquer les phénomènes naturels sans recourir à la métaphysique, tel est précisément l'objectif de la science. Mais difficile d'imaginer meilleure définition des sciences que celle exprimée il y a presque 1 000 ans exactement par le savant perse et musulman du XI^e siècle Abu Rayhan al-Biruni. « Il s'agit au sens général de la connaissance, qui est poursuivie uniquement par l'homme, et qui l'est pour le bien de la connaissance elle-même, car son acquisition est véritablement délicate et diffère des plaisirs auxquels l'homme aspire dans ses autres quêtes, » écrit al-Biruni. « Car le bien ne peut être suscité, et le mal ne peut être évité, excepté par la connaissance. »

Fort heureusement, de plus en plus de musulmans s'entendraient aujourd'hui avec cette définition. Et compte tenu des tensions et de cette polarisation qui opposent le monde musulman à l'Occident, il n'est pas surprenant que beaucoup s'indignent lorsqu'on les accuse d'être culturellement et intellectuellement mal équipés sur le chemin de la compétitivité scientifique et technologique. C'est précisément la raison pour laquelle les gouvernements de l'actuel monde musulman augmentent substantiellement leur budget de R&D.

Mais le simple fait d'investir de l'argent autour cette problématique ne résoudra pas la situation. Les scientifiques ont évidemment besoin de financements suffisants, mais la compétitivité à l'échelle mondiale exige bien plus que de simples équipements flamboyants. Il est nécessaire d'appréhender l'ensemble des infrastructures qui constituent l'environnement de la recherche.

Ceci exige non seulement de faire en sorte que les techniciens de laboratoire comprennent comment uti-

liser et entretenir leurs équipements, mais également – aspect beaucoup plus important – de nourrir la liberté intellectuelle, le scepticisme, et le courage de soulever ces questions peu orthodoxes dont dépendent les progrès scientifiques.

Si le monde musulman doit un jour redevenir le centre d'innovation qu'il était autrefois, il serait utile de



réinscrire dans les mémoires cet « Âge d'or » musulman qui s'étendit du VIII^e siècle jusqu'à une bonne partie du XV^e. L'année 2021 marquera par exemple le millénaire de la publication de l'ouvrage d'Ibn al-Haytham intitulé « Traité d'optique », l'un des textes majeurs de l'histoire des sciences. Rédigé plus de 600 ans avant la naissance d'Isaac Newton, cet ouvrage d'al-Haytham est largement reconnu comme l'une des plus anciennes illustrations de la méthode scientifique moderne.

Parmi les plus célèbres épicentres de cette période intellectuelle figure la Maison de la Sagesse de Bagdad, qui constituait à l'époque la plus grande bibliothèque au monde. Même si les historiens se disputent autour de la véritable existence et fonction de ce lieu, le débat revêt bien moins d'importance que la puissance symbolique qu'exerce encore aujourd'hui cette demeure légendaire sur le monde musulman.

Lorsque les chefs d'État du Golfe évoquent leur volonté de bâtir un nouvelle Maison de la Sagesse pour plusieurs milliards de dollars, ils ne se préoccupent pas du fait que l'édifice originel n'ait été qu'une modeste bibliothèque léguée par un vieil homme à son fils calife. Ils souhaitent tout simplement faire renaître l'esprit d'une libre quête de connaissance, esprit devenu absent de la culture islami-

que, et qu'il est urgent de ranimer. D'importants obstacles restent à surmonter sur cette voie. De nombreux pays consacrent aux technologies militaires une part inhabituellement importante de leurs financements de recherche, phénomène alimenté davantage par la géopolitique et par les stratégies qui s'opèrent aujourd'hui au Moyen-Orient que par une pure soif de connaissance.

Les jeunes scientifiques et ingénieurs les plus talentueux de Syrie ont à l'esprit certaines questions plus urgentes que la recherche et les innovations fondamentales. Et rares sont sans doute les acteurs du monde arabe à considérer les avancées technologiques du nucléaire iranien avec la même sérénité que les évolutions du secteur des logiciels en Malaisie.

Il n'en demeure pas moins important de reconnaître combien les pays musulmans pourraient contribuer à l'humanité en nourrissant à nouveau cet esprit de curiosité qui caractérise la quête scientifique – aussi bien dans le but de s'émerveiller devant une création divine que de tout simplement chercher à comprendre pourquoi les choses sont ce qu'elles sont.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

*** Il interviendra lors du Sommet de Dubaï sur la gouvernance, du 8 au 10 février.**

Moduler les traitements de l'anxiété

NEW YORK - Lorsque les chercheurs veulent procéder à l'évaluation de l'efficacité de nouveaux traitements contre l'anxiété, la méthode traditionnelle consiste à étudier la réaction des rats ou des souris mis en situation d'inconfort ou de stress.



PAR JOSEPH LE DOUX

*Professeur des sciences de la neuropsychologie et de la pédopsychiatrie à l'Université de New York**

Les rongeurs fuient les endroits ouverts très éclairés, car ils deviendraient des proies faciles dans la nature. Leur instinct dans les dispositifs d'essai est de trouver des coins peu éclairés ou proches des murs. La durée où un animal médicamenteux passe dans les zones où il n'est pas protégé détermine l'efficacité du médicament pour le traitement de l'anxiété.

Or les médicaments obtenus à l'aide de cette méthode ne font pas grand-chose pour soulager l'anxiété des personnes qui en souffrent.

Les patients comme leurs thérapeutes estiment que les choix offerts – notamment les benzodiazépines comme Valium et les inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine comme Prozac ou Zoloft – sont des traitements inadéquats pour l'anxiété. Après des décennies de recherches, certaines des plus grandes pharmaceutiques baissent pavillon et cessent d'entreprendre de nouveaux projets de mise au point de médicaments contre l'anxiété.

Mais on ne peut se permettre d'abandonner la partie quand il s'agit de traitement pour les symptômes

que l'on regroupe sous la rubrique des troubles de l'anxiété, qui englobe les problèmes liés à la peur et à l'anxiété. L'émotion de peur surgit lorsqu'une source potentielle de danger est à proximité ou est susceptible de se présenter, tandis que l'émotion d'anxiété implique généralement la possibilité de dangers à venir. Mondialement, le taux de prévalence des troubles d'anxiété est autour de 15 % et les coûts sociaux sont énormes. À la fin des années 1990, les estimations du fardeau économique de l'anxiété comptaient pour plus de 40 milliards \$. Le coût total est considérablement plus élevé, car bon nombre de troubles d'anxiété ne sont jamais diagnostiqués.

Contre toutes les attentes, les médicaments les plus fréquemment prescrits contre l'anxiété ne s'attaquent pas au fond du problème, car ils agissent exactement comme ils le devraient à savoir selon les critères avec lesquels ils ont été créés. La plupart des traitements sur la base des études utilisant des souris et des rats rendent la vie plus facile aux personnes souffrant des troubles d'anxiété. Mais ce qu'ils ne parviennent pas à faire c'est de réellement amoindrir les craintes et l'anxiété dont ils souffrent.

La raison en est simple. Les systèmes cérébraux qui gouvernent les réactions comportementales à des situations dangereuses sont les mêmes pour les rongeurs et les humains et logent dans les zones les plus anciennes du cerveau qui fonctionnent sans faire intervenir la conscience (par exemple, l'amygdale). Par contre, les systèmes qui produisent des épisodes conscients, notamment des émotions de peur et d'anxiété, font intervenir le néocortex plus récent sur le plan évolutionnaire, beaucoup plus développé dans le cerveau humain que dans celui des rongeurs.

Les émotions conscientes dépendent aussi des capacités linguistiques propres à l'humain – ses aptitudes pour concevoir et désigner les émotions qu'il ressent en son for intérieur. Il est plutôt révélateur que dans beaucoup de langues les mots foisonnent pour décrire les divers degrés de peur et d'anxiété : la peur, la crainte, l'appréhension, le malaise, l'énervement, l'inquiétude, l'angoisse, la méfiance, la nervosité, le stress et ainsi de suite.

En conséquence, même si les études effectuées sur des animaux sont utiles pour prédire les façons dont un médicament influera sur des réflexes déclenchés en présence de stimuli signalant une menace, ils sont moins efficaces lorsqu'interviennent les émotions conscientes de la peur et de l'anxiété.

Les médicaments offerts peuvent aider les patients qui, afin d'éviter des situations qui inspirent la peur ou l'anxiété, comme des stations de métro bondées ou bien le jugement de ses collègues ou de son supérieur, ont cessé de se rendre au travail. Comme le comportement des rats médicamenteux qui est moins inhibé (capable de tolérer des endroits ouverts et éclairés), les patients prenant des médicaments contre l'anxiété sont plus enclins à revenir au travail. Mais, parce que les traitements n'agissent pas directement sur les processus conscients du cerveau, l'anxiété, comme telle, ne quitte pas toujours le patient.

Pour que les traitements deviennent plus efficaces, nos méthodes devront être plus modulées. Il faudra traiter différemment les systèmes qui passent par l'inconscient de ceux qui conduisent à des émotions liées à la conscience. Ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il faille améliorer les médicaments. Les réactions non conscientes peuvent aussi être traitées par une thérapie d'exposition, dans laquelle des interactions répétées avec un stimulus menaçant sont orchestrées afin d'en atténuer les effets psychologiques.

Les conclusions sur les modes de fonctionnement des mécanismes cérébraux conscients et inconscients peuvent nous permettre de rendre les thérapies d'exposition plus efficaces. L'idée de base est que les symp-

tômes découlant des processus inconscients doivent être ciblés séparément de ceux qui font intervenir les processus conscients.

Je recommande le protocole suivant. Commencer par les expositions inconscientes (en utilisant la stimulation subliminale pour contourner les pensées et les émotions conscientes qui peuvent surgir et interférer avec le processus d'exposition) dans le but d'atténuer la réaction des zones cérébrales comme l'amygdale. Une fois neutralisé l'effet des mécanismes inconscients, exposer les zones cérébrales de la conscience pour traiter des symptômes liés à la conscience. Finalement, employer davantage les psychothérapies traditionnelles : les échanges verbaux avec le thérapeute qui visent à aider le patient à changer son état émotionnel, à réévaluer ses souvenirs, à lui faire accepter ses propres circonstances, à se doter de stratégies d'adaptation, et ainsi de suite.

Les médicaments ne sont pas exclus de cette méthode, mais ils ne servent pas de panacées à long terme. Ils peuvent plutôt être utilisés pour optimiser l'efficacité du traitement par exposition (le produit pharmaceutique d-cyclosérine s'avère prometteur à cet égard).

Évidemment, il faudra évaluer, dans les règles de l'art, l'efficacité d'une méthode qui intègre le fait que des systèmes cérébraux différents génèrent différents symptômes, mais à en juger les études sur ce sujet, elle devrait fonctionner. Ces types de traitement auraient aussi pour avantage d'être non effracts et de ne nécessiter qu'un simple recentrage des procédures les plus répandues. Vu l'envergure du problème, une solution si facile à atteindre ne devrait pas être laissée au hasard.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

***Directeur de l'Institut du cerveau émotionnel à l'Institut Nathan Kline et à l'Université de New York. Son dernier livre est Anxious: Using the Cerveau to Understand and Treat Fear and Anxiété (Anxieux : se servir du cerveau pour comprendre la peur et l'anxiété).**

Quel type de relance pour l'économie chinoise ?

SHANGHAI - Le basculement de la Chine d'un modèle de croissance basé sur l'exportation à un autre basé sur les services et la consommation des ménages est bien plus chaotique que ce que l'on aurait pu croire. Cela tient notamment aux décrochages de la Bourse et à la volatilité des taux de change qui suscitent des craintes quant à la stabilité de l'économie du pays. Pourtant au regard de l'Histoire, l'économie chinoise se porte bien - on pourrait même dire très bien, compte tenu d'une croissance du PIB proche de 7%. Mais le succès économique de l'empire du Milieu au cours des trois dernières décennies a suscité des attentes fortes.



PAR JOSEPH E. STIGLITZ

Prix Nobel d'économie *

Retenons une leçon fondamentale : les marchés de type chinois sont aussi volatiles et difficiles à contrôler que les marchés de type américain. Les marchés ont leur vie propre et de ce fait ils sont difficiles à maîtriser. Et dans la mesure où on peut les contrôler, c'est en établissant la règle du jeu en toute transparence. Tous les marchés doivent être réglementés. Une bonne réglementation aide à les stabiliser, une mauvaise - aussi bien intentionnée soit-elle - peut avoir l'effet opposé.

Ainsi, depuis le crash des marchés financiers de 1987 aux USA, l'importance des coupe-circuit boursiers est reconnue ; mais s'ils sont mal conçus, ils accroissent la volatilité. S'il existe un double système de coupe-circuit - la suspension des opérations à court terme et à long terme - et s'ils sont trop rapprochés l'un de l'autre, une fois le premier actionné, les acteurs du marché réalisant que le second va sans doute l'être aussi, risquent de se ruer vers la sortie.

Par ailleurs, les marchés peuvent évoluer plus ou moins indépendamment de l'économie réelle. La Grande récession qui a eu lieu récemment en est un exemple. Alors que la Bourse américaine a repris de la vigueur, l'économie réelle n'est pas entièrement sortie de l'ornière. Néanmoins, la volatilité de la Bourse et des taux de change peut

être lourde de conséquences. L'incertitude peut entraîner une baisse de la consommation et des investissements (c'est pourquoi il faut viser à une réglementation qui favorise la stabilité).

La régulation de l'économie réelle joue un rôle encore plus important. En Chine aujourd'hui comme aux USA il y a 35 ans, on débat de savoir s'il faut agir sur l'offre ou sur la demande pour restaurer la croissance. L'expérience des USA et de beaucoup d'autres pays peut fournir une réponse.

Premier point à souligner : agir sur la demande se fait au mieux en période de plein emploi. En cas de demande insuffisante, l'amélioration de l'offre se traduit par une sous-utilisation plus marquée des ressources. Faire passer la main d'œuvre d'une situation de faible productivité à une situation de productivité nulle (le chômage) n'augmente pas la production. Aujourd'hui, l'insuffisance de la demande agrégée exige des mesures favorables aux dépenses.

Ces dépenses peuvent avoir toute leur utilité. La Chine doit à tout prix réduire les inégalités, lutter contre la dégradation de l'environnement, créer des villes où il fait bon vivre, investir dans la santé publique, l'éducation, les infrastructures et la technologie. Les autorités doivent également renforcer la réglementation pour garantir la sécurité en matière d'alimentation, de construction, de production pharmaceutique et dans de nombreux autres domaines. Le bénéfice social de ces mesures dépasse largement leur coût.

Dans le passé, la Chine a eu trop souvent recours au financement par la dette. Mais il lui est facile d'élargir la base fiscale afin d'accroître l'efficacité et/ou l'équité de son système économique. Une taxe environnementale permettrait d'améliorer la qua-

lité de l'air et de l'eau et rapporterait des sommes non négligeables, une taxe sur les automobiles améliorerait la qualité de vie urbaine, un impôt foncier et un impôt sur les bénéfices du capital encourageraient les investissements dans des activités productives et stimuleraient la croissance. Autrement dit, conçue correctement, une politique budgétaire équilibrée - l'augmentation de la fiscalité et parallèlement celle des dépenses - pourrait constituer un stimulant économique efficace.

La Chine doit éviter le piège d'une politique de relance par l'offre mal inspirée. Aux USA, on a gaspillé des ressources en construisant des maisons de mauvaise qualité au milieu du désert du Nevada. Cependant, la première priorité n'est pas de démolir ces maisons pour consolider le marché immobilier, mais de veiller à une distribution judicieuse des ressources.

Dès les premières semaines de n'importe quel cours élémentaire d'économie on enseigne un principe de base : ne pas se raccrocher au passé - ne pas se lamenter sur la casserole de lait qui a débordé. L'acier à faible coût (grâce à des prix inférieurs au coût moyen de production à long terme, mais au-dessus du coût marginal) peut être un atout pour d'autres secteurs industriels.

Par exemple ce serait une erreur de mettre fin à la surcapacité de l'Amérique dans le domaine des fibres optiques qui ont rapporté des bénéfices considérables aux firmes américaines dans les années 1990. Il faut toujours comparer le potentiel d'utilisation future d'un produit ou d'un dispositif au coût minimum de sa maintenance.

La Chine est confrontée à un véritable défi. Elle devra répondre au problème de surcapacité de son appareil de production et simultanément aider les tra-

vailleurs susceptibles de perdre leur emploi et répondre aux appels au secours des entreprises soucieuses de minimiser leurs pertes. Mais si le gouvernement combine relance par la demande et mesures efficaces contre le chômage, il pourra adopter une politique optimale - ou à tout le moins raisonnable - de restructuration économique.

La Chine connaît également un problème macro-déflationniste. La surcapacité de production pousse les prix à la baisse, ce qui aggrave la situation des entreprises endettées. Plutôt que d'accroître l'offre, il vaut mieux accroître substantiellement la demande et s'opposer ainsi aux pressions déflationnistes.

Les principes économiques et les facteurs politiques liés à cette situation sont donc bien connus. Mais trop souvent le débat sur l'économie chinoise a été dominé par des propositions naïves de stimulation de l'offre, accompagnées de critiques à l'égard de la politique de relance par la demande adoptée après la crise financière mondiale de 2008. La relance par la demande était loin d'être parfaite, elle a été décidée rapidement, dans le contexte d'une crise soudaine. Mais c'était bien mieux que rien du tout.

Il vaut mieux utiliser les outils à sa disposition, même de manière imparfaite, plutôt que de ne pas y recourir du tout. Sans son plan de relance après la crise de 2008, la Chine aurait été touchée par un chômage bien plus important. Si les autorités adoptent une politique mieux conçue de relance par la demande, elles auront par la suite une plus grande latitude pour jouer largement sur l'offre. Cela sera d'autant plus facile que l'augmentation de la demande aura diminué l'offre excédentaire.

Ce qui se joue maintenant de l'autre côté de la planète n'est pas simplement un débat académique entre économistes occidentaux favorables les uns à une relance par l'offre et les autres à une relance par la demande. Le choix de la Chine aura des conséquences sur les résultats et les perspectives économiques à travers le monde.

Traduit de l'anglais par
Patrice Horovitz

* Professeur à l'université de Columbia à New-York et économiste en chef à l'Institut Roosevelt.

La Chine et la grande évasion des capitaux



PAR KENNETH ROGOFF

Professeur d'économie et de sciences politiques à l'Université de Harvard. Il a été économiste en chef du FMI

Il peut sembler étrange qu'un pays qui connaissait un excédent commercial de plus de 600 milliards de dollars en 2015 doive se préoccuper de la faiblesse de sa monnaie. Mais une combinaison de facteurs - notamment le ralentissement de la croissance et la levée progressive des restrictions sur les investissements à l'étranger - a libéré un torrent de capitaux qui fuient le pays.

Les Chinois peuvent désormais transférer à l'étranger 50 000 dollars par an. Si seulement 5% des Chinois profitaient de cette autorisation, les réserves en devises étrangères de la Chine fondraient comme neige au soleil. Quant aux entreprises chinoises qui disposent d'importantes liquidités, elles utilisent toutes sortes de stratagèmes pour les faire sortir du pays. Une méthode parfaitement légale consiste à faire un prêt en yuan et à se faire rembourser en devises étrangères.

Une méthode qui l'est beaucoup moins consiste à émettre de fausses factures ou des factures artificiellement élevées - une sorte de blanchiment de l'argent. Ainsi un exportateur chinois peut déclarer aux autorités un prix inférieur à la réalité pour une vente réalisée auprès d'un importateur américain et placer discrètement dans une banque américaine la différence en dollars (qu'il pourra utiliser pour acheter un Picasso).

Maintenant que les entreprises chinoises rachètent en grand nombre des entreprises américaines et européennes, le blanchiment des capitaux peut même se faire au sein même de l'entreprise. Ce ne sont pas les Chinois qui ont trouvé cette idée. Après la Deuxième Guerre mondiale,

CAMBRIDGE - Depuis le début de l'année, la perspective d'une dévaluation massive du yuan plane sur les marchés mondiaux telle une épée de Damoclès. Aucune autre forme d'incertitude liée à un choix politique n'est aussi déstabilisante. La plupart des observateurs estiment que la Chine devra laisser son taux de change flotter librement au cours de la prochaine décennie. Du fait de la contradiction entre les impératifs politiques et économiques chinois, la question est de savoir quelle va être la gravité des problèmes qui vont se manifester dans l'intervalle.

alors que le contrôle des changes étouffait une Europe ruinée, les flux de capitaux illégaux qui s'échappaient du continent représentaient 10% du montant des échanges, voire davantage. En tant que grande puissance commerciale, il est pratiquement impossible à la Chine de stopper la fuite des capitaux quand l'incitation à les transférer à l'étranger devient trop forte.

Malgré un gigantesque excédent commercial, la Banque populaire de Chine a été contrainte d'intervenir pour pousser à la hausse le taux de change - au point que les réserves en devises étrangères ont diminué de 500 milliards de dollars en 2015. Avec un contrôle des capitaux aussi inefficace, le trésor de guerre chinois, 3 000 milliards de dollars, ne sera pas suffisant pour soutenir l'économie ad eternam. En réalité, plus les gens s'inquiètent de la chute du taux de change, plus ils veulent sur le champ faire sortir leurs capitaux du pays. Et leur inquiétude à son tour pousse la Bourse chinoise à la baisse.

Dans les milieux boursiers, on spéculait beaucoup autour de l'idée que les Chinois pourraient décider d'une dévaluation unique et brutale (de 10% par exemple) pour affaiblir suffisamment le yuan de manière à diminuer la pression à la baisse sur le taux de change. Mais au-delà de fournir de l'eau au moulin de Donald Trump et de ceux qui pensent comme lui que la Chine est un partenaire commercial mal intentionné, ce serait une stratégie dangereuse pour un gouvernement qui n'a pas la confiance des marchés financiers. Le principal risque est de voir une dévaluation massive interprétée comme le signe d'un ralentissement de l'économie chinoise bien plus marqué que ce que l'on croit, ce qui encouragerait encore davantage la fuite des capitaux.

Il ne sera pas facile à la Chine d'améliorer sa communication avec les marchés si elle ne parvient pas à produire des données économiques crédibles. On a



fait toute une affaire de l'annonce par la Chine d'un taux de croissance du PIB de 6,9% en 2015, une valeur proche de l'objectif officiel de 7%. Cette différence aurait dû apparaître comme négligeable, mais les investisseurs ont considéré qu'elle était d'une importance cruciale : ils ont pensé que la situation devait être catastrophique si le gouvernement ne parvient pas à truquer suffisamment les chiffres pour qu'ils reflètent les objectifs annoncés.

Les autorités pourraient commencer par établir une commission d'économistes chargée de dresser un historique plus réaliste de la valeur du PIB, ouvrant ainsi la voie à des statistiques plus crédibles dans l'avenir. Au lieu de cela, pour diminuer la pression sur le taux de change du yuan, la première idée du gouvernement a été de l'arrimer à un panier de 13 devises en lieu et place du dollar. Théoriquement l'idée est bonne, mais en pratique il y a souvent un problème de transparence avec les paniers de devises.

L'arrimage à un panier de devises pose sensi-

blement les mêmes problèmes que l'arrimage exclusif au dollar. Il est vrai que l'euro et le yen ont chuté par rapport au dollar au cours des deux dernières années. Néanmoins si le dollar baisse cette année, le recours au panier de devises se traduira par une hausse du taux de change yuan-dollar, ce qui pourrait être contre-productif. Par ailleurs, le gouvernement a aussi indiqué son intention de renforcer la lutte contre les flux de capitaux illégaux, mais il ne sera pas facile de faire rentrer le mauvais génie dans sa bouteille.

La vie serait bien plus facile aujourd'hui si la Chine avait adopté un taux de change beaucoup plus flexible quand la situation était bonne - ce que certains d'entre nous avaient suggéré il y a plus de 10 ans. Peut-être les autorités y parviendront-elles en 2016, mais il est fort probable que le yuan continuera à traverser des hauts et des bas - entraînant derrière lui les marchés mondiaux.

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

جودة، تنوع، سعر واحد
Qualité, Variété, un seul Prix

Soummam

Société à Oran
Recrute

- * **Secrétaire**
- * **Licenciées en sciences commerciales ou économiques**
- * **Technicien en Informatique**

- Résider à **ORAN Ville** - Expérience exigée

Envoyer CV + photo par
Fax : 041.23.25.21

CONDOLEANCES

M. NAZEF Ali,
Directeur Général OUEST
de CEVITAL et de la S.A.C.M., ainsi que
l'ensemble du personnel, très affectés par le
décès du **Colonel GHAZI**, présentent à toute sa
famille, leurs condoléances les plus attristées
et les assurent en cette douloureuse
circonstance, de leur profonde compassion.
Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde au défunt
Sa Sainte Miséricorde et l'accueille
en Son Vaste Paradis.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

CONDOLÉANCES

Le président de la Section Ordinale
des Pharmaciens de la région d'Oran ainsi que
tous les membres du Conseil présentent à
Madame DIABI NOURIA, pharmacienne à Oran et
représentante de l'Ordre dans la même Région, à
sa famille et à tous ses proches, leurs sincères
condoléances suite au décès de son père
Monsieur DIABI MANSOUR FATHALLAH.
Puisse Dieu Tout-Puissant accorder au défunt
Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir
en Son Vaste Paradis.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

**SOCIÉTÉ DE GESTION DES PARTICIPATIONS ÉTUDES
ET ENGINEERING «GENEST»**
**GROUPE LABORATOIRE NATIONAL DE L'HABITAT
ET DE LA CONSTRUCTION**
**LABORATOIRE DE L'HABITAT ET
DE LA CONSTRUCTION - FILIALE OUEST**

AVIS D'INFRUCTUOSITÉ

Le Laboratoire de l'habitat et de la construction (LHCO) informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'Avis d'Appel d'Offres National et International N° 02/CM/LHCO/2015 relatif à :

- L'acquisition des Sondeuses

Paru sur Le Quotidien d'Oran et El-Khabar le 22/12/2015, a été déclaré infructueux pour motif :

- Une seule offre reçue.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter le L.H.C. Ouest par :

- Téléphone : 041 27 78 63
- Fax : 041 27 78 64
- Email : lhco.dg@gmail.com / l.h.c.o@hotmail.fr

PENSEE

Cela fait maintenant dix ans que nous a quittés à jamais pour son éternelle demeure notre très chère mère, grand-mère et tante
El Hadja DJELOUAT Ouardia

Tu as laissé un grand vide que personne ne pourra remplacer.
Tu as été pour nous la maman affectueuse, la grande dame symbolisant sagesse, abnégation et espoir de vivre.

En ce douloureux souvenir, nous demandons à tous ceux qui l'ont aimée et connue d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

ALLAH YARHAMAK YA ALHADJA OUARDIA

إنا لله و إنا إليه راجعون

Société de Fabrication de Dispositifs médicaux à Oran

RECRUTE :
Commerciaux
Infirmier instrumentiste
(Encadrement et formation fournis par la société).

Faxer CV + Photo au **041 53 73 54/55**
Ou par mail : **medicatoranalgerie@yahoo.fr**
Mobile : **0661-41-94-37**

ENTREPRISE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ
EGE
RECRUTE ÉLECTRICIENS BATIMENT

Conditions exigées :

- Diplôme dans la spécialité.
- Expérience plus de cinq années.
- Résider à Oran et environs.

Rémunération suivant compétence.
Les candidats intéressés doivent adresser leur demande manuscrite accompagnée de leurs curriculum vitae et d'une photocopie de leurs diplômes.
Adresse : Coopérative HARKET Mohamed Cité Djamel ORAN -
Route Nationale de Hassi Bounif à côté du Café TASSILI.
Tél : 041 46 98 26/27 - Mobile : 0661 200 444

FTO BMC INV

DEVENIR PILOTE D'AVION

L'école d'Aviation BMC_INV, nouvellement agréée par le Ministère des Transports (Réf. : RTA/SAL/007/2016), vous offre la possibilité de devenir Aviateur.

Un personnel hautement qualifié dans le domaine Aéronautique vous accompagnera durant votre formation pour l'obtention d'une licence du pilote privé et professionnel.

Conditions de la candidature :

- Etre déclaré apte à l'expertise médicale.
- Avoir 19 ans révolus (21 à l'obtention du CPL).
- Réussir aux épreuves orales et écrites d'admission à l'école.

Siège Social :
Rue Bouguerrri Khelifa - Gambetta ORAN
Tél/Fax : 041 53 40 61
Mobile : 05 53 08 78 75

EL-BAYADH

Les sources du cancer en question

Hadj Mostefaoui

À l'instar des autres villes du pays, le chef-lieu de la wilaya vient de consacrer une journée de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer, sous le toit de l'amphithéâtre de l'institut de la formation professionnelle, en présence d'éminents spécialistes et professeurs en dermatologie et gynécologie du CHU d'Oran, d'une centaine d'infirmiers et de médecins issus des établissements hospitaliers de la wilaya ainsi que de l'ensemble des membres de l'association féminine de bienfaisance «Aïcha Oum El-Mouminine», dirigée par l'infatigable Saadia Belgrainet, des centaines de femmes, jeunes et trop âgées venues en force prendre part à cette journée. Le dépistage précoce du cancer et ses différentes facettes, gastrique, de la peau, du colon, du sein ou de l'utérus chez la femme en particulier ont été les principaux thèmes qui ont été longuement passés sous la loupe par les intervenants qui ont mis l'accent sur la prévention et le dépistage. Selon ces orateurs, la lutte contre le cancer passe inéluctablement par la prévention et le dépistage précoce de la maladie car il faut procéder en priorité et au plus vite à l'élimination des cellules atteintes, autrement elles pourraient, selon les différents orateurs qui se sont succédé à la tribune, provoquer des tumeurs ou pire se multiplier et se disperser en plusieurs endroits dans le corps et c'est ce qu'on appelle communément des métastases. Il faut être également très vigilant et avoir l'œil sur les facteurs de risques qui sont nombreux tels le tabac, l'alcool et autres. Une simple erreur dans le mécanisme de développement et d'évolution du corps humain peut être à l'origine d'une anomalie génétique et risque d'entraîner de graves conséquences. Ceci dit, la grande majorité des cancers ne sont pas héréditaires, soulignent ces spécialistes, mais le résultat d'une simple erreur ou modification génétique. Parmi les facteurs externes sources du cancer l'on peut



citer notamment la pollution de l'air, de l'environnement, la contamination par pesticides ou insecticides, les rayonnements du soleil, qui entraînent inéluctablement des réactions chimiques dermiques ou des virus pouvant être fatals à la mécanique bien rodée de l'évolution et de la mutation des cellules atteintes, lesquelles se trouvent débordées lors du processus de réparation de celles-ci, voire impuissantes à réagir car le cancer est d'origine multifactorielle et les effets réels de chacune d'elle nécessitent de longues et après recherches scientifiques, qu'il faut développer et expérimenter, rappelle M. Bensmain, directeur de la Santé et de la Population de la wilaya dans une brillante communication portée à la connaissance de l'assistance qui, selon lui, doivent essentiellement être axées dans une première phase de dépistage et de lutte contre le cancer sur la chimiothérapie, la radiothérapie, l'immunothérapie et enfin sur la chirurgie pour éliminer un tant soit peu les cellules atteintes. Au cours de chacune des divisions des cellules du corps humain il peut y avoir des facteurs, causes susceptibles de risque, très proches et périphériques liés

à des réactions chimiques, les rayonnement dus également à certains virus qui développent ou provoquent des mutations des cellules et il n'existe pas une seule formule de lutte contre le cancer, sachant que le processus de réparation des cellules atteintes est vite dépassé et débordé par les cellules affectées, selon ces spécialistes qui soulignent avec force que le cancer décelé chez l'homme ou la femme est à multifacettes et seule la préservation en matière d'équilibre et d'hygiène alimentaires peut être salvatrice et faciliter le dépistage. Pour rappel, l'on estime à plus de 245 personnes atteintes de cancer à travers la wilaya.

Bien qu'il existe actuellement une centre de lutte et de traitement contre le cancer, la nécessité de créer une unité de dépistage par commune s'impose d'elle-même. Signalons enfin que la logistique de cette journée a été assurée avec succès par la direction de l'hôpital Mohamed Boudiaf d'El-Bayadh qui s'est coupée en quatre afin d'assurer un séjour agréable et inoubliable, aussi bref soit-il, à tous ces professeurs et cadres de la santé qui ont pris part à cette journée.

OULHACA

Les sapeurs-pompiers sauvent un loup

Mohamed Bensafi

Les éléments de la Protection civile d'Oulhaca ont réalisé une opération peu coutumière. Ils sont, en effet, intervenus, jeudi après-midi, pour sortir un loup tombé dans un puits situé près d'une ferme de Siga (village situé à mi-chemin entre

Oulhaca et Béni-Saf). L'animal sauvage s'est, l'on ne sait pas comment, retrouvé en bien mauvaise posture, au fond du puits de 16 mètres de profondeur où la température dépassait les 30°C. C'est un citoyen qui a prévenu les secours.

Sans leur intervention, qui aurait duré quelques instants, le loup ris-

quait la mort. Ce dernier, après avoir été pris en charge par les services des forêts, a pu retrouver son environnement naturel, la forêt. Les pompiers rappellent qu'il est conseillé de garder nécessairement les puits fermés contre toutes formes de risques ou dangers pouvant intervenir à tout moment.

TIARET

18 retenues collinaires pour l'irrigation

L'opération d'exploitation des eaux de 18 retenues collinaires en irrigation agricole sera lancée prochainement dans la wilaya de Tiaret. C'est ce qui ressort de la dernière réunion du conseil de l'exécutif de la wilaya. Le wali, Abdeslam Bentouati, a indiqué dans son intervention que des autorisations ont été accordées aux agriculteurs pour l'exploitation des eaux de ces ouvrages hydriques dans les cultures importantes pour la wilaya. Il a été décidé lors de cette réunion de

constituer une commission mixte à laquelle prendront part toutes les instances concernées (communes, daïras, direction des ressources en eau, de l'environnement, de l'agriculture, Conservation des forêts) pour faire le point de la situation, avant le lancement de l'opération d'exploitation de ces retenues en irrigation. Ces infrastructures hydriques fourniront 11,7 millions de mètres cubes d'eau pour le secteur agricole, selon le directeur des ressources en eau, Habib Boulouar, qui a

souligné qu'elles n'ont pas été utilisées depuis 2007 faute d'organisation des agriculteurs en associations. Les terres agricoles irriguées de la wilaya sont en nette augmentation dans la wilaya de 9.680 hectares en l'an 2000 à 30.500 actuellement, selon la direction des services agricoles (DSA). Les terres sont irriguées à partir des eaux des barrages de Dahmouni et Bougara dont les réserves ont atteint respectivement 42 millions m3 et 13 millions m3 en plus des eaux des forages.

ADRAR

Près de 5.000 comprimés de psychotropes saisis

Bentouba Said

La brigade de lutte contre les stupéfiants de la sûreté de la wilaya d'Adrar a saisi, en cette fin de semaine, pas moins de 4.844 comprimés (Tramadol et Tramaking).

L'opération de saisie a eu lieu à 130

km au sud de la ville d'Adrar. En effet, se basant sur des informations faisant état d'une quantité importante de psychotropes qui était en phase d'être acheminée vers la ville d'Adrar en provenance des pays de Sahel.

La marchandise prohibée transitait par Bordj Badj Mokhtar. La brigade

de lutte contre les stupéfiants a pris les mesures nécessaires en coordination avec le procureur général pour déplacement sur les lieux. Les psychotropes étaient bien dissimulés à l'endroit indiqué, enfouis dans le sable. L'enquête est en cours pour identifier ce réseau de malfaiteurs.

TLEMCEM

Deux zones industrielles pour relancer l'investissement et l'emploi

Khaled Boumediène

«L'emploi est un secteur à la fois très sensible et très complexe et fortement tributaire de nombreux secteurs, notamment l'agriculture, le tourisme et le bâtiment, travaux publics et hydraulique, qui sont des activités stratégiques de la vie économique de notre wilaya, mais le poids de ces activités en matière d'emploi salarié reste très faible. A titre d'exemple, l'agriculture n'a généré que 800 emplois salariés à temps partiel en 2015, et ne fournit que 4% des emplois au niveau de la wilaya. Au sein de la sphère productive, l'agriculture tient encore une place importante, mais elle est moins présente sur le plan de l'emploi. Le BTPH est lui aussi confronté à une grande pénurie de main-d'œuvre, et de nombreux projets qui sont en chantier souffrent de l'absence de main-d'œuvre. Pour répondre à cette demande, des mesures sont nécessaires pour renforcer les capacités du secteur agricole dans la perspective de créer des emplois nouveaux, mais également de pérenniser l'emploi déjà existant dans un secteur où les postes sont souvent à temps partiel ou occupés par des saisonniers. Il nous faut surtout promouvoir la croissance agricole et le développement rural. La création de deux nouvelles zones industrielles dans les communes de Maghnia et El Aricha dans la daïra de Sebdou, dont les études techniques de viabilisation de ces futurs espaces industriels sont en cours, contribueront sans doute à la relance de l'investissement ainsi qu'à la création de l'emploi et de la richesse», c'est en ces termes que le wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid, a réagi aux préoccupations des membres de l'assemblée populaire de wilaya (Présidée par Chaïf Okkacha), jeudi dernier, à l'occasion de la 4ème et dernière session ordinaire 2015 de cette assemblée élue, dont l'ordre du jour s'articulait autour du remplacement d'un élu sénateur par un nouveau membre de l'APW (Bey Miloud, FLN), la présentation des dossiers relatifs à l'emploi et la formation professionnelle, et l'approbation des plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme de six communes. Le premier responsable de l'exécutif a aussi

précisé que l'agence nationale de l'emploi (ANEM) de Tlemcen a enregistré en 2015 quelque 46 941 demandeurs dont 50% sont des jeunes primo-demandeurs d'emploi. Près de 1372 nouveaux postes d'emploi ont été créés dans la fonction publique en 2015, soit 7% des postes créés au niveau national (41 000 postes d'emploi). S'agissant de la formation professionnelle, le wali a exhorté les responsables de ce secteur à diversifier les modes de formation suivis par les jeunes pour mieux adapter l'offre de formation aux nouvelles conditions du marché, et de privilégier la mise en œuvre du partenariat avec les opérateurs économiques, pour faire face à une situation difficile pour l'économie. «Maintenant que les structures et équipements existent, il faut s'ouvrir sur l'environnement et donner un intérêt particulier aux métiers pour lesquels il y a une forte demande. Il faut surtout réhabiliter les métiers traditionnels car le marché de l'emploi en a grandement besoin. Il est inadmissible que nos chantiers du BTP manquent de plombiers et d'électriciens», a-t-il souligné. Lors des débats, les membres de l'APW ont soulevé certains points cruciaux dans les secteurs de l'emploi et la formation professionnelle clairement dénoncés devant l'assistance: les statistiques exactes des chômeurs, le nombre exact de jeunes placés ou réinsérés, l'insuffisance du personnel pédagogique dans les CFP, le manque d'orientation des stagiaires formés et le suivi de leur insertion, la problématique de la qualification des sortants du système sur l'acquisition de compétences adaptées aux exigences du marché de travail, et la priorité qui doit être accordée en matière de recrutement aux jeunes de la commune ou la wilaya au niveau de certains projets. Enfin, il y a lieu de préciser que les membres de l'APW ont adopté, à l'issue de cette session, les plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme (P.D.A.U) des communes d'Azail, Sidi-Abdelli, El-Aricha, Ain Fezza, Ain Ghoraba et Fehoul. Ces instruments d'urbanisme et de planification à long terme vont permettre aux décideurs locaux de concrétiser leurs programmes d'équipements et d'infrastructures pour leurs villes.

CHLEF

Saisie de kif, deux arrestations

Abbad Miloud

Agissant sur informations émanant de citoyens, faisant état de la présence d'une personne qui s'adonne au trafic de drogue au niveau de la ville de Chettia, des éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de haï Bensouna ont diligenté une enquête approfondie avant l'élaboration d'un plan d'action minutieusement préparé au niveau de la sûreté de wilaya.

C'est ainsi qu'ils ont arrêté, ce mercredi, un suspect répondant aux initiales K.M âgé de 39 ans,

habitant à Chlef et repris de justice. Une quantité de 28,3 grammes de kif traité a été trouvée en sa possession. Il a reconnu les faits qui lui sont reprochés et a déclaré qu'il achetait la drogue chez une personne.

Les nombreuses investigations menées par les policiers ont permis d'identifier et arrêter, en un temps record, le mis en cause.

Il s'agit de B.M âgé de 52 ans, résidant à Chlef et repris de justice. Ils ont été présentés, ce jeudi, devant le procureur de la République près le tribunal de chlef qui les placés sous mandat de dépôt.

Téléphonie Le Maghreb ne veut pas rater le tournant de la 4G

Par Erwan Lucas de l'AFP

Six mois après le Maroc, la Tunisie se prépare à prendre le virage du très haut débit mobile (4G), un défi majeur pour le développement économique et social des pays du Maghreb, où la connexion par internet via les réseaux mobiles est déjà largement développée. A l'issue de l'appel d'offres lundi, les trois opérateurs du pays, Ooredoo --filiale du groupe qatari éponyme--, l'opérateur historique Tunisie Télécom et Orange Tunisie ont présenté une offre sur les fréquences 4G disponibles. Une fois l'attribution réalisée, fin février, l'Etat compte sur une mise en service rapide: il espère 20% du territoire couvert dans le courant du second semestre 2016. "Les obligations de couverture sont très supérieures à ce qui se fait ailleurs sur le continent. Le gouvernement attend 97% du territoire couvert d'ici 10 ans, c'est très au-dessus de ce qui a été demandé au Maroc ou au Sénégal, plus proche des standards français ou européens", commente Victor Marçais, analyste au cabinet Kurt Salmon.

Parmi les mesures imposées par le cahier des charges, les opérateurs ont également pour obligation de commencer par les zones du centre du pays, historiquement défavorisées et théâtre, à nouveau, de manifestations ces dernières semaines. Le défi est de taille dans un pays qui compte 465.000 foyers abonnés à l'ADSL, sur 2,6 millions, mais plus de 6 millions d'abonnés à l'internet mobile pour 11 millions d'habitants.

D'autant qu'il s'agit de ne pas non plus prendre du retard face à ses voisins régionaux, notamment le Maroc, où l'attribution des licences 4G remonte à mars 2015. Dans ce pays, une étude réalisée sur 2014 par l'Agence nationale de réglementation des télécoms (ANRT) soulignait ainsi que si un foyer sur deux a accès à internet (50,4%), cela passe très majoritairement par une connexion mo-



bile (45,6%) plutôt que fixe (14,5%). Près d'un an après l'attribution des fréquences, Meditel revendique une couverture 4G dans une vingtaine de villes alors qu'Inwi en déclare 60 totalement et 22 partiellement. L'opérateur historique, Maroc Télécom, ne donne pour sa part aucun chiffre.

COUVERTURE HAUT-DÉBIT LIMITÉE

En Algérie, la situation est un peu différente: l'opérateur historique, Algérie Télécom, a lancé en 2014 une offre LTE (Long Term Evolution), une version améliorée de la 3G via le fixe qui offre un accès internet en haut débit de 100 Mb/s. La 4G mobile devrait faire prochainement son apparition, le lancement étant prévu pour le premier semestre de cette année. "Pour les Etats, il s'agit de pousser aux usages, d'amener au développement des PME et de créer des écosystèmes dans le numérique. Le très haut débit vient apporter de l'huile dans beaucoup de rouages et vient faciliter le social, l'économie, les relations entre le citoyen et l'Etat, entre autres", explique Sophie Lubrano, consultante pour le think-tank Idiate, spécialiste de l'Afrique et du Moyen-

Orient. Mais pour les opérateurs, la difficulté réside dans la fragilité d'un modèle économique qui fait la part belle aux cartes prépayées face aux abonnements. "Le taux de pénétration du téléphone mobile est de 133% au Maroc, 130% en Tunisie et 110% en Algérie. Mais pour plus de 60% des clients, il s'agit de cartes prépayées. Les consommateurs sont habitués aux petites cartes prépayées, qui représentent un gain faible pour les opérateurs, et ils sont difficiles à faire migrer vers des abonnements", détaille Mme Lubrano.

Et le développement des usages passe avant tout par l'adoption des technologies de la part des populations, plus que de la volonté des gouvernements. L'absence de smartphones compatibles à des tarifs abordables peut en ralentir le développement. "Au Maroc, la problématique est la disponibilité des terminaux compatibles 4G à des tarifs abordables. Pour l'instant, la pénétration de terminaux 4G reste à des niveaux très faibles. Mais la croissance va s'accélérer avec l'arrivée de terminaux moins chers. On peut s'attendre à un taux d'équipement en smartphones 4G de près de 40% en 2020 au Maghreb", estime Victor Marçais.

Les humains responsables d'une maladie qui décime les abeilles

Une maladie qui décime les populations d'abeilles sur la planète est originaire d'Europe et sa propagation rapide est imputable aux apiculteurs, ont déterminé des chercheurs dont les travaux ont été publiés jeudi dans la revue américaine Science. Ce virus responsable de la maladie des ailes déformées est souvent transmis à ces insectes par un acarien, le Varroa. C'est un virus courant, mais les symptômes de la maladie sont bien plus fréquents chez les populations d'abeilles contaminées par ce parasite. Les chercheurs de l'Université d'Exeter, au Royaume-Uni, et de Berkeley, en Californie, ont découvert que les abeilles européennes de l'espèce Apis mellifera sont sans contes-

te à l'origine de tous les cas d'ailes déformées dans les ruches également infectées par ce virus.

Seul, ce virus ne représente pas une sérieuse menace pour les abeilles, mais quand il se trouve dans l'acarien Varroa, qui se nourrit des larves, la combinaison est dévastatrice, tuant des millions d'abeilles domestiques au cours des dernières décennies. Ce constat suggère que cette pandémie résulte du transport des ruches pour polliniser des cultures plutôt que d'un phénomène naturel, concluent ces chercheurs. "C'est la première étude à montrer que les abeilles européennes sont la source de cette pandémie combinant la maladie des ailes déformées et le Varroa", souligne Lena

Wilfert, de l'Université d'Exeter, une des co-auteurs. "Ceci démontre que la propagation de cette combinaison destructrice est largement le fait des humains, car si ce phénomène était naturel on pourrait alors s'attendre à voir des transmissions entre des pays proches les uns des autres, ce qui n'est pas le cas", poursuit-elle, notant par exemple qu'en Nouvelle-Zélande les souches de virus responsables des ailes déformées sont originaires d'Europe. "Cela conforte considérablement la théorie selon laquelle le transport des abeilles par les humains est en cause dans cette pandémie", juge la scientifique. Celle-ci plaide pour mettre en place "des limites strictes aux mouvements des ruches même si elles ne sont pas contaminées par le Varroa". La chercheuse souligne en outre l'importance que les apiculteurs prennent les mesures nécessaires pour éradiquer ce parasite de leurs ruches étant donné que les pollinisateurs sauvages peuvent aussi être contaminés par le virus.

Cette menace vient s'ajouter aux craintes pour l'avenir des populations d'abeilles dans le monde suscitées par le syndrome d'effondrement des colonies depuis une dizaine d'années, dont la ou les causes n'ont pas été vraiment élucidées. Certains insecticides et les monocultures sont souvent montrés du doigt, tout comme le rôle aussi du parasite Varroa. Une forte diminution des populations de ces importants pollinisateurs aurait de sérieuses conséquences pour la biodiversité, l'agriculture et l'économie dans le monde, insistent ces scientifiques.



Un étudiant italien disparu en Egypte retrouvé mort supplicié

Un étudiant italien qui avait disparu au Caire il y a dix jours a été retrouvé mort dans un fossé, à moitié dénudé, avec des traces de sévices sur le corps, Rome exigeant de l'Egypte "toute la vérité". Giulio Regeni, 28 ans, doctorant à l'université britannique de Cambridge, faisait des recherches pour une thèse sur les mouvements ouvriers en Egypte, quand il a mystérieusement disparu le 25 janvier au centre de la capitale égyptienne. Ce jour-là, 5e anniversaire de la révolte populaire de 2011 qui mit fin au régime de Hosni Moubarak, le gouvernement égyptien, qui réprime toute forme d'opposition, avait interdit tout rassemblement et policiers et soldats quadrillaient la ville. Dans un entretien téléphonique avec le président Abdel Fattah al-Sissi, le Premier ministre italien Matteo Renzi a demandé que le corps de Regeni soit rendu à sa famille. Il a par ailleurs souhaité que les investigations permettent de "découvrir les responsables de cet horrible crime et les livrer à la justice". Rome a par ailleurs réclamé au Caire "une enquête commune avec la participation d'experts italiens". Le corps du jeune homme a été retrouvé mercredi dans un fossé en bordure d'une route, sur la commune du 6 Octobre, une banlieue du Caire, a annoncé jeudi à l'AFP Hossam Nassar, magistrat du parquet qui a constaté sa mort. "Il s'agit d'un meurtre", a-t-il assuré. "Il y avait des contusions

et des blessures sur le corps et il ne portait que des vêtements sur le haut du corps", a-t-il précisé. "Il avait des bleus et des blessures sur tout le corps, en particulier sur le visage et dans le dos, et le bas était dénudé", a confirmé à l'AFP Ahmed Nagui, chef du parquet chargé des affaires criminelles au Caire. Consulté par un correspondant de l'AFP, le rapport du parquet évoque aussi "des brûlures de cigarettes autour des yeux et sur la plante des pieds". "Nous voulons que soit révélé de manière complète et approfondie ce qui est arrivé", a exigé le ministre italien des Affaires étrangères Paolo Gentiloni sur la télévision italienne RAI. A Londres, M. Gentiloni s'est entretenu avec son homologue égyptien Sameh Choukri et les deux ministres se sont mis d'accord pour "renforcer la coopération et la coordination entre les deux parties afin de déterminer les causes du drame", selon un communiqué des Affaires étrangères égyptiennes.

Toutes les hypothèses restent ouvertes sur la mort de l'étudiant italien dont celle du crime crapuleux. Mais les réseaux sociaux et les milieux diplomatiques au Caire évoquent avec insistance celle d'une possible bavure policière, dans un pays où la police et les services de renseignements sont accusés régulièrement par les organisations de défense des droits de l'Homme d'arrêter et de détenir sans procès, voire de violenter ou torturer.

L'accent circonflexe menacé ?

La France s'émue d'une réforme de l'orthographe



L'accent circonflexe bientôt banni de la langue française ? Certains médias, relayés par les réseaux sociaux, ont annoncé jeudi sa mort prochaine en vertu d'une nouvelle réforme de l'orthographe, remontant en réalité à 1990. La réforme, avalisée en son temps par l'Académie française malgré l'indignation des puristes, simplifie aussi l'orthographe de certains mots - comme "nénufar" (nénuphar) ou "oignon" (oignon) et allège l'usage des traits d'union. Mais il a fallu la publication de nouveaux manuels scolaires par l'un des principaux éditeurs spécialisés en prévision de la prochaine rentrée, avec un macaron "orthographe recommandée", pour que le grand public redécouvre ce que les professeurs pouvaient déjà enseigner à leurs élèves depuis des années. Quelques articles dans les médias ont aussitôt fait fleurir le hashtag #jesuiscirconflexe, certains déplorant "le sacrifice de la langue française" par l'Education nationale, ou s'inquiétant de possibles qui-proquos entre "les tâches et les taches". En réalité, selon la réforme, l'accent circonflexe aura toujours droit de cité et sera omis sur les "i" et les "u" dans les seuls cas

où cela ne prêterait pas à confusion. Goût pourra s'écrire gout ou août, aout. La réforme de l'orthographe "est en vigueur depuis 1990", a souligné le ministère de l'Education nationale. "Le Conseil supérieur de la langue française a adopté en 1990 les nouvelles règles", qui ont été "approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel". "Ce n'est pas le ministère de l'Education qui fait l'orthographe en France". "C'est l'orthographe officielle de la République depuis plus de 25 ans. Ce qui est surprenant ce que l'on s'en surprenne", indique Michel Lussault, président du Conseil supérieur des programmes (CSP). "L'Académie française a fait un travail très précis", estime-t-il. "Il y avait des anomalies orthographiques liées à des évolutions historiques un peu étranges, donc l'Académie avait vraiment veillé à ce que ces modifications soient compréhensibles, ce n'était absolument pas un bouleversement, plutôt du toilettage". Une tolérance "permet aux enseignants comme d'ailleurs à tous les fonctionnaires, d'utiliser les deux orthographe, c'est-à-dire avant révision ou après révision", souligne-t-il.

APARTEMENTS

■ A louer Appartement à Mobilart F4 - 18^{ème} étage avec ascenseur à côté port - 220 m² - Tél : 0770.62.57.07

■ Vends Apparts : F4 RDC Bd Benzerdjeb + F4 les Pyramides USTO + Vends Villa 150 m² R+1 Senia + Villa 180 m² Hippodrome + Vends Local 150 m² Akid - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72 - www.immobilierbensaid.com

■ Vends F4 - Acté - Bien aménagé. 110 m² - 3^{ème} étage Cité Pyramides en face Hôpital 1^{er} Novembre USTO - Bir El Djir - ORAN - Tél : 0552.31.20.66

■ Particulier loue F3 (81 m²) 3^{ème} étage Cité 1500 Logements ZHUNUSTO - Bir El Djir - Bât. 501 E12 - Tél : 0669.04.48.60 - 0771.53.21.21

■ Vds F4, 1^{er} étg. 2 Faç. Pas de vis-à-vis. Stand. Chauff. Cent. et Cuis. Dalle de sol. Entièrement en marbre + Hammam et Clim. USTO près clinique Nekkache et Tram. P.O. 1275 - P.D. 1350 - N° 0552.75.96.50

■ Vends 2 Apparts F4 : 1^{er} étage et 4^{ème} étage. Gd Standing. 140 m² et 160 m² de Front de Mer vue sur mer. P.O. 20.50 Unités - P.D. 27 Unités - N° 0552.75.96.50

■ Appartements F2 - F3 - F4 immeuble nouvelle construction. Ascenseur. Chauffage central etc. - Centre d'Oran Bd Hammou Boutellés - Karguentah - Tél : 0551.42.09.21

■ Vends bel Appartement F3 - Acté - à Miramar centre-ville d'Oran - 3^{ème} étage - Avec toutes commodités - Convient toute activité - Tél : 0799.16.38.03

■ A louer Appart F3 - 1^{er} étage. Refait à neuf - Aménagé - Bâtiment CIA Victor Hugo N° 111 6 ORAN - Tél : 0771.12.83.83

■ Loue à ORAN à usage Bureaux : 2 P.C. - Toilettés - Rue parallèle à Rue Miracloches - 1^{er} étage - 2.5 Mmois - Tél : 0552.46.03.42

■ A.V. Appart 151 m² - 3^{ème} étage. Haut standing - équipé (cuisine, climatisation, chauffage central...) - Vue S/mer. Quartier résidentiel Gambetta - Oran - Tél : 0662.32.88.52

■ A vendre très joli F2 neuf de 50 m² - Bien situé à TAFFRAOUI - ORAN - Tél : 0550.62.64.81

■ Vends F4 - Acté - 98 m² - 1^{er} étage Bd Adda Benaouda. ORAN. Plateau - Tél : 0540.98.68.52

■ Vends très joli Appart F3 - 85 m² - Vue sur mer à Hai Khemisti - Tél : 0554.21.56.15

■ A louer F4 à Saint Hubert + Restaurant avec Matériel à Saint Eugène - Tél : 0776.39.35.91

■ Vende F4 meublé de 80 m² au 56 Logements Fellaouèche Bloc 1 - 3^{ème} étage - Bon voisinage - Tél : 0771.45.16.29

■ Loue : F3 Maraval 3 U - F2 Top Hai Salem équipé 4 U - F4 Gambetta 3.5 U - Local sanitaires 60 m² Maraval 3 U - Vds 02 Lots Millenium 10 U le m² - Villa les Castors 28 - F4 Maraval 880 U - B.A. HOU-HOU - 041.29.13.00 - 0667.43.43.15

■ A vendre très bel Appartement F3 - Acté - 3^{ème} étage. Ascenseur - Très bon voisinage. Sis à l'Avenue d'Oujda (Bâtiment ex-Bata) Eckmühl - ORAN - Contactez-moi au 0772.26.14.54

■ A vendre Appartement F3. Rez-de-chaussée. Convient très bien pour Profession libérale (Médicale ou Autre) + garage et cour - Situé à la Cité des Falaises - Gambetta - ORAN - Tél : 0771.18.65.20 - 0550.51.54.62

■ Ag. Vd : F1 C. Lescure RDC 280 U / F4 M. Cerdan 3^{ème} 600 U / F3 côté Marabout St Pierre luxe 3^{ème} 900 U / F3 3^{ème} V. Mosquée 94 m² 1.3 U / F5 90 m² + terrasse 70 m² côté Karguentah - 990 U / F3 1^{er} Gdyl 75 m² 600 U / Pas de Prom. / F4 les Amardiens 4^{ème} 600 U - 0558.16.51.96

■ Vends F3 Cité Jeanne d'Arc Gambetta. RDC. Libre de suite. PD 850 U Négoc. - Mels en location F2 Miramar 18 mois 2.5 par mois / F3 El Yasmine 2.8 par mois / Local 18 m² Vente ou Location - AG. DJIWED El ADL - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■ Vends F5 - Acté - 110 m² - 5^{ème} et dernier étage - Toutes commodités - Bon voisinage - Cité ZABANA - ARZEW - Tél : 0550.28.85.18

■ Location un grand F2 Niveau de villa pour Bureau - Toutes commodités - Situé à Bir El Djir 6 ORAN - Prix 38.000 DA/mois - Tél : 0795.35.32.60

■ A vendre Appart F3 - 3^{ème} étage - Acté - 120 m² à Choupet - Rue du Foyer Oranais - ORAN - Tél : 0799.88.26.52

■ A vendre Appart F3 + cours RDC usage comm. Rue Laid Ould Tayeb - Medioni - ORAN - Tél : 0666.39.63.46

■ Loue F2 - Meublé - 1^{er} étage Place des Victoires - ORAN - Tél : 0795.68.16.80.

■ A vendre Appart F4 - Acté - 1er étage. 2 façades - Situé Cité Charles de Foucault en face Lauriers Roses - Maraval - ORAN - Tél : 0550.60.02.40 - 0771.55.45.64

■ Vends Gd Appart 134 m² - Acté - Cité Point du Jour. ORAN. Très bien situé et bien ensoleillé - Contenant : 3 Pièces - Cuisine - SDB + 1 Cour intérieure et 2 autres Cours de part et d'autre - Tél : 0772.15.82.90

■ A vendre : F2 Victor Hugo 2ème étage - F4 St-Hubert 1er étage - F4 Adda Benaouda 2ème étage (Plateau) - Maison de Maître Medioni - A louer: F3 El Yasmine - F3 Es-Seddikia équipé - Tél : 0790.68.38.67 - 0552.92.22.08

■ Vends ou Location d'un Appartement F4 - Acté - Avec grand hall situé en 1er étage à Sidi El Houari - Convient pour Profession libérale ou Société - Tél : 0661.93.70.68 ou bien 0560.02.80.96

■ Loue des Apparts dans un immeuble, meublés et équipés et toutes commodités - Garage - Eau H/24 - dans un quartier résidentiel, calme, à Trouville - Ain El Turck - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■ Vends : F3. 1er étage à Maraval - F3. 4ème étage à Pépinière. Acté. ADL - Vends : Villa à Maraval nouvelle construction 250 m² à bon prix - Carcasse R+2 à Maraval 260 m² - Tél : 0556.871.420

■ Partic. loue à l'année F4. 200 m² à ORAN près Hôpital de pédiatrie, en face Résidence Benabed. Meublé et équipé en totalité. 2ème étage dans petite résidence privée sur Gd boulevard - 7,5 U/mois - Tél : 0552.27.66.22

■ A louer Gd Studio pour Femme ou Etudiante C.V. d'Oran. 2ème étg. Cuis. + SDB incorporée. Pour une Femme 20.000 DA/Mois. Pour 02 Femmes 25.000 DA/Mois. 12 mois d'avance. Curieux s'abstenir - Tél : 0793.71.32.99

■ Vends Appart F3. 76 m². 1er étg. en face Dar Salem : 2 Ch. + Salon. Cuisine équipée Noir et Blanc. Fenêtre Mischler. Baie vitrée. Volet roulant. Barreaudage. Balcon. Immeuble sécurisé avec clef - Parking surveillé - Tél : 0668.21.90.78

■ Loue F3 - 90 m². Refait à neuf. Paradis-plate 30.000 DA/mois et Villa F5. Toutes commodités. 240 m². Garage 3 voitures et jardin, face Daïra Bir El Djir 80.000 DA/mois - Tél : 0553.57.84.61

■ A vendre : Appart 127 m² Rue Mostaganem. Refait. 5ème (P. 900) - Local Yasmine (3 Niveaux) 37 m² + 37 m² + 24 m². Refait (1,100 U) - Local Akid Lotfi 37 m² (800 U) - Appart Rue de Mostaganem 127 m² (900 U) refait - Terrain à Canastel 264 m². 12 U le m² - Tél : 0550.46.12.03

■ Loue F3. 90 m². Refait à neuf. Meublé. USTO HLM derrière Tribunal Cité Djamel. Endr. Calme. B. Voisin. Composé : 2 Chbres. Sal. Cuisine américaine équipée - Libre à partir de 1er Février 2016 - P. 5 U/mois Nég. - 041.46.64.71 - 0559.12.86.46

■ A vendre F4 - 2ème étage - Trois façades à côté " Chouhada " - Cité fermée - Refait à neuf - Acte définitif - AG. BAGHDAD. Tél : 0555.40.37.76

■ Vends Appartement à Plateau - ORAN : 3 Pièces - Cuisine - Salle de bain - WC - Tout refait à neuf et très ensoleillé - Tél : 0771.24.62.47

■ Loue Appartement à Choupet F2 + 1 petite pièce au 2ème étage, deux façades, pour 6 mois et plus - Prix 30.000 DA fixe - Tél : 0554.24.90.96

■ A louer grand F2 avec terrasse d'une superficie 130 m² + Magasin avec de grandes vitrines au 1^{er} étage - A vendre Immeuble à revenus situé à ORAN - Tél : 0797.22.33.39

■ A vendre un Appartement F4 de 107 m² - Neuf - 1er étage avec 3 façades à AIN TEMOUCHENT (Près de l'Université) ou échange contre un à ORAN) - Tél : 0552.37.80.61

■ Vends Appartement - Acté - Superficie 111,36 m² - Composée DE : Salon - Deux Chambres - Cuisine - Couloir - WC - Douche - Débaras - Situé Rue MELLAH Ali ex-Bd Marceau N° 19 - ORAN - Tél : 0779.34.79.36

■ A vendre Appart F2 - 3ème étage - Résidence Le Progrès en face Hôpital Pédiatrique de Canastel - ORAN - Tél : 0553.78.47.30 - Prix 780 Nég.

■ A vendre F4 Résidence Fellaouèche Sonatrach, entre Station Essence El Bahia ORAN et Cité Djamel - Entrée citée sécurisée... Acte - Tél : 0778.13.92.20

■ Vends F3 - 4ème étage - 90 m² - Rue Bugeaud - P.O. 900 U - Vends Carcasse R+2 - 260 m² - Cité Djamel - P.O. 3.900 - Tél : 0770.95.18.00

■ A Vends F3 - Acté - RDC Logement 790 Bloc 621 Cité USTO - ORAN - Tél : 0770.96.41.06 - 0771.61.00.91 - La visite à partir de 17 : 00 h

■ A vendre un luxueux F4. Superficie 156 m². Vue sur mer. Avec un Box + Débaras en Sous-sol à Eden Résidence - Contacter le : 0552.11.41.17

■ A vendre F4. 3^{ème} étage Cité Copror près de Hasnaoui Hai El Yasmine. Pas de vis-à-vis - à côté de toutes commodités - Tél : 0553.71.96.94 - 0542.77.52.02

■ Vends Logt F5 type haussmannien + de 180 m² + commodités - ORAN (C.V.) + Local commercial A.S.C. - Tél : 0554.52.51.30 ou 0674.74.92.22 - Prix après visite

■ Vends F4 AADL - Refait - Meublé - Cuisine équipée - 16ème étage avec Ascenseur - Vue imprenable - Tél : 0553.10.59.61

VILLAS

■ Vends ou échange Villa actée de 240 m². Double Faç. Composée de 2 Poes - 1 Salon - Garage - Cuisine et SDB avec Terrasse et Jardin - situé à Bir El Djir 4^{ème} Bd Périphérique en face la Station d'essence ORAN - Tél : 0552.22.01.05

■ A vendre ou à louer Villa R+1 + terrasse. 266 m². Actée - Taâwoniya Aakariya Raid Faradj Hay Badr - N° 0776.70.01.38

■ A vendre Villa 220 m²/350 m². Ensoleillée, en face espace vert situé à Es-Senia Cité 200 Logts. Composée de : 2 Gds Salons. Très Gde Cuisine. 3 Chambres. Très Gd Jardin - Prix à débattre après visite - Tél : 0661.20.51.17

■ A vendre M.M. Sup. 900 m². 2 façades. R+2 à Courbet Composée de 5 Poes + 2 Cuisines + 1 SDB + 1 Garage + 1 Local - Tél : 0542.50.83.58 - 0552.95.85.20

■ Vends Villa 204 m² R+1. RDC : Gd garage 2 V. 1^{er} : Sal. 2 Chbres + séjour + terrasse. SDB. 2^{ème} : 1 Salon. Terrasse + puits. Hai Louz B.E.D. face Stade Olympique. PD 28 U - Finie à 90% - Tél : 0541.64.31.40

■ Loue 1^{er} étage d'une villa composé de 4 pièces, cuisine, SDB, WC, grand hall, plus 2 Gdes pièces, WC avec tôle en terrasse, situé à Ain El Beïda à côté la Poste et la Mairie - Tél : 0771.20.60.33

■ A louer Rez-de-chaussée de Villa à Canastel : 3 Pièces - Cuisine + SDB - Jardin + Garage - N° 0772.44.78.27

■ Vends Villa R+2 à GDYEL - Superficie 216 m² avec puits - Très bon voisinage (Avec Promesse de Vente) - Tél : 0554.23.90.14

■ Vends M.M. 100 m² à Es-Senia Kara 1 composée de R+2 + garage 2 V + 8 chambres + 2 WC + 2 SB + 2 cuisines + petite cour + terrasse - Prix après visite - Tél : 0675.66.20.68 - Libre de suite

■ A vendre Villa à Maraval. 372 m². Deux façades angle Soufi Zoubida / Valentin Haüy - Tél 0550.01.95.13

■ Vends Haouch de 62 m² - Désistement - 1 P.C. Sanitaires à Kharouba - Hassi Bounif - ORAN - Tél : 0669.35.79.10

■ Vds Villa Carcasse 220 m² entièrement actée. Dble Faç. Route goudronnée. Trav. finis à 60% selon rapport d'expertise à FLEURUS HASSANIA ET-TOUAL (RHA). Prix Dem. 17 Millions DA. Négociable - Tél. Propriétaire : 0668.63.09.52 - Superviseur : 0790.54.55.65

■ A.V. Villa non finie Sup. 120 m² à Marsa El Hadjadj ex-Port-au-Poules et Appartement 135 m² refait tout neuf, chauffage C. et clim - sur Grand Bd à Akid Lotfi - Tél : 0556.52.76.79

■ Vds belle Pte Villa R+2. Actée. 100 m² à Es-Senia Kara 1. RDC : Garage automatique (2 Voit.). Hall. Cuis. WC. Cours. Rangement. 1^{er} : 3 Chambres. Séjour. SDB. 2^{ème} : Gd Salon. Terrasse. Prix 2.2 U négociable - Tél : 0668.33.42.73

■ A vendre Carcasse de 125 m² - Actée - à Benfreha - ORAN - Avec Permis de Construire - Prix 730 Millions - Tél : 0781.03.12.28

■ A vendre Villa 377 m² à Maraval Rue Soufi Zoubida Angle - Deux Façades - Libre de suite - Tél : 0770.37.37.17

■ GDYEL - Vends Maison 200 m² en RDC sur Avenue + 3 Magasins en façade - Contact : 0771.14.85.96

■ Vends Villa 400 m² Cité Protin - ORAN - Actée + Livret foncier - Tél : 0556.00.59.42

■ A.V. Villa 350 m² - Actée + L.F. - Bouisseville - Ain El Turck - ORAN - 6 Pièces - 3 SDB + Cour + Jardin - Tél : 0555.61.53.11

■ Vends Villa. Nvelle Constr. (2011). Belle architecture. Bon voisinage. 201 m². RDC : F2 + Jardin + 2 Locaux - 1er F5 - 2ème F3 - Prix offert 3.5 U - Prix Dem. pas loin - Adr. : Près la Ligne " B " (Ibn Sina) - Tél : 0561.69.86.63 - 0779.78.00.86 - 0696.32.85.01

■ Vente une Maison de Maître 120 m² à Boulanger (ORAN) - Tél : 0795.77.94.72

■ Vends Villa Duplex : 08 Pièces - SDB - Hammam - 02 Terrasses - Garages - Jardin - Sise à Cité Akid Lotfi ex-Fora Bir El Djir à proximité Millenium - Tél : 0779.54.23.24

■ Part. vend Carcasse de 176 m² - Actée - Sous-sol + R + 1 - 02 façades - à TAMZOUUGH (ST MAUR) à 30 min d'ORAN - Possibilité d'avoir Jardin de 120 m² sur la 2ème façade - Tél : 0557.19.40.79

■ SIDI BEL ABBES - Vends Villa R+1 - 300 m² à Sidi Djilali 1ère Tranche - Bien située - Tél : 0551.42.48.74

■ A vendre ou Echange Villa finie 60% à HAMMAM RABBI - SAIDA. Plateforme - Piliers + Dalle de 190 m² + Entourage - Découpage en cours - Double façade Hauteur 4 m - Appelez le : 0771.66.33.55 - EL HADJ

■ Vends M.M. à Emir AEK (Ex-St Remi) près mosquée : 280 m² - R+2 (14 m x 20 m) - 7 PC + SDB - Grand Garage 150 m² - Possibilité Echange F5 ou M.M. R+1 + Complément - Tél : 0797.55.69.80 - P.O. : 40 M

■ Vends Maison R+2. Actée + L.F. 185 m² à proximité Poste BENFREHA - Terrain D.F. 125 m². Acté. Lotissement 210 BENFREHA - Tél : 0551.16.38.55

■ ORAN - Vends Bâtisse 2 niveaux - 180 m² de terrain & murs de séparation du voisinage - Cité Hai Khemisti - Bir El Djir à 500 m de la nouvelle Daira - Tél : 0665.10.04.07

■ Vends Hôtel 3900 m² à SOUGUEUR - TIARET de 49 Chambres - Cafétéria - Restaurant - Salle des fêtes - Piscine - Tél : 0557.344.950

■ A vendre à ORAN : Villa 315 m² - R+1 - Cité Emir AEK St-Hubert - Actée + Livret foncier - Toutes commodités - Tél : 0799.54.56.71 - Curieux s'abstenir

■ A vendre Villa avec piscine à Trouville - Ain Turck - Pieds dans l'eau - En R + 1 + Sous-sol - Superficie totale : 770 m² - Tél : 0550.02.61.41

TERRAINS

■ Vends une parcelle de Terre Agricole 05 hectares - Actée + Electricité + Eau - Située entre El Braya et El Khedaimia (près la route principale) - Tél : 0558.15.52.76

■ Vends Terrains : 300 m² DF St-Hubert côté Stade Tennis + 540 m² Cité Djamel + 400 m² Cité Petit Dalia + 700 m² DF Boulanger Bd Comm. + 560 m² DF Bd Comm. principal A.Turck + 400 m² Millenium + 470 m² vieille Bâtisse côté Frt de Mer - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■ Vends Trois Lots de Terrain à Misserghine : Deux Lots de 170 m² et un Lot de 159 m² - Tél : 0552.74.29.30

■ A vendre 03 Lots Terrain sis à Eckmühl : 190 m² (10 m x 19 m) - 140 m² (10 m x 14 m) - 126 m² 2 façades (09 m x 14 m). Acté. Prix intéressant - Contactez-moi au : 0772.26.14.54

■ Vente de Terrains de 109 m² à 200 m². Actés et viabilisés totalement dans un Lotissement clôturé avec gardien à Gouti (Boufatis) ORAN - Prix intéressant - Tél : 0552.13.04.97 / 0555.91.58.42

■ A vendre Lot 240 m² à Aurès El Maïda / HAMMAM BOUHADJAR - W. AIN TEMOUCHENT - Acté - à 80 M - Tél : 0771.89.25.53

■ B.C. Vend des Terrains de 100 m² à 170 m² - Viabilisés et Actés - à Belgaïd - Tél : 0542.96.24.38

■ Vends Lots de Terrain à Sidi Maârouf - W. D'ORAN : 1318 m². Façade 57 m - 156 m². Façade 8,50 m - Tél : 0550.94.02.92

■ Vends Lot de Terrain 2 façades de 145 m² à Bir El Djir - ORAN - Tél : 0791.16.84.60 - 0554.34.66.81

■ Vends Terrain de 10.000 m² parcelles. 750 m² Bâti. R+1 6 4 façades. Voie d'évitement de Sidi Boudjennan - Port Say - TLEMCEN - Tél : 0550.53.68.70

LOCAUX

■ ORAN : Vds Magasin. Surface totale 253 m². Composée de : Surface de vente 169 m². Mezzanine 31 m². Arrière-boutique 53 m² - Tél : 0555.03.39.64

■ Loue Local de 33 m² dans endroit commercial pour toute activité, profession libérale ou commerciale à St-Eugène - ORAN - Tél : 0771.36.25.87 - 0559.88.73.83

■ Ain El Turck (W. D'ORAN) centre-ville en plein marché : A vendre un Local commercial 80 m² - Acté 6 Occasion à saisir car endroit très commercial en plus un prix raisonnable - Tél : 0669.71.02.72

■ Location : Local de 20 m² au centre commercial Sidi Snouci Avenue de Choupet - Tél : 0791.16.84.60

■ Local à louer très bien situé au grand boulevard à Gambetta. 30 m² avec Arrière-boutique et sanitaires. Electricité et vitrine - Tél : 0778.87.19.21 - 0552.32.86.35

■ Location Parc 4000 m² + des Bureaux administratifs, couvert 500 m² + 500 m² Zone Industrielle Es-Senia - Tél : 0551.55.38.30

■ Loue Local de 30 m² très bien aménagé et très bien situé sur boulevard de la Pépinière de Bir El Djir (perpendiculaire au Millenium) - Contacter le : 0662.444.914 - 0554.328.370.

■ A louer Dépôt de 253 m² - Hauteur de 4,30 m - Situé à BRAYA à 10 Km d'ORAN - Tél : 0770.54.18.84

■ Loue deux (02) Locaux commerciaux - Superficie 43 m² et 44 m² avec sanitaires, électricité individuelle, situés à Hai Oussama (ex-Boulanger) ORAN dans un nouveau bâti - Tél : 0799.25.40.95

■ Magasin à louer au Centre-ville d'ORAN - 50 m² - Refait à neuf - dans une Ruelle (Pas pour Coiffeuse) - Tél : 0558.430.600

■ A louer Local à Akid Lotfi Bd Méridien 37 m². 10 Millions - A louer Local à Choupet 200 m². 20 Millions - A louer Local à Choupet Bd. 27 m². 8 U - Tél : 0550.46.12.03

■ A vendre ou à louer Hangar superficie 1000 m² situé à la Zone Industrielle de HASSI AMEUR - ORAN - Tél : 0550.76.27.94

■ A louer Local : RDC 80 m² + 1er étage 280 m<

Ligue 1 - Matches avancés La JSK et le CSC respirent, le RCR et l'USMB ne veulent pas abdiquer

M. A.

Les huit équipes en lice dans les quatre matches avancés de la 19^e journée, qui se sont déroulés hier, ont connu des fortunes diverses. Si à Tizi Ouzou et à Constantine les équipes locales ont tiré profit de l'avantage du terrain et du public pour sortir victorieux par la plus petite des marges, par contre à Alger et Sétif, le MCA et l'ESS, privés de leur douzième homme, n'ont pu traduire leur

Résultats

MCA	0	...	USMB ..	0
CSC	1	...	MOB	0
JSK	1	...	CRB	0
ESS	0	...	RCR ...	0

supériorité en se contentant du nul. Au stade du 1^{er} Novembre de Tizi Ouzou, on attendait avec impatience la sortie de la formation kabyle après la frustration vécue samedi dernier au stade Omar Hamadi par les camarades du capitaine Rial et toute la tension qui s'en est suivie au courant de la semaine. Toujours est-il que malgré une dure adversité représentée par cette équipe de Belouizdad qui demeurerait la bête noire de la JSK, les protégés de Bijotat ont réussi à vaincre le signe indien en récoltant trois précieux points qui la propulsent provisoirement à la septième place avec vingt cinq points et ce grâce à une réa-

lisation de son buteur Diawara. De son côté, le CRB préserve, malgré la défaite, sa seconde place et il doit pour cela une fière chandelle au CSC qui est venu à bout de la coriace équipe du MOB qui complète le podium et ce grâce à un penalty de Bezzaz dès l'entame de la seconde période. Pour sa part, le représentant de Constantine qui a aligné sa seconde victoire de rang se donne de l'air. Au stade Omar Hamadi et au stade du 8 Mai 1945, le MCA et l'ESS qui partaient avec les faveurs du pronostic, n'ont pas trouvé la parade en se faisant accrocher respectivement par deux mal-classés l'USMB et le RCR qui ne veulent pas abdiquer.

Classement FIFA L'Algérie rétrograde à la 36^e place

La sélection algérienne de football a dégringolé à la 36^e place mondiale (-8) au classement mensuel de février, publié jeudi par la FIFA. Avec 746 points, l'Algérie, 28^e en janvier dernier, occupe la 3^e place au niveau africain, derrière la Côte d'Ivoire, championne d'Afrique 2015 (28^e, -9) et le surprenant Cap-Vert (33^e, +6). La tête du classement FIFA est restée, elle, inchangée en février, toujours dominée par la Belgique de-

vant l'Argentine et l'Espagne. «Les vingt meilleures équipes n'ayant pas encore disputé de match cette année, cette édition de février du classement mondial ne compte aucun changement dans le haut du tableau», explique la FIFA sur son site. Seul changement notable, l'entrée dans le Top 20 de la Turquie, qui gagne une place aux dépens de la Côte d'Ivoire. La Hongrie qui grimpe d'une place au 19^e rang, enregistre le meilleur ranking de

son histoire depuis l'introduction du classement mondial FIFA en 1993. Les trois plus impressionnantes progressions viennent d'Asie ce mois-ci avec la Palestine (110^e, +21) dont l'équipe U-23 affrontera son homologue algérienne le 17 février prochain à Alger en amical, l'Arabie Saoudite (55^e, +20) et la Corée du Nord (95^e, +18). La Libye a enregistré pour sa part la plus grosse régression du mois en perdant 24 places pour se retrouver 105^e.

NAHD

Une rencontre décisive contre l'USMH

M. Lamine

Le NAHD est appelé à faire preuve d'une grande détermination face à l'USMH, son prochain adversaire en championnat, s'il veut rééditer la même performance réalisée devant le CRB. De toute manière, les Harrachis sont dans l'obligation de battre leurs adversaires, tout au moins les contraindre au partage des points, au risque de voir leur position au classement général se détériorer. D'ailleurs, leur entraîneur Youcef Bouzidi n'est pas allé par trente-six chemins pour avertir ses poulains contre une contre-performance : « Vous n'aurez aucune excuse en cas de défaite, car le mieux pour vous est de remporter ce match afin d'améliorer le classement et éviter ainsi un retour à la case départ ». Ce discours a pour but de galvaniser les coéquipiers de Gasmi qui n'ont pas goûté aux joies de la victoire depuis trois journées. Il est vrai qu'en raison de la menace de relégation qui plane toujours sur le club des « sang et or », Bouzidi se trouve dans l'obligation d'exiger plus de performance de ses poulains qui ont été époustouflants lors du derby algérois face aux Belouizdadi. L'entraîneur du Nasria dira à ce sujet : « Notre excellente prestation face au CRB a revigoré les joueurs qui ont pu entamer la préparation du match contre l'USMH dans de bonnes conditions psychologiques. Mais



sincèrement, un match nul n'arrange pas mon équipe, car on veut récolter les trois points de ce derby, même si notre mission est difficile devant un adversaire qui est plus serein, contrairement à nous qui devons éviter la défaite ». Le coach du NAHD devrait reconduire la même équipe qui avait fait match nul avec le CRB, mais toutefois avec une défection de taille, puisque le chevronné Ghazi ne sera pas de la partie pour cause de suspension. « C'est une absence qui tombe mal eu égard au rôle important de cet élément au sein de l'équipe, mais il faut bien palier cette défection », nous dira Bouzidi qui pourrait être contraint d'intégrer le libéro Allali, qui était en disgrâce, aux côtés de Zedam et déplacer Hérída sur

le couloir droit de la défense.

C'est la seule solution pour assurer la solidité de ce secteur, alors que l'avant de pointe Drifel, de retour après guérison, devrait reprendre sa place pour constituer avec Gasmi le duo de l'attaque apte à inquiéter la défense adverse. Contre l'USMH, le NAHD ne devrait pas ouvrir le jeu, son entraîneur ayant l'intention de renforcer la défense et le milieu de terrain et opter pour les contres. De toute façon, il est certain que le NAHD évoluera avec détermination, la rencontre d'aujourd'hui ayant pour l'entraîneur Bouzidi des traits communs avec celle de la saison écoulée au stade du 1^{er} Novembre de Mohammadia où le Nasria avait remporté une victoire salutaire pour son maintien.

Division nationale amateurs Ouest

Grosses affiches à Oran, Mascara et Saïda

M. Z.

Le championnat dans ce groupe reprend ses droits dans l'indécision la plus totale après une trêve de trois semaines. Les joueurs ont-ils bien géré ce repos pour être fin prêts à la reprise ? Réponse dès cet après-midi avec le déroulement de la première journée de la phase retour qui risque de relancer totalement la course à la première place en raison du déplacement des deux co-leaders, le RCBOR et le CRBBB. Le team de Ben Badis rendra visite à un mal classé, le CRB Sendjas. Les trois points sont indispensables pour les deux

formations aux ambitions diamétralement opposées. Le RCBOR, quant à lui, ira à Oran pour croiser le fer avec le SCMO dans un match capital pour les deux formations. La mission du Sporting ne sera guère facile face à un onze de Oued Rhiou invaincu et disposant de la meilleure défense du groupe. Ces deux empoignades seront suivies avec beaucoup d'intérêt par l'autre postulant à l'accession, à savoir l'ESMK, qui aura l'avantage d'évoluer à domicile face à la JSMT. Les Kobléens, qui se sont renforcés avec la venue de Hafid, ex-attaquant du NAHD, pourraient s'acc-

parer de la première place en cas de succès combiné aux contre-performances du RCBOR et du CRBBB. L'ASB Maghnia pourrait également se replacer dans la course au podium, si elle parvient à bien négocier son déplacement à Mohammadia. On estime que c'est jouable pour les Maghnaouis dans la mesure où rien ne va plus au SAM. De son côté, le GCM accueillera l'ESM dans un derby plein d'incertitudes. Mais, les Mascariens sont condamnés à gagner pour maintenir intactes leurs chances. A Mostaganem, le WAM est appelé à confirmer sa victoire de l'aller devant l'IST.

Au bas du tableau, la situation risque de se compliquer pour le SKAF à Remchi. Enfin à Saïda, le MBH entamera les débats face au WAT avec la ferme intention de remporter une victoire qui lui permettra de se dégager de la zone des turbulences.

Aujourd'hui (15h00)

Kolea:	ESMK	-	JSMT
Oran:	SCMO	-	RCBOR
Remchi:	USR	-	SKAF
Mascara:	GCM	-	ESM
Mostaganem:	WAM	-	IST
Mohammadia:	SAM	-	ASBM
Saïda:	MBH	-	WAT
Chlef:	CRBS	-	CRBBB

Division nationale amateurs Centre

Statu quo en vue

A. L.

Après une trêve de trois semaines, le championnat de division amateurs Centre reprend ce week-end et des questions viennent à l'esprit à la veille de cette première journée de la phase retour. Comment les équipes ont-elles occupé cette trêve ? Sur quelles bases vont-elles démarrer, sachant que la condition n'est pas uniforme au sein de tous les clubs ? Certes, l'IBKEK

s'est paré du titre symbolique de champion d'hiver, mais il reste quinze étapes où beaucoup de changements pourraient survenir aux deux extrémités du tableau. Au cours des dernières journées de la phase aller, l'IBKEK s'est paré du titre symbolique de champion d'hiver grâce surtout à la solidité de sa défense, l'attaque se contentant du minimum. Aujourd'hui, le team de Khemis El-Khechna aura un match piège face au CR

Béni-Thour qui est loin d'avoir abdiqué et qui a la particularité d'avoir ramené de nombreux nuls de l'extérieur. Les gars de l'IBKEK savent également que leurs poursuivants évolueront tous sur leurs terres et qu'ils ont donc de fortes chances de rafler la mise. Effectivement, le NARBR, l'USFBA, le MCM et le WAB auront les faveurs du pronostic face respectivement à l'USOA, au CRBDB, à l'IBL et à USMC. La conclusion de ces pronostics dans la partie haute du tableau est claire comme l'eau de roche : la situation actuelle ne risque pas d'être bouleversée. Quant aux débats JSMC-JSD, JSHD-RCB et WRM-RCK, ils sont placés sous le sceau de l'indécision et tout se jouera sans doute sur des détails.

Aujourd'hui (15h00)

K.E. Khechna:	IBKEK	-	CRBT
Reghaïa:	NARBR	-	USOA
B.B. Argeridj:	USFBA	-	CRBDB
Ouargla:	MCM	-	IBL
Boufarik:	WAB	-	USMC
Zeralda:	JSMC	-	JSD
M'Sila:	WRM	-	RCK
Bourouba:	JSHD	-	RCB

GC Mascara- Une AG houleuse Le président fait des promesses

Mohamed Belkecir

Un conclave exceptionnel a eu lieu ce week-end à Mascara au salon de l'OPOW où s'est réuni un nombre important de supporters ghalistes pour débattre de la situation du GCM dont l'avenir leur semble incertain. Et c'est la raison pour laquelle ils sont venus en nombre, répondant ainsi à l'appel de leur président qui était accompagné du président du club, Sobhane. Tout a débuté dans une atmosphère surchauffée et un chahut indescriptible par le fait que le premier responsable du GCM avait déposé plainte contre un groupe de fans qui lui aurait tenu auparavant des propos malveillants. Donc, pour les organisateurs, c'était l'occasion ou jamais de laver le linge sale en famille. Dans une ambiance électrique, il a fallu l'inter-

vention du chef de sûreté de wilaya adjoint pour calmer les esprits, en appelant l'assistance à la raison et remettre de l'ordre dans la salle pour éviter les dérapages car les relations se sont envenimées entre les franges de la galerie qui s'en voulaient mutuellement. Heureusement, les esprits se sont apaisés lorsque le président a annoncé qu'il venait de retirer sa plainte en allant se réconcilier avec ses détracteurs. Ce geste a un peu détendu l'atmosphère surtout après avoir annoncé aussi qu'il a été reçu par le wali pour un entretien dont la teneur n'a pas été relatée. Mais il n'empêche que certains supporters ont tenu à entrer dans le vif du sujet pour lui faire des remarques sur la gestion du club dont le parcours a été miné par les règlements de comptes, le clanisme, le laisser-aller et autres facteurs néfastes qui

ont précipité sa régression. On a reproché au président la dégringolade de l'équipe à la cinquième place, des décisions relatives au départ de plusieurs joueurs, l'inefficacité de certains membres du comité inaptes à le seconder et d'autres questions. Il a répondu que lesdits joueurs ne mouillaient le maillot et que c'est à cause d'eux que l'équipe occupe un classement au milieu du tableau, préférant promouvoir des jeunes et qu'il va, par ailleurs, assainir son entourage. Le président a dévoilé un plan d'action pour un changement radical de nature à répondre aux aspirations des fans auxquels il a promis des jours meilleurs et un horizon des plus sereins au GCM qui sera pourvu des moyens pour obtenir de bons résultats, estimant que le titre reste jouable en tenant compte d'une phase retour favorable.

Ligue 2**L'OM se détache, fin houleuse à Aïn Fakroun, l'ASO refait surface****M. Zeggai**

L'O Médéa a creusé l'écart sur ses poursuivants immédiats. Le MCEE et le CABBA ont subi les défaites de trop et ont par conséquent hypothéqué leurs chances pour le podium. Le CRBAF continue de manger son pain noir et se dirige droit vers le purgatoire. L'USC et l'ASK voient leurs situations se compliquer davantage. Ce sont là les faits saillants de cette journée qui a été nettement favorable au leader médéen qui a exploité les nuls de ses rivaux.

Ainsi donc, la belle série du MCS a pris fin à Médéa où l'OM a confirmé ses prétentions. A Dar El Beïda, l'affiche PAC-CAB n'a pas connu de vainqueur malgré la bonne volonté des jeunes du Paradou dans un match où deux penalties ont été ratés, Mesfar du côté du CAB et Benayed du PAC. De son côté, l'USMBA a bien résisté à Aïn Fakroun où les Belabbésiens ont bien tenu le coup face au CRBAF qui a perdu deux points précieux. A noter que de regrettables inci-

dents ont émaillé la fin de match. Selon le président de l'USMBA, Djillali Bensenada, son équipe a vécu l'enfer où dit-il plusieurs blessés sont à déplorer. La JSMB, quant à elle, a raté une belle opportunité de revenir avec les trois points de Boussaâda où l'ABS a dû attendre le temps additionnels pour rétablir l'équilibre après que Bessaha eut donné l'avantage aux Béjaouis. A El Eulma, le MCEE a perdu le match qu'il fallait à tout prix gagner pour rester dans la course aux trois premières places. Et c'est l'ASO Chlef qui a réussi la meilleure affaire en revenant avec une victoire qui lui permet de rester au contact avec le peloton de tête. En bas du tableau, la lanterne rouge, l'USMMH, s'est illustrée en réussissant le plus gros score de la journée face à l'ASK, alors que l'étau se resserre pour l'USC après sa défaite à Skikda. En revanche, l'OMA a signé une victoire précieuse devant la décevante formation du CABBA, ce qui est de bon augure pour son opération sauvetage.

Présidence de la FIFA**L'Afrique soutient la candidature de Cheikh Salman**

La Confédération africaine de Football (CAF) a apporté vendredi son «soutien entier» à la candidature du Cheikh Salman (Bahrein) pour succéder à Joseph Blatter à la présidence de la Fifa, a-t-on appris de source officielle. «Le comité exécutif de la CAF a décidé qu'il donnera son soutien entier à la candidature de Cheikh Salman pour la présidence de la Fifa», a déclaré à la presse à Kigali le premier vice-président de la CAF, Suketu Patel, à l'issue d'une réunion du comité exécutif de la

CAF. Le deuxième vice-président Almamy Kabele Camara a précisé à la presse que la décision avait été prise à «l'unanimité». Le soutien entier de la CAF pourrait s'avérer décisif sur l'issue de l'élection du successeur de Joseph Blatter le 26 février à Zurich. Avec 54 pays affiliés, la CAF dispose en effet du plus gros réservoir de voix au Congrès de la Fédération internationale devant l'UEFA (Europe, 53 voix), l'Asie (46), la Concacaf (Amérique du nord, centrale et Caraïbes, soit 35 voix), l'Océa-

nie (11) et l'Amérique du sud (10). Quatre des cinq candidats à la présidence de la Fifa avaient fait le déplacement dans la capitale rwandaise, qui accueille actuellement le Championnat d'Afrique des nations (CHAN): le Cheikh Salman, président de la Confédération asiatique (AFC), le Suisse Gianni Infantino, N.2 de l'UEFA, le Sud-Africain Tokyo Sexwale et le Français Jérôme Champagne, ex-secrétaire général adjoint de la Fifa. Seul le Prince jordanien Ali n'avait pas annoncé sa venue.

Après sa mésaventure à Gênes Djamel Mesbah apporte des précisions**M. A.**

Il est clair que la vie d'un joueur professionnel n'est pas facile et doit être menée avec le sérieux voulu sinon, à la moindre faute, il est attendu au tournant par la presse spécialisée et autres, notamment si cette frasque a lieu en dehors des terrains. Djamel Mesbah qui évolue en Italie au Sampdoria de Gênes l'a appris à ses dépens en faisant les choux gras de la presse locale de la péninsule ce mardi qui ne l'a pas ménagé en rapportant que l'international algérien a été arrêté au volant de sa Porsche Cayenne par les carabiniers en état d'ivresse et sans permis de conduire après une course poursuivie à 5 h 00 du matin. Donc, dans les milieux sportifs algériens on craignait le pire pour la suite de sa carrière professionnelle où il risquait l'exclusion de son club d'autant qu'il ne

rentrait pas dans les plans du nouvel entraîneur. Ayant perdu sa place de titulaire, il est même annoncé de retour à Bari, son premier club en Italie pendant le mercato d'hiver. Sollicité ce vendredi dans l'émission football magazine de la Chaîne 3 de la radio nationale présentée par Djebbour Maamar, l'ex-latéral gauche du Milan AC, en réponse à une question de notre confrère quant à sa situation au sein de son club, persiste et signe qu'il demeure toujours en poste à la Sampdoria de Gênes tout en n'écartant pas un départ vers un autre championnat où le mercato d'hiver est en cours si une bonne offre se présente. A propos des faits rapportés par la presse transalpine à son encontre, Djamel Mesbah a démenti formellement qu'il était en état d'ivresse tout en apportant les précisions suivantes. «Je n'ai ni forcé un

barrage ni été soumis à l'alcôotest du moment que je n'étais pas en état d'ivresse. Il est vrai que l'horaire au moment de l'incident est sujet à polémique et à la vue du barrage dressé par les carabiniers, j'ai changé de direction en raison de mon excès de vitesse, ce qui a contraint ces derniers à se lancer à ma poursuite. Après avoir obtenu le contrôle d'usage où j'étais en règle, j'encours une sanction comme le stipule la réglementation en Italie du moment qu'il y a un délit (retrait de permis de conduire et amende) ». Et concernant la position de son club après cette mésaventure, Djamel Mesbah affirme «qu'il a écopé d'une amende sans plus ». Pour clore le débat, l'international algérien qui a pris part à deux Coupes du monde tient à s'excuser auprès de son club et des férus de la balle ronde en Algérie.

Mercato d'hiver**La Chine plus dépensière que la Premier League**

De record en record. Plus rien ne semble devoir endiguer la folie dépensière des clubs chinois, prêts à investir des sommes colossales et disproportionnées pour attirer des très bons joueurs évoluant en Europe, mais absolument pas des cadors. Ainsi, à peine plus de 48 heures après la signature record de Jackson Martinez pour Guangzhou Evergrande contre 42 millions d'euros, le Colombien a été dépassé par un autre attaquant sud-américain, Alex Teixeira. Auteur de 22 buts en 15 matches de championnat ukrainien avec le Shakhtar Donetsk, le Brésilien, âgé de 26 ans, a été acheté par le club de Jiangsu Suning pour 50 millions d'euros ! Un chiffre ahurissant pour un joueur qui ne compte aucune sélection internationale.

Sauf que la Chine, sachant qu'elle ne peut attirer à elle des footballeurs de premier plan en pleine force de l'âge, a décidé de jeter son dévolu sur des seconds couteaux au potentiel intéressant.

Ou alors sur des noms, comme cela pourrait être le

cas avec Ezequiel Lavezzi. En fin de contrat avec le Paris SG en juin prochain, l'Argentin ne voulait pourtant pas entendre parler d'un départ alors que se profile le centenaire de la Copa America en juin prochain auquel il rêve de prendre part avec l'Albiceleste. Même son statut de remplaçant de luxe au sein du club parisien (19e temps de jeu seulement en Ligue 1) ne semblait pas l'inciter à changer d'horizon.

Mais les dirigeants du Shanghai Shenhua, qui sont arrivés dans la capitale selon L'Equipe, disposent d'arguments sonnants et trebuchants à même de le faire changer d'avis. En effet, les représentants du Gauchio disposeraient d'une offre comportant un salaire net de 10 millions d'euros par saison sur deux ans. Soit près du double de ce qu'il touche actuellement au Paris SG. A 31 ans, alors que ses dernières performances laissent clairement percevoir qu'il est sur la pente descendante, cette opportunité ne saurait donc être écartée d'un simple revers de main.

Surtout, cette offre symbolise à merveille les moyens mis en œuvre par les clubs chinois pour séduire joueurs et clubs européens. Rien ne semble, effectivement, pouvoir les freiner. Encouragés jusqu'aux plus hautes sphères de l'état – le président Xi Jinping lui-même est un grand fan du ballon rond –, disposant de moyens considérables, portés par des droits de retransmission TV de plus en plus importants, les grands dirigeants de l'Empire du Milieu sont en train de prendre une place considérable sur l'échiquier du marché des transferts.

A tel point d'avoir été les plus dépensiers cet hiver, devant même la toute puissante Premier League. Selon le site spécialisé Transfermarkt, les clubs de la Chinese Super League (CSL) ont ainsi dépensé 258,9 millions d'euros jusqu'à présent durant le marché hivernal des transferts. Les équipes de première division anglaise n'avaient, elles, déboursé «que» 247,3 millions d'euros lors du mercato européen qui s'est terminé cette semaine.

Escrime - Coupe du monde 2016 - Fleuret**32 pays au rendez-vous d'Alger**

La 29^e étape de la Coupe du monde de fleuret (seniors/ dames) a débuté hier à l'Hôtel Hilton d'Alger avec la participation de 128 athlètes représentant 32 pays qui seront en course pour une qualification aux Jeux olympiques 2016 de Rio de Janeiro. L'Algérie est représentée par sept athlètes, Anissa Khelfaoui, déjà qualifiée aux JO-2016, Louiza Khelfaoui, Khadidja Zerabib, Feriel Adjabi, Amira Aouibet, Narimane El Houari et Ghazi Lila.

«La compétition a débuté dans les meilleures conditions. 16 athlètes, les mieux classés sur le plan mondial sont qualifiés directement au tour éliminatoire. 112 escrimeuses vont concourir vendredi lors du tour de poules (ndlr, 16

poules, 7 athlètes) pour tenter d'arracher leur billet au tour éliminatoire prévu samedi avec la participation de 64 athlètes », a indiqué à l'APS le président de la fédération algérienne d'escrime (FAE), Raouf Bernaoui.

La sélection algérienne qui occupe actuellement la 17^e place mondiale, soit la première nation africaine, aura pour objectif de conserver au moins son rang au classement mondial et de permettre à l'escrimeuse Anissa Khelfaoui d'améliorer son classement qualificatif aux JO de 2016. Cette étape de Coupe du monde connaît un engouement sans précédent avec une participation record d'athlètes de 32 pays (Algérie, Tunisie, Egypte, Italie,

Etats-Unis, Corée, Canada, France, Espagne, Belgique, Allemagne, Autriche, Colombie, Venezuela, Mexico, Japon, Chine, Suède, Danemark, Finlande, Turquie, Liban, Portugal, Russie, Ukraine, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Pologne, Australie, Singapour, Roumanie). Avec 12 athlètes engagés dans cette compétition, la France est le pays le plus représenté. Après le succès de la précédente édition organisée en 2015 à Alger, les organisateurs ont décidé de privilégier le même lieu pour abriter cette étape de la Coupe du monde.

La 3^e et dernière journée de cette compétition, prévue dimanche, sera consacrée aux épreuves par équipes.

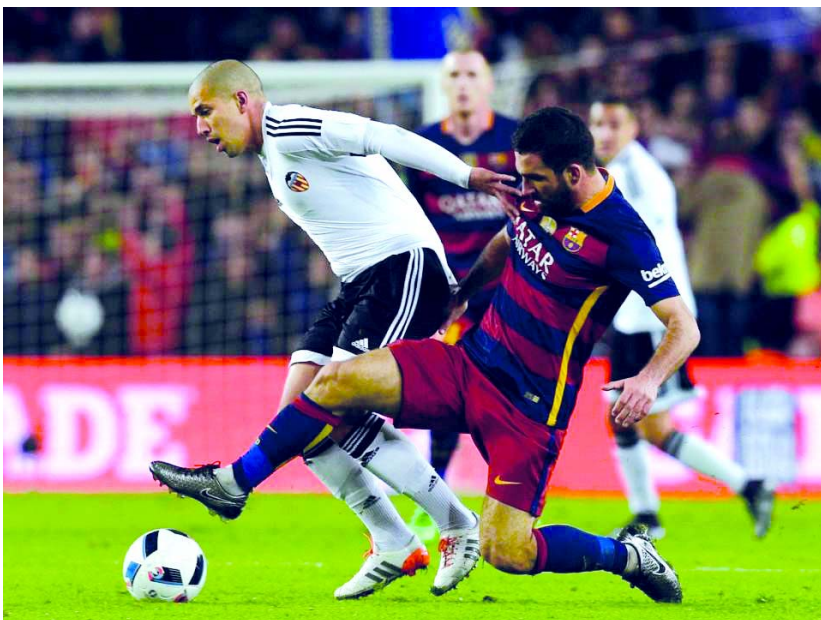
France

Feghouli, témoin de son temps

Jamais Zinedine Zidane n'a imaginé jouer sous d'autres couleurs que celles de la France. Zizou est né en 1972. Dans le Marseille de son enfance, les questions identitaires ne divisaient pas les Français comme en 2016. Les paroles de Sofiane Feghouli reflètent l'époque ; elles traduisent son malaise. « Nous, les Franco-Algériens, on a une place dans la société où c'est difficile » Voilà les mots d'un jeune homme né en 1989. Sofiane Feghouli a 26 ans. Il possède la double nationalité, française et algérienne.

Il est également l'enfant d'une double culture comme bon nombre de jeunes gens, nés en France, amoureux de la terre de leurs ancêtres. Et comme eux, il exprime, à tort ou à raison, un malaise que personne ne découvre aujourd'hui : la difficulté de voir en la France, la mère patrie. « Dans cette société française, on n'est pas acceptés. Faut pas se mentir, c'est difficile pour nous, nos parents, ce sont des Algériens. » Feghouli est né à Levallois-Perret. Il a connu les équipes du Red Star, du Paris Football Club et de Grenoble avant de partir pour l'Espagne où il fait le bonheur de Valence. Il est aussi le capitaine de la sélection algérienne puisqu'il a choisi en 2011 de jouer sous les couleurs de l'Algérie. Avant cela, il avait honoré une sélection avec l'équipe de France espoirs.

Raymond Domenech pensa même à lui pour intégrer l'équipe A. Dans un entretien qu'il a accordé à La Gazette



du Fennec, il incite les jeunes d'origine algérienne à suivre son exemple : « Si j'ai un conseil à donner à ces jeunes, c'est de ne pas hésiter d'opter pour le pays de leurs parents, c'est un principe à ne pas discuter. Il ne faut pas oublier l'histoire entre la France et l'Algérie, où il y'a eu des choses très graves qui se sont produites par le passé. Juste pour ça, je leur demande de jouer pour l'Algérie » Il n'y a pas de justification sportive dans les paroles de Feghouli.

Ses arguments sont politiques, historiques, sociétaux. Chacun pensera ce

qu'il veut de ce discours et il n'est pas dans mes intentions de rallumer la guerre d'Algérie. Feghouli traduit ces feux mal éteints dont Philippe Labro a fait un récit, ce traumatisme né de la décolonisation, des difficultés d'intégration, d'assimilation qui rongent la société française, encouragent le communautarisme, divisent les uns et les autres. Yacine Benzia (Lille) et Adam Ounas (Bordeaux) écouteront-ils l'injonction de leur aîné ? Leurs choix seront attendus et commentés. Puissent-ils, pour eux-mêmes, prendre la bonne décision.

Angleterre

Le duel Mourinho-Guardiola prend forme

José Mourinho semble se rapprocher irrémédiablement d'un nouveau banc de touche en Premier League. Le Spécial devrait officier dans la même ville que son grand rival, Josep Guardiola, puisqu'il aurait désormais donné son accord à Manchester United. De l'autre côté de la Manche, la presse spécialisée n'est pas certaine que Louis van Gaal terminera la saison sur le banc de touche de Manchester United. David Moyes n'avait-il pas été éjecté à la fin du mois d'avril en 2014, à environ un mois de la fin du championnat ? La même mésaventure pourrait être vécue par le technicien néerlandais, qui n'a pas réussi à se montrer convaincant pour sa deuxième année chez les Red Devils. Même s'ils ne pointent qu'à cinq longueurs du podium, Anthony Martial et ses petits ca-

marades restent irréguliers dans leurs performances, et développent un jeu jugé ennuyeux. D'ores et déjà, on sait que la direction du club se tournera vers un nouveau manager à l'horizon 2016-2017. Et c'est le favori qui devrait remporter la course. A peine était-il évincé de Chelsea en décembre dernier que déjà son nom était cité du côté d'Old Trafford. José Mourinho devrait bien être le prochain entraîneur mancunien. D'après la Sky, l'intéressé aurait même trouvé un accord contractuel avec ses futurs employeurs. Et déjà l'Angleterre savoure à l'avance les derbys à venir avec Manchester City, qui sera guidé par Josep Guardiola. Avec les années, les deux hommes ont appris se détester. Le Catalan n'avait ainsi pas du tout apprécié l'attitude de son homologue, un soir

d'avril 2010, lorsque l'Inter Milan était venu éliminer le Barça au Camp Nou en demi-finale de la Ligue des champions. Mourinho avait défié le Camp Nou en jubillant sur le pré au coup de sifflet final. Par la suite, la rivalité entre les Blaugranas et le Real Madrid, conduits par ces deux hommes, n'avait pas aidé à leur réconciliation, loin de là. Guardiola n'a pas non plus oublié le doigt dans l'oeil de celui qui était son adjoint à l'époque, Tito Vilanova, aujourd'hui disparu. Ni l'attitude arrogante et conflictuelle du Special One, qui reproche de son côté à l'ancien milieu de terrain défensif d'être une pleureuse, de se plaindre constamment des arbitres alors qu'il serait privilégié plus souvent qu'à l'accoutumée. La Premier League 2016-2017 pourrait se révéler particulièrement savoureuse...

Manchester United

Une offre de 190 millions d'euros pour Neymar !

En quête de sa gloire passée, Manchester United serait décidé à tout tenter sur le front des transferts afin d'attirer des stars mondiales en son sein. Pour preuve, l'été dernier, le club anglais aurait proposé 190 millions d'euros au FC Barcelone pour s'attacher les services de Neymar. Ces dernières années, la question de savoir qui était véritablement le joueur le plus cher de l'histoire avait suscité quelques débats, entre les indemnités de transferts annoncées et la réalité. Cristiano Ronaldo, Neymar et Gareth Bale composent très vraisemblablement le trio de tête, mais pas forcément dans cet ordre. Toutefois, il se pourrait bien que la question soit réglée pour quelques temps l'été prochain. D'une part le numéro 7 du Real

Madrid pourrait bien changer d'air et être transféré pour plus de 100 millions d'euros, d'autre part Manchester United semble disposé à dépenser sans compter pour redorer son blason. Et la cible première du club, qui devrait être entraîné en 2016-2017 par José Mourinho, serait Neymar. Le père de l'attaquant international brésilien a même révélé sur les ondes de la Cadena Cope que les Red Devils avaient transmis l'été dernier une offre concrète de 190 millions d'euros au FC Barcelone, soit le montant de la clause libératoire. Les patrons du club catalan n'avaient légalement pas le droit de la refuser, mais le prodige n'avait pas donné suite. Résistera-t-il encore longtemps aux sirènes venues de Premier League, où les quel-

ques cadors tentent de se montrer aussi attractifs que le Barça ou le Real Madrid ? Malgré les contraintes du fair-play financier, Manchester United semble avoir les moyens de frapper fort sur le front du mercato, encore faudra-t-il réussir à convaincre les joueurs de venir. Avec Louis van Gaal, ça semblait compliqué, mais la tâche pourrait être plus aisée grâce au nom de José Mourinho, qui aurait d'ores et déjà donné son accord pour un contrat portant sur quatre saisons. L'été dernier, les 50 millions d'euros (+30 millions de bonus) donnés à l'AS Monaco pour Anthony Martial en avaient fait tiquer quelques-uns, mais l'international tricolore, qui évolue au même poste que Neymar, n'aurait donc été qu'un (coûteux) second choix.

Lors du match Lazio-Naples

Chants racistes et cris de singe pour Koulibaly

Mercredi soir, lors du match entre la Lazio et Naples, l'arbitre a interrompu le match pendant quelques secondes après que Kalidou Koulibaly a essuyé des chants racistes et des cris de singe. Le racisme des supporters gangrène toujours le foot en Italie. Mercredi soir, Kalidou Koulibaly en a encore eu la preuve. En plein match entre la Lazio Rome et Naples sur la pelouse romaine, le défenseur sénégalais du Napoli a fait l'objet de chants racistes et de cris de singes venant des tribunes. A la 67ème minute, l'arbi-

tre, scandalisé par le comportement des supporters de la Lazio vis-à-vis de Koulibaly, a pris la décision d'interrompre le match pendant quelques minutes. Une initiative qu'a saluée l'ancien joueur du FC Metz après la rencontre sur son compte Instagram. Koulibaly a également tenu à souligner les gestes et mots de soutien des joueurs de la Lazio. « Je tiens à remercier tout le monde pour les messages de solidarité que j'ai reçus. Je tiens également à remercier les joueurs de la Lazio, mais surtout l'arbitre M. Irrati pour son courage. Je remer-

cie mes coéquipiers, le club et nos supporters, qui ont été d'un grand soutien contre ces chants très laids ! » Aucun mot en revanche du Sénégalais pour l'entraîneur adverse, et pour cause. Stefano Pioli a en effet reproché à l'arbitre d'avoir arrêté le match. « Je ne l'aurais pas fait. Je ne pense pas que ces chants soient racistes. Nous avons-nous aussi des joueurs de couleur et ils sont bien traités. » N'en déplaise à Pioli, le traitement réservé à Kalidou Koulibaly est tout simplement scandaleux et M. Irrati a eu raison de marquer le coup.

Championnats européens

Espagne - 23e journée

Aujourd'hui

(16h00): Atletico Madrid - Eibar
(18h15): Rayo Vallecano - Las Palmas
(20h30): Athletic Bilbao - Villarreal
(22h05): Sporting Gijon - La Corogne

Dimanche

(12h00): Levante - FC Barcelone
(16h00): Betis Séville - Valence
(18h15): Celta Vigo - Séville FC
(20h30): Grenade - Real Madrid

Lundi (20h30)

..... Espanyol - Real Sociedad

Angleterre -25e journée

Aujourd'hui (16h00)

..... Aston Villa - Norwich
..... Liverpool - Sunderland
..... Newcastle - West Bromwich
..... Stoke - Everton
..... Swansea - Crystal Palace
..... Tottenham - Watford

(13h45): Man City - Leicester

Dimanche

(14h30): Bournemouth - Arsenal
(17h00): Chelsea - Man United

Lundi (21h00)

..... Southampton - West Ham

Italie - 24 e journée

Aujourd'hui

(18h00): Bologne - Fiorentina
(20h45): Genoa - Lazio

Dimanche (15h00)

..... Frosinone - Juventus
..... AC Milan - Udinese
..... Naples - Carpi
..... Sassuolo - Palerme
..... Torino - Chievo Vérone

(12h30): Hellas Vérone - Inter

(18h00): Atalanta - Empoli

(20h45): AS Rome - Sampdoria

Allemagne - 20e journée

Aujourd'hui (15h30)

..... Hertha Berlin - Dortmund
..... Hanovre - Mayence
..... Ingolstadt - Augsburg
..... Eintracht Francfort ... - Stuttgart

(18h30): Leverkusen - Bayern Munich

Dimanche

(15h30): Hambourg - Cologne

(17h30): Hoffenheim - Darmstadt

France - 25e journée

Aujourd'hui (20h00)

..... Caen - Reims
..... Lorient - Montpellier
..... Bastia - Troyes
..... Toulouse - Nantes

(14h00): GFC Ajaccio - Guingamp

(17h00): Monaco - Nice

(17h00): Angers - Lyon

Dimanche

(14h00): Lille - Rennes

(17h00): Bordeaux - Saint-Etienne

(21h00): Marseille - Paris SG

Portugal -21 e journée

Dimanche (20h15)

..... FC Porto - FC Arouca

Lundi (20h00)

..... Sporting Lisbonne - Rio Ave

Real Madrid

Un mois après, Zidane signe son contrat

Nommé il y a tout juste un mois entraîneur du Real Madrid, Zinedine Zidane vient à peine de signer son contrat. C'est ce que le site du journal Marca nous apprend ce jeudi.

Pourquoi si tardivement ? Parce que la paperasse n'était pas sa priorité.

L'ancienne gloire voulait d'abord travailler sur l'organisation et la construction de son équipe, sans perdre une minute.

Le Français, champion du monde 98 et champion d'Europe 2000, n'avait qu'une envie, accepter d'emblée la proposition de Florentino Pérez et donc succéder à un Rafael Benítez évincé, quelles que soient les conditions.

Lex-meneur de jeu emblématique s'est engagé jusqu'en 2018, comme c'était déjà pré-

vu quand il s'occupait du Castilla, la réserve du club. Bien évidemment, son salaire n'est pas le même, mais il n'y a pas eu de négociation. Zidane serait ainsi passé de 300 000 à 2,5 millions d'euros nets par saison. Une très, très belle augmentation. Cependant ses revenus de coach seraient les plus faibles de l'ère Pérez. Jusqu'ici, tout va bien pour Zizou, dont les joueurs ont explosé successivement La Corogne (5-0), le Sporting Gijon (5-1) et plus récemment l'Espanyol Barcelone (6-0), avec un nul contre le Betis Séville (1-1). Ça, c'est pour la Liga. Mais le Ballon d'Or 98 sait qu'il sera jugé face à un adversaire beaucoup plus huppé, par exemple en Ligue des champions...



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Dalti
12.00 Expression livre
12.25 Journal en français
12.45 Point culturelle
12.55 Mawid zefafe

14.05 Souffrances d'une femme
Feuilleton algérien
14.45 Diasporama
16.00 Football MCO/USMA en direct
18.00 Journal en amazigh
18.25 Dalti
19.00 Journal en français

19.30 Santé mag

20.00 Journal en arabe
20.45 Entre parenthèses
22.30 Studio live
23.45 Santé mag
00.00 Journal en français



21.00 On a tous en nous quelque chose de Laurent Ruquier



Présenté par Michel Drucker, Laurent Ruquier

Il est à la fois animateur, humoriste, producteur de spectacles, auteur de théâtre et d'animateur de talents. Laurent Ruquier a toujours su mettre à l'honneur la jeune génération et révéler les amuseurs de demain : Florence Foresti, Franck Dubosc, Jean-Luc Lemoine, Michaël Gregorio, Kev Adams, Gaspard Proust...
23.10 On n'est pas couché
02.35 Alcaline le mag



20.55 Le sang de la vigne



- Vengeances tardives en Alsace Avec Pierre Arditi, Yoann Denaive, Anne Caillon, Claire Nebout
A Colmar, la journaliste Odile Six est retrouvée morte dans d'étranges conditions. Elle enquêtait sur le très controversé homme d'affaires Edgar Loewen, devenu propriétaire de plusieurs parcelles de vigne en Alsace. Le lieutenant de police Isabelle Bory découvre que la dernière personne contactée par la victime n'est autre que le célèbre céologue Benjamin Lebel. Elle le joint aussitôt...
22.30 Soir 3
22.55 Les complices
00.20 Boris Godounov



12.55 Quand la galette fait des rois
14.15 Spermatozoïdes, que le meilleur gagne !
15.15 L'empire du système solaire
16.10 Terres de glace
17.05 Verdict
18.00 Les routes de l'impossible
19.00 On n'est pas que des cobayes !
20.00 Entrée libre
20.40 Echappées belles
22.10 Brésil, la route des terres conquises
23.05 A vous de voir
23.35 Pêcheurs d'Irlande, menaces sur l'avenir
00.25 Décollage pour l'Amérique



10.30 Dans le sillage des requins
13.30 Futurmag
14.00 Yourope
14.25 Voyage aux Amériques
15.10 Carnavals
18.05 Cuisines des terroirs
18.35 Arte reportage
19.30 Le dessous des cartes
19.45 Arte journal
20.00 360°-GEO
20.45 Tu mourras moins bête
20.50 L'aube de l'humanité
22.30 Bettina Rheims
23.20 Tracks
00.05 Franz Ferdinand & Sparks en concert
01.30 Lore



12.30 Le journal de la RTBF
13.00 Vivement dimanche
14.15 Rugby - tournoi des 6 nations
16.15 Football : Angers SCO-Olympique Lyonnais
18.10 64' le monde en français
19.30 Le journal de France 2
20.05 Être
21.45 Entretien d'embauche
22.00 TV5Monde le journal Afrique
22.25 Le journal de la RTS
23.00 La terre promise
00.25 La terre, des hommes
01.00 TV5Monde le journal



TF1 20.55

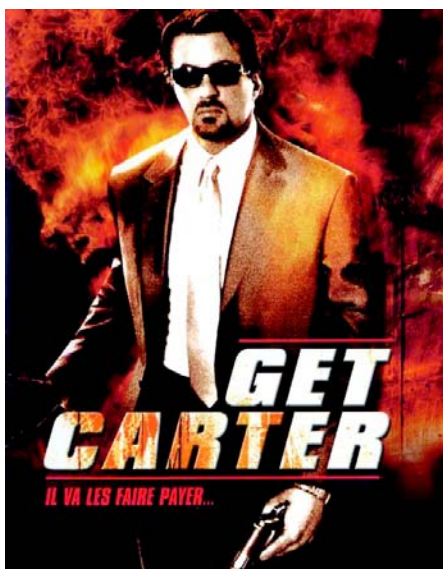
THE VOICE, LA PLUS BELLE VOIX Saison 5 - Episode 2

Présenté par Nikos Aliagas, Garou, Mika, Florent Pagny, Zazie

La deuxième soirée d'auditions à l'aveugle a lieu ce soir. La semaine dernière, la cinquième saison a débuté avec énormément d'émotions : Sol et Gabriella, notamment, ont fait l'unanimité, tout comme Mood («vectrice de rêve» selon Zazie, dont elle avait repris le titre «Je suis un homme»). Outre ces trois artistes, ont été sélectionnés le trio Arcadian, Lucyl Cruz, Lyn, Angy, Antoine, Luna Ginestet et Réphaël. Les coaches ont commencé à constituer leur équipe, et ils vont continuer avec ce deuxième rendez-vous.

RTL9 20.40

GET CARTER



Avec Sylvester Stallone, Mickey Rourke, Alan Cumming, Michael Caine
Jack Carter, un tueur à gages, revient à Seattle pour l'enterrement de son jeune frère Richie, victime d'un étrange accident de la circulation. Sa présence semble déranger sa belle-soeur Gloria et sa nièce Doreen mais également ses anciens partenaires, dont Cyrus Paice. Jack découvre bientôt que Richie a sciemment été saoulé avant qu'il ne prenne le volant.

CANAL+ family 20.50

BOB L'ÉPONGE, LE FILM : UN HÉROS SORT DE L'EAU



Avec Antonio Banderas, Noah Lomax, Lisa Datz, Nick Madrick
Plankton lance une grande attaque contre le Crabe croustillant pour s'emparer de la recette secrète. Au moment où il met la main dessus, la feuille de papier disparaît mystérieusement. Krabs est persuadé qu'il s'agit d'une manigance de son concurrent, mais Bob l'éponge sait que Plankton n'y est pour rien. Il l'aide donc à s'évader dans une bulle. Alors que les habitants de Bikini Bottom cèdent à la panique, Plankton et Bob tentent de retrouver la recette.

TÉLÉVISION



00.30 Stalker



Saison 1 - Episode 3

- Au pied de l'autel Avec Maggie Q, Dylan McDermott, Warren Kole, Mariana Klaveno
Une jeune femme est touchée par une balle le jour de ses nocces. Le père de la jeune victime, Jimmy Lambert, est lieutenant de police à Los Angeles. Beth s'était occupée de la défunte deux ans plus tôt quand elle avait porté plainte contre son ex-petit ami, Paul Watson, pour harcèlement. Mais celui-ci est rapidement mis hors de cause. Beth et Jack suivent la piste d'un tireur d'élite que Jimmy a renvoyé quelques mois plus tôt.



20.55 NCIS : Los Angeles



Saison 7 - Episode 7

- L'emprise Avec Chris O'Donnell, LL Cool J, Daniela Ruah, Eric Christian Olsen
L'équipe enquête sur un ex-ingénieur du département de la Défense devenu membre d'une secte et qui pourrait divulguer des informations confidentielles sur des technologies de pointe. Il serait même suspecté de tenter de les vendre à la Chine. Kensi et Deeks sont chargés d'infiltrer la secte tandis que Sam et Callen partent s'entretenir avec Kate Ramsey, l'épouse de l'ingénieur.
01.05 Sons of Anarchy



20.55 Les brasiers de la colère



Avec Christian Bale, Woody Harrelson, Casey Affleck, Forest Whitaker
Tout comme son père, Russell Baze mène une vie simple et industrielle. Cet ouvrier métallurgiste, fiancé à la jolie Lena, prend soin de son frère cadet, Rodney. Depuis que celui-ci est revenu d'Irak, il vivote en jouant au courses. Mais après avoir causé un accident mortel en conduisant en état d'ivresse, Russell se retrouve en prison.
22.50 Zapsport



09.55 Teen Titans Go !
11.00 Dragons : Cavaliers de Beurk
12.05 Un jour, une question
12.10 Zouzous
13.35 T'as tout compris
14.00 Tennis
16.05 Un gars, une fille
16.20 Tennis
19.30 Un gars, une fille
20.50 Rugby
22.50 Firequake
00.15 Monte le son, le mag
00.50 Monte le son, le live



11.15 Revenge



13.00 Pluie acide
14.45 Alerte : Piège de glace
16.30 La tornade de l'apocalypse
18.20 Appels d'urgence
20.40 N.T.1 infos
20.55 Chroniques criminelles



10.30 Génération Hit machine

12.40 Une nounou d'enfer
15.50 Glee
17.35 La petite histoire de France
20.15 Les Simpson



23.15 Le prix Talents W9 : les Live
00.30 David Bowie, l'homme aux mille visages

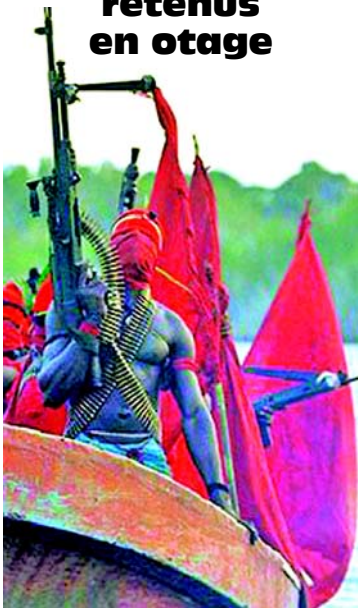
La Tunisie lève le couvre-feu



Le couvre-feu a été levé jeudi en Tunisie après l'essoufflement de la plus importante contestation sociale depuis la révolution de 2011, mais les revendications contre le chômage et la misère demeurent entières dans un pays en plein marasme économique. Après plusieurs jours de manifestations parties de Kasserine, dans le centre défavorisé, le gouvernement, confronté à une propagation et à un risque de dérapage du mouvement, avait été contraint le 22 janvier de décréter un couvre-feu nocturne. Valable de 20H00 à 05H00, il avait ensuite été allégé à deux reprises, à la faveur de l'essoufflement de la contestation. "Vu l'amélioration de la situation sécuritaire, il a été décidé (...) de lever le couvre-feu sur tout le territoire", a indiqué jeudi dans un bref communiqué le ministère de l'Intérieur, au sujet d'une mesure qui, depuis le 29 janvier, restait en vigueur chaque soir à compter de minuit.

Inédite par son ampleur et sa durée depuis 2011, la vague de contestation sociale avait débuté le 16 janvier à Kasserine, cité miséreuse de 80.000 habitants, après le décès d'un jeune chômeur, Ridha Yahyaoui, électrocuté alors qu'il protestait contre son retrait d'une liste d'embauche dans le public.

Nigeria: un bateau attaqué, 5 étrangers retenus en otage



Cinq étrangers ont été pris en otage suite à l'attaque de leur bateau, un chimiquier, au large du Nigeria, a déclaré jeudi une entreprise de conseil en sécurité. Le chimiquier Leon Dias a été attaqué le 29 janvier au large de Brass, dans le Sud pétrolier. Les assaillants ont quitté le bateau deux jours plus tard, emmenant avec eux deux Philippins, deux Russes et un Géorgien. Un ancien militant séparatiste connu sous le nom de "General Ben" a fait la une des journaux nigériens après avoir revendiqué cet enlèvement et demandé la libération du leader indépendantiste biafrais Nnamdi Kanu, détenu depuis octobre dans l'attente d'un procès pour "trahison". Mais selon les experts, ce genre d'attaques au large des côtes, très fréquentes dans le Sud pétrolier, ne sont pas liées au mouvement séparatiste qui réclame l'indépendance du Biafra, une région déshéritée du sud-est du Nigeria où le peuple igbo est majoritaire. Les rapt de travailleurs étrangers et les détournements de bateaux sont plutôt l'action de militants du delta du Niger, qui réclament une meilleure distribution des revenus du pétrole.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Un comité de l'ONU appelle à libérer Julian Assange

Un comité de l'ONU a appelé vendredi à mettre fin à la "détention arbitraire" du fondateur de WikiLeaks Julian Assange, confiné depuis plus de trois ans dans l'ambassade d'Equateur à Londres.

Mais les gouvernements britannique et suédois ont immédiatement rejeté l'avis de ce comité, non contraignant, Londres laissant ainsi entendre qu'il serait arrêté s'il mettait un pied hors de l'ambassade. Julian Assange a été "arbitrairement détenu par la Suède et le Royaume-Uni depuis son arrestation à Londres le 7 décembre 2010", a indiqué un groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire, dans des conclusions rendues publiques à Genève. Le comité appelle "les autorités suédoises et britanniques" à "mettre fin à sa déten-



tion" et à respecter le droit du fondateur de WikiLeaks à être "indemnisé". "Cela ne change rien. Nous rejetons catégoriquement l'affirmation selon laquelle Julian Assange est victime d'une détention arbitraire", a répliqué un porte-parole du gouverne-

ment britannique. Même réaction du côté de Stockholm. "Le gouvernement n'est pas d'accord" avec ce comité qui "n'a pas le droit (...) d'interférer dans une affaire en cours traitée" par la justice suédoise, a indiqué le ministère des Affaires étrangères.

Centrafrique : nouvelles accusations d'abus sexuels contre des Casques bleus



Sept nouveaux cas présumés d'abus sexuels de la part de Casques bleus, dont cinq concernant des mineures, ont été identifiés par la mission de l'ONU en Centrafrique, a annoncé jeudi la Minusca dans un communiqué

reçu par l'AFP. La Minusca "a identifié sept nouvelles présumées victimes d'exploitation et d'abus sexuels à Bambari", une ville du centre de la Centrafrique. "Ces cas ont été portés à l'attention de la Minusca le 21 janvier 2016 par

une équipe de chercheurs de Human Rights Watch (...) afin que des soins médicaux et psycho-sociaux soient prodigués aux victimes et afin que la Mission endosse toute sa responsabilité pour ces présumés crimes", poursuit le communiqué.

Dès qu'elle a pris connaissance de ces allégations, la Minusca a dépêché à Bambari un expert du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies (BSCI). "L'évaluation initiale du BSCI a fourni des preuves suffisantes qui confirment que cinq des victimes étaient mineures (...). Une adulte a été victime d'exploitation sexuelle. Le bureau n'a pas pu interroger la septième victime présumée, qui serait également mineure".

Les passagers d'un vol Madrid-Ryadh débarqués après une alerte à la bombe

Les passagers d'un vol reliant Madrid à Ryadh ont dû être débarqués jeudi à l'aéroport de la capitale espagnole en raison d'une alerte à la bombe, selon des sources sécuritaires espagnoles. Un avion de la compagnie Saudi Airlines s'appêtait à décoller vers la capitale saoudienne lorsque son commandant a communiqué aux autorités aéroportuaires une menace à la bombe à bord de l'appareil, selon les mêmes sources, précisant que "la menace à la bombe était écrite en anglais sur un bout de papier cloué à l'aide d'un couteau près de l'un des écrans de l'avion." Suite à cette menace, les autorités aéroportuaires espagnoles ont décrété une



"alerte générale" à l'aéroport de Madrid-Barajas, avant de la réduire à une "alerte locale".

"L'avion a été isolé et l'aéroport

de Madrid fonctionne en toute normalité", a indiqué un porte-parole de l'Autorité gestionnaire des aéroports en Espagne.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

SALE TEMPS POUR LES MIGRANTS ALGÉRIENS

critiquée sur le dossier des réfugiés, de l'intérieur même de sa famille politique, avait besoin d'un prétexte pour déclencher la machine à expulsion. L'Autriche suivra quel que temps plus tard.

Le quitus de l'Algérie lui donnant la légitimité internationale, les lendemains des Algériens demandeurs de l'asile politique sont des plus incertains. Cette situation est d'autant plus inconfortable qu'elle est sérieusement liée à la menace terroriste. De par le passif sécuritaire de l'Algérie et de l'engagement de certains de ses citoyens dans la mouvance djihadiste, les Algériens sont tout simplement vus comme de potentiels terroristes islamistes. Ce qui s'est pas-

sé en Allemagne a déjà eu lieu en Belgique, en France ou en Italie mais n'a jamais ciblé une communauté particulière.

Que comprendre à travers cette opération musclée ? Est-ce un message direct adressé aux seuls Algériens pour leur faire comprendre qu'ils sont indésirables ? Les résultats mêmes des perquisitions, certaines ciblant symboliquement des centres d'accueil, n'ont rien donné trahissant par là l'aspect éminemment politique de l'action policière. Cibler ainsi une communauté donnée découle d'une discrimination crierde voulant montrer du doigt des Algériens générateurs d'une virtuelle menace terroriste validant ainsi la décision de Merkel de les chasser hors de son territoire. Quelle sera la réponse de la diplomatie algérienne ? Certainement aucune alors que Sellal lui-même avait acquiescé à la demande de l'Allemagne de se débarrasser définitivement d'une communauté qui au final n'est acceptée nulle part.

Attaque contre une base de l'ONU au Mali, 5 morts

Au moins quatre jihadistes présumés et un militaire malien ont été tués vendredi dans l'attaque contre un camp des forces de l'ONU à Tombouctou, dans le nord du Mali, qui s'est achevée en début d'après-midi, a indiqué à l'AFP une source militaire malienne. "Les opérations militaires pour anéantir les terroristes sont terminées dans le secteur sud de Tombouctou", a déclaré sous le couvert de l'anonymat le chef des opérations militaires de l'armée sur le terrain. "Mais nous continuons à ratisser, nous continuons aussi des patrouilles pour assurer la sécurité des populations", a-t-il souligné. "Il y a eu une double attaque", a-t-il expliqué, jugeant qu'il s'agissait d'une "opération minutieusement préparée" contre un contingent nigérian de la Mission de l'ONU au Mali (Misnusma).

"Dans un premier temps, un premier véhicule des terroristes a forcé un barrage de l'armée malienne, avant d'exploser avec des terroristes devant un camp de la Minusma, dans le but de surprendre, de faire d'énormes dégâts. Ensuite, un second véhicule des terroristes a suivi pour mener des opérations terroristes", a dit l'officier.

La France livrera un navire Mistral à l'Egypte en juin



La livraison des deux navires français Mistral à l'Egypte se fera pour l'un en juin, pour l'autre en septembre, après une formation en France de militaires égyptiens qui commenceront à arriver ce week-end, a indiqué vendredi une source au fait de ce dossier. Les deux équipages, soit 360 marins, vont arriver de façon échelonnée à Saint-Nazaire, dans l'ouest de la France, et seront au complet d'ici fin mars, selon la même source. L'Egypte a acquis les deux Bâtiments de projection et de combat (BPC) de type Mistral après l'annulation en août d'un contrat avec la Russie pour cause de conflit en Ukraine. Les deux navires ont été achetés par l'Egypte pour environ 950 millions d'euros, grâce à un financement saoudien.

Le contrat de vente avec Moscou totalisait 1,2 milliard d'euros. A ce jour, tous les systèmes de communication russes installés initialement sur les deux navires ont été démontés et renvoyés en Russie, et les nouveaux systèmes pour la Marine égyptienne installés à bord, a-t-on précisé de même source proche du dossier.